



HAL
open science

La guerre en Ukraine, la crise de la globalisation économique normalisée et le retour à la fragmentation politique des marchés

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. La guerre en Ukraine, la crise de la globalisation économique normalisée et le retour à la fragmentation politique des marchés. Economistes contre la Course aux Armements. 2023. hal-04084729

HAL Id: hal-04084729

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-04084729>

Submitted on 28 Apr 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La guerre en Ukraine, la crise de la globalisation économique normalisée et le retour à la fragmentation politique des marchés

Jacques Fontanel

Rapport

Economistes contre la Course aux Armements

Grenoble, Avril 2023

Résumé : « L'opération spéciale » de la Russie en Ukraine conduit à une guerre d'attrition, à une crise profonde de la globalisation et au réveil à ciel ouvert des enjeux de puissance. Aujourd'hui, les budgets militaires augmentent sensiblement, la menace nucléaire est brandie. Le conflit armé se caractérise par un soutien hétérogène à l'Ukraine, mais du fait des sanctions économiques appliquées de part et d'autre, les marchés européens ont été très fragilisés par leur dépendance énergétique à la Russie, ce qui a conduit les Etats à rechercher en urgence de nouvelles ressources auprès de partenaires de substitution. La guerre elle-même provoque des effets délétères sur les deux économies nationales, même si l'économie russe, riche de ses ressources naturelles, témoigne d'une résilience à court terme inattendue. En revanche, le pays attaqué doit faire face aux destructions et à l'arrêt de nombreuses usines détruites ou occupées par la Russie. Au niveau international, la Russie et l'Ukraine sont d'importants exportateurs de céréales et il en a résulté une forte menace de pénurie alimentaire mondiale, laquelle devrait encore se poser à chaque fin de printemps. Du fait des sanctions économiques, les échanges internationaux connaissent des ruptures des chaînes de valeurs, notamment dans les produits de haute technologie. Se pose alors la question des fragilités de la globalisation et de l'interdépendance économique pour la sécurité nationale de chaque pays. Tous les Etats, et notamment les Etats-Unis, engagent des mesures de protection pour leur industrie, au nom de la sécurité nationale et d'une politique économique keynésienne et mercantiliste à la fois destinée à lutter contre la récession. Les rapports de puissance entre les Etats se sont exacerbés, avec une guerre technologique directe entre la Chine et les Etats-Unis. La Chine, avec le soutien des BRICS, se propose de devenir un médiateur dans le conflit, avec pour objectif la transformation, à terme, de l'ordre économique international. Progressivement, le friend-shoring semble conduire à la reconstitution des blocs économiques et militaires, sur la base de frontières encore mouvantes. Se posent aussi les questions de la démocratie, du respect des droits de l'homme, de la mise en place d'un développement économique durable et de la lutte contre le réchauffement climatique.

Mots clés : Russie, USA, Chine, Union européenne, Ukraine, BRICS, armes nucléaires, guerre, « opération spéciale », globalisation, friend-shoring, sanctions économiques, économie de l'énergie, puissance des Etats, pénurie alimentaire, démocratie, réchauffement climatique, développement durable

Summary: Russia's "special operation" in Ukraine is leading to a war of attrition, a deep crisis of globalization and the open-air awakening of power issues. Today, military budgets are increasing significantly, the nuclear threat is brandished. The armed conflict is characterized by heterogeneous support for Ukraine, but because of the economic sanctions applied on both sides, European markets have been very weakened by their energy dependence on Russia, which has led states to urgently seek new resources from substitute partners. The war itself is having deleterious effects on both national economies, even if the Russian economy, rich in natural resources, is showing unexpected short-term resilience. On the other hand, the attacked country has to deal with the destruction and shutdown of many factories destroyed or occupied by Russia. Internationally, Russia and Ukraine are major exporters of grain and this has resulted in a strong threat of global food shortages, which are likely to occur again each late spring. Due to the economic sanctions, international trade is experiencing disruptions in value chains, particularly in high-tech products. This raises the question of the fragility of globalization and economic interdependence for the national security of each country. All states, and in particular the United States, are taking measures to protect their industry, in the name of national security and a Keynesian and mercantilist economic policy designed to combat the recession. The power relations between states have been exacerbated, with a direct technological war between China and the United States. China, with the support of the BRICS, is proposing to become a mediator in the conflict, with the aim of eventually transforming the international economic order. Gradually, friend-shoring seems to be leading to the reconstitution of economic and military blocs, on the basis of still shifting borders. Questions of democracy, respect for human rights, the establishment of sustainable economic development and the fight against global warming are also raised.

Keywords: Russia, USA, China, European Union, Ukraine, BRICS, nuclear weapons, war, "special operation", globalization, friend-shoring, economic sanctions, energy economy, state power, food shortage, democracy, global warming, sustainable development

Table des matières

Introduction

Sécurité nationale, puissance militaire et sanctions économiques, facteurs décisifs de « l'opération spéciale » russe en Ukraine

- *Les sanctions internationales, la pandémie Covid-19 et la candidature de l'Ukraine à l'OTAN, facteurs d'affaiblissement de la sécurité nationale, du « softpower » politique et de l'économie russes*
- *Les puissances nucléaires*
- *Les budgets militaires*

Les engagements guerriers des Parties

- *Le conflit armé et le soutien international hétérogène à l'Ukraine*
- *La guerre en Ukraine modifie profondément la donne des marchés européens de l'énergie*
- *La guerre hybride, notamment dans l'espace Cyber*

La situation économique des belligérants

- *Ukraine et la crise guerrière et alimentaire*
- *L'économie de la Russie, en pente douce et en danger*

La guerre en Ukraine, une opération spéciale de remise en cause indirecte de la globalisation libérale

- *La permanence d'une menace de crise alimentaire mondiale*
- *Des conflits d'intérêts économiques contradictoires*
- *Des échanges internationaux devenus problématiques, l'Europe à l'heure des choix*

La guerre en Ukraine exacerbe le conflit de puissance entre les Etats-Unis et la Chine

- *La guerre technologique directe entre la Chine et les Etats-Unis*
- *La globalisation économique sacrifiée sur l'autel de la sécurité et de la lutte pour le leadership mondial*
- *La proposition de paix de la Chine. L'intox jusqu'au bout ?*
- *La fin d'un monde post guerre froide*

En conclusion : la reconstitution inéluctable des blocs

« L'opération spéciale » de la Russie en Ukraine s'avère particulièrement inquiétante pour la paix internationale, le développement économique durable et la lutte contre le réchauffement climatique. Pour Vladimir Poutine, elle ne devait durer que quelques jours, voire quelques semaines, mais la résistance ukrainienne, puis le soutien des puissances occidentales, semblent avoir été insuffisamment pris en compte par le ou les stratèges du Kremlin. Au début du printemps 2023, il est encore difficile de prédire les résultats militaires, politiques, géoéconomiques de cette aventure guerrière. Les déclarations des deux pays belligérants s'opposent et la verticalité du pouvoir russe conduit sans doute, de chaînon en chaînon, à transformer la réalité des combats. Depuis un bon trimestre, le Kremlin considère que la victoire de Bakhmout est imminente, comme un objectif quasi atteint, mais dont la conclusion se fait attendre, car Kiev, arc-bouté à l'intégrité de son territoire, n'a toujours pas cédé cette ville trois à quatre mois plus tard. Si elle est prise militairement, ce ne sera qu'une bataille perdue, qui peut aussi devenir une victoire à la Pyrrhus. Au fond, les négociations de paix arrangeraient aujourd'hui la Russie longtemps accusée, à juste titre, de vouloir envahir toute l'Ukraine. Moscou serait sans doute disposé de conserver la partie riche de l'Ukraine, celle qu'il cherche à contrôler militairement.

La violence du conflit et des destructions pourrait encore croître, avec l'utilisation d'armes de plus en plus sophistiquées et létales, dans le cadre de stratégies hybrides sans doute plus pragmatiques que stratégiquement bien définies. Ainsi, la Russie peut encore mobiliser 400.000 hommes pour prendre un avantage de nombre de court terme sur les champs de bataille, mais l'efficacité de cette forme de construction n'est pas avérée si la qualité de la formation des nouvelles recrues n'est pas suffisante. Moins probable, mais possible, il n'est pas exclu que la Chine fournisse des armes à Moscou, comme c'est déjà le cas de l'Iran, ce qui pourrait conduire à la mise en place d'un possible second front, transformant ainsi l'étendue du registre guerrier mondial, renforcé par les aléas de la course au leadership mondial que la Chine impose aux Etats-Unis. Tout conflit armé opposant de grandes puissances nucléaires ne manque pas d'alerter le monde entier, notamment parce que la prolifération de cette arme laisse peser le risque d'un embrasement du conflit, face à des gouvernements peu contraints par la défense des droits de l'homme, sur des bases politiques (comme la Russie), religieuses (Iran, par exemple) ou même personnelles dans les autocraties (comme en Corée du Nord).

Les inégalités économiques collectives et particulières ou nationales et internationales croissantes, l'impatience de l'OTAN de conclure l'adhésion de l'Ukraine en son sein, les difficultés de la Russie et de la Chine à traiter la question de la pandémie de Covid-19, les sanctions internationales contre la Russie depuis l'annexion de la Crimée, les conflits au Moyen-Orient sans cesse relancés avec la participation active et partiellement secrète des grandes puissances, les questions relatives aux énergies renouvelables pour lutter contre le réchauffement climatique ou l'affaiblissement programmé de l'Organisation Mondiale du Commerce constituaient autant d'éléments de crispation et de climat de violence propice aux conflits politiques intérieurs ou internationaux, à des guerres, à des soulèvements populaires ou à des coups d'Etat. Le contexte était propice à une guerre d'opportunisme en réponse à une menace ressentie, celle de la Russie devant l'élargissement de l'OTAN, celle de l'Ukraine face aux revendications territoriales de la Russie ou celle des pays en développement qui commencent à s'insurger face aux inégalités économiques croissantes, provoquées, notamment, par l'exploitation de leurs ressources naturelles, la domination économique et financière des puissances occidentales qui a pu historiquement trouver sa source dans le colonialisme et l'impérialisme et même ce réchauffement climatique qui les touchent en premier dans leur présent et leur futur, alors que la culpabilité première en revient aux grandes puissances industrielles.

Le monde est entré dans une période de grande turbulence, avec des échanges internationaux à la fois aléatoires et en régression à terme. Une crise alimentaire mondiale a été finalement et très globalement contenue du fait de l'importance des exportations de céréales de l'Ukraine et de la Russie permise par l'accord céréalier de la Mer Noire. Enfin, de nombreux produits de haute technologie sont produits en quantité insuffisante au regard de la demande mondiale, ce qui conduit les grandes puissances à contester les règles mises en place depuis 1995 par l'Organisation Mondiale du Commerce. Après les accords de partenariat insuffisamment égaux et ficelés entre pays développés occidentaux et pays en développement, les vieilles revendications anti impérialistes et anti colonialistes reviennent à la surface du temps présent. Les mécontentements populaires conduisent les gouvernements, parfois par un discours guerrier, à les canaliser pour en retourner la responsabilité sur les politiques des pays voisins ou développés. Dans les pays démocratiques, de nombreux filets de sécurité existent pour contrôler l'engagement national dans un conflit armé. C'est beaucoup moins vrai pour les pays autocratiques.

Enfin, dans ce contexte guerrier, comme la Chine conteste le leadership des Etats-Unis dans les affaires financières, militaires et politiques du monde, Washington utilise les moyens économiques et technologiques en sa possession pour fragiliser non seulement le commerce extérieur chinois, mais aussi l'utilisation des technologies « made or property of America ». Une guerre

technologique est mise en place sur fond de lutte d'influence et d'intérêts économiques, financiers, militaires et de « soft power », et dans ce cadre, la globalisation économique libérale, soutenue paradoxalement par la Chine communiste, est aujourd'hui négligée avec une certaine désinvolture par le capitalisme américain, qui l'avait lui-même imposé au faite de sa gloire. Dans ce contexte, les rapports des deux grandes puissances avec leurs alliés, clients et fournisseurs sont aussi impactés dans le choix de leurs partenaires ou de leurs adversaires.

Au début de l'année 2021, la pandémie a créé une crise économique et sanitaire qui a affaibli tous les Etats, à l'exception des pays producteurs et exportateurs d'énergie néanmoins fragilisés par la maladie. La situation géoéconomique du monde offrait à la Russie une fenêtre d'opportunité judicieuse pour une " opération spéciale ", compte tenu du manque de réaction forte du gouvernement de Kiev face à l'annexion de la Crimée, des menaces d'utilisation éventuelle d'armes nucléaires contre une Ukraine dénucléarisée, du manque de solidarité entre les États de l'Union européenne (notamment dans la lutte contre les effets de la pandémie de Covid-19) et de la faiblesse de l'OTAN, que Emmanuel Macron, toujours aussi lucide, considérait en 2021 " en état de mort cérébrale " (Fontanel, 2023a). De plus, il y avait une situation internationale particulière au début de l'année 2022, avec les effets délétères pour l'Union européenne de la crise du Brexit, les fragilités politiques de la France dues aux élections présidentielles, l'arrivée d'un nouveau gouvernement allemand après le règne d'Angela Merkel, et les politiques apparemment plus modérées de Joe Biden en comparaison avec les violences verbales de Donald Trump. Vladimir Poutine a pensé que le moment était venu de mettre en œuvre ses projets expansionnistes, avec l'affaiblissement des gouvernements britannique, français, allemand, américain et sans aucun doute ukrainien, fort contesté alors dans son propre pays. Cependant, l'"opération spéciale" du Kremlin n'a pas été suffisamment efficace à court terme, elle a laissé le temps nécessaire aux pays occidentaux de renouer avec une solidarité mutuelle, celle qui renaît quand les égoïsmes nationaux s'effacent au profit d'une action collective nécessaire pour sauvegarder des valeurs communes des démocraties ou pour répondre à une guerre engagée par une autocratie. L'intérêt de chaque Etat passe alors par la solidarité.

En conclusion, la guerre en Ukraine met en évidence les alliances, les rejets, les objectifs finaux de tous les Etats. C'est une lutte entre les démocraties libérales et les autocraties, mais c'est aussi un combat toujours réclamé et jamais appliqué pour une autre forme de développement durable, plus humaine, plus égalitaire, sans pour autant que l'on sache si les gouvernants prennent suffisamment conscience que ces conflits entre les hommes peuvent conduire la nature défigurée à pénaliser définitivement le bien-être de l'humanité pour ne pas l'avoir respectée. La guerre en Ukraine rappelle la recherche de la puissance par les armes, une stratégie que l'on croyait oubliée aux portes de l'Europe et qui témoigne de la

volonté d'extension territoriale d'une Russie qui se sent toujours à l'étroit avec ses 17,2 millions de kilomètres carrés pour 146 millions d'habitants (22,4 millions de kilomètres carrés et 290 millions d'habitants en 1991 pour l'URSS). La nostalgie soviétique habite Vladimir Poutine, l'ancien du KGB. Pour gagner une guerre d'usure de ce type, il faut des équipements militaires et des munitions suffisantes, des moyens économiques et financiers considérables (ou supérieurs à ceux de l'ennemi), des alliées fiables, une logistique performante, notamment en termes d'infrastructure et d'alimentation, mais aussi des soldats et un Etat-Major fiables et résolus à donner le meilleur d'eux-mêmes pour l'objectif de la victoire finale.

Sécurité nationale, puissance militaire et sanctions économiques, facteurs décisifs de « l'opération spéciale » russe en Ukraine

Après l'effondrement de l'URSS et la création de l'OMC, la mondialisation économique a été considérée comme le système économique le plus efficace pour accroître le PIB, censé être l'indicateur de base de la puissance productive d'un État (Coulomb, Fontanel, 2006). Reprenant la thèse du "doux commerce" pacifique de Montesquieu, le système d'interdépendance économique apparaissait alors comme un puissant facteur de paix internationale, d'essor démocratique et de croissance économique. Cependant, ces analyses caricaturales du monde des affaires et de la montée des valeurs démocratiques ont été rapidement contredites au début du XXI^e siècle par le terrorisme international, les rapports de force accrus entre États, la réapparition des sanctions de la guerre économique, la montée des inégalités sociales et la contestation des autocraties face à l'ordre international américain (Fontanel, 2023a). Le XXI^e siècle de l'humanité a pris des couleurs moroses, avec l'essor potentiel des conflits militaires ou économiques incluant des risques accrus d'utilisation de l'arme nucléaire selon des graduations d'action variables, la permanence des cyberattaques destinées à désorganiser les stratégies et le fonctionnement numérisé des instances de décision militaires et civiles, le développement des crises sociales issues des inégalités croissantes ou l'insuffisance systémique des actions destinées à réduire les effets d'une crise climatique létale quasi inéluctable. Les sanctions internationales contre la Russie après l'annexion de la Crimée ont touché une grande puissance militaire nucléaire, qui doit trouver aussi dans les revendications nationalistes de territoires de l'ex URSS et dans l'essor d'une « civilisation » russe opposée à celle de l'Occident, une justification bien commode d'un pouvoir sans partage. Les lois favorisent alors le seul dessein de l'autocratie. Cependant, la vraie gloire du chef héros se gagne sur le terrain des « opérations spéciales, militaires et diplomatiques ».

Les sanctions internationales, la pandémie Covid-19 et la candidature de l'Ukraine à l'OTAN, facteurs d'affaiblissement de la sécurité nationale, du « softpower » politique et de l'économie russes

En 2014, la guerre de Crimée, officiellement déclenchée par la volonté de l'Ukraine de rejoindre l'OTAN et par une stratégie de reconquête politique ou militaire des territoires de l'ex-URSS nostalgiques de Moscou (comme l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie en Géorgie ou la Tchétchénie) a mis en évidence la fragilité de l'hypothèse pacifique de l'économie de marché dans les systèmes oligarchiques

et ploutocratiques, qui se prévalent d'une démocratie de façade. Le Protocole de Minsk, puis les Accords de Minsk II prévoyaient, entre autres, un cessez-le-feu, une décentralisation des pouvoirs en faveur d'une autonomie temporaire et la mise en place d'élections anticipées dans les républiques autoproclamées de Donetsk et de Lougansk, l'instauration d'une zone de sécurité entre l'Ukraine et la Russie, la surveillance de l'OSCE, le retrait des forces armées publiques ou privées installées sur ces territoires et la mise en place d'un programme économique de relance. Les négociations n'ont jamais vraiment abouti, chaque Partie rejetant constamment les propositions faites, sous le contrôle de l'Allemagne et de la France finalement peu actifs, plutôt favorables à l'usure du temps et sans doute à la capacité de l'Ukraine de récupérer légalement les territoires perdus ou en conflit. Il est vrai aussi que Moscou et les séparatistes n'avaient pas la volonté d'appliquer les Accords de Minsk, quels qu'ils soient, et que le cessez-le-feu n'a jamais été respecté, occasionnant de nombreux morts et de forts ressentiments.

La pandémie de Covid-19 a donné le coup de grâce au système de la mondialisation sauvage (Fontanel, 2021). Fondés sur le profit, les acteurs économiques s'installent et développent leurs activités en fonction de ce critère dominant. Or, le profit des entreprises et la spéculation financière ont des horizons temporels qui s'accordent mal avec les contraintes à long terme de la sécurité globale d'une nation (Institute for Economics & Peace, 2023). La concurrence internationale conduit les États à réduire les impôts au détriment des dépenses publiques nécessaires au bon fonctionnement de la collectivité, des infrastructures, des systèmes hospitaliers et éducatifs nationaux et de tous les systèmes permanents de sécurité à long terme. Dans ces conditions, il faut espérer que la chaîne de production internationale soit suffisamment solide pour pouvoir lutter contre les raretés inhérentes à l'apparition aléatoire d'une crise sociopolitique ou de pandémies.

Lorsque la population d'un pays est confinée pour des raisons de santé publique, la production de ses entreprises est directement affectée. Une nouvelle rareté s'installe, notamment dans les produits énergétiques, les consommations intermédiaires ou les productions technologiques (microprocesseurs notamment), ce qui remet en cause la sécurité d'approvisionnement y compris pour les produits alimentaires et pharmaceutiques de première nécessité. Tous les pays sont alors touchés lorsqu'il n'y a plus alternatives d'approvisionnement au même prix, et dans ce cas, la sécurité alimentaire et sanitaire des citoyens promise par les pouvoirs publics n'est plus assurée.

Quand il est question de santé publique, les médicaments et les vaccins sont très recherchés par les citoyens qui exigent de leurs gouvernements d'en assurer la disponibilité. En raison de la faiblesse des maillons de la chaîne de valeur, ces produits de santé deviennent de plus en plus rares et font l'objet d'une concurrence féroce entre États. Il suffit d'un maillon manquant pour que toute la chaîne soit impactée et devienne inefficace. Ces choix créent des tensions entre les nations.

La Chine et, à un degré moindre, la Russie, ont eu l'intelligence de mettre leurs vaccins ou médicaments, finalement peu efficaces, à la disposition de pays en développement, renforçant ainsi la popularité des autocraties face à des démocraties jugées égoïstes. Avec la pandémie et les difficultés pour chaque pays de s'engager dans des stratégies de solidarité mutuelle, la mondialisation a subi un revers indéniable qui profite au nationalisme et au protectionnisme économiques.

A priori, dans ces conditions, il n'y avait pas de raison impérieuse pour Moscou de provoquer un changement de régime en Ukraine, car les « nazis » avérés ou supposés n'étaient pas au pouvoir à Kiev. Pour de nombreux observateurs, la guerre ne devait pas avoir lieu, mais le rapprochement de l'OTAN vers l'Ukraine (et non pas de l'Ukraine vers l'OTAN, selon Moscou) est devenu une menace contre la Russie puisque, à part les pays déclarant leur neutralité, tous les États européens sont membres d'une organisation militaire qui semble aujourd'hui directement dressée contre la seule Russie. Le rouleau compresseur de l'Occident fonçant sur toutes les sphères d'influence de la Russie devenait insupportable pour Moscou et pour Poutine, il fallait y mettre fin par un « coup de semonce » qui devait rendre inéluctables à la fois l'appartenance de la Crimée à la Russie, les avancées territoriales de l'armée nationale sur les territoires souvent russophiles de l'Est de l'Ukraine (comme il l'avait fait en Géorgie avec l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud) et la suppression des sanctions économiques, après des négociations semblables à celles décidées et appliquées à Yalta à la fin de la seconde guerre mondiale.

Le parallèle avec la guerre avec la Finlande pendant la dernière guerre mondiale et le Traité de Yalta peut être avancé. Il s'agissait pour l'URSS d'abord de créer une zone tampon en vue de protéger Leningrad. Malgré la résistance nationale finnoise, la guerre engagée en 1940 a abouti à un Traité de paix qui a conduit à l'annexion par l'URSS de 10% du territoire de la Finlande et surtout de 20% de ses structures industrielles. Dans ce contexte, la Finlande conservait alors sa souveraineté et la reconnaissance internationale, comme prix de sa neutralité dans le conflit politique et idéologique de la guerre froide entre le capitalisme et le socialisme. De fait, le pays s'est ainsi refusé d'adhérer aussi bien à l'OTAN qu'au Pacte de Varsovie. Au début de l'année 2022, Moscou a souhaité revendiquer pour l'Ukraine les mêmes contraintes que celles que l'URSS avait imposé au peuple finnois, dans le cadre d'une neutralité et d'une démilitarisation qui devaient aussi être accompagnées par un développement des relations historiques amicales avec la Russie. C'est aussi pour cette raison que Vladimir Poutine évoque la nécessaire dénazification de l'Ukraine, un argument fondamental pour rappeler la résilience de l'URSS face aux hordes allemandes de la seconde guerre mondiale et invoquer ainsi le retour au patriotisme vainqueur que les deux pays ont pu alors célébrer ensemble.

Une expression de puissance guerrière refonde parfois une Nation et elle resoude les citoyens derrière son chef. En l'occurrence, cette expression est

doublément justifiée, pour l'annexion de la Crimée de la part de Moscou, pour la lutte pour l'indépendance de la part de Volodymyr Zelensky. Ce dernier avait été élu sur la base d'un message de paix avec la Russie, soutenu par l'oligarque Igor Kolomoïsky dont l'image sulfureuse ne manquait pas d'interroger en Occident. Dès l'entrée en guerre de la Russie, il s'est éloigné de son influence, autant qu'il est possible de le faire en Ukraine. Aujourd'hui, il a plus de pouvoir réel compte tenu de sa popularité, alors que celle-ci n'était pas majoritaire, loin de là, fin 2021. Depuis, il a éliminé les partis pro-russes et conduit l'économie de guerre en négociant pas à pas avec ses alliés occidentaux notamment.

Paradoxalement, c'est au moment où la Finlande demande son adhésion à l'OTAN que la question de la « finlandisation » de l'Ukraine a été clairement avancée par maintes voix pacifiques, notamment si aucune solution militaire ou diplomatique n'était trouvée dans les mois ou les années à venir. Pour Jacques Sapir (2023), l'opération spéciale n'avait pas pour but de prendre Kiev d'assaut, il s'agissait plus d'une opération politique de puissance qu'une véritable opération militaire, notamment parce que les forces employées n'étaient pas celles qui auraient été les plus adaptées à une invasion rapide du territoire ukrainien. Pour lui, l'attraction vers le camp occidental était surtout importante à l'Ouest du pays, mais les autres régions étaient moins intéressées par une adhésion à l'Union européenne. Cependant, cette analyse est discutable. Vladimir Poutine a considéré, dans un discours célèbre, que l'Ukraine contemporaine avait été créée par la Russie bolchevique et communiste et que Russie et Ukraine ne forment qu'un seul peuple. En outre, en septembre 2022, à la suite d'un référendum non reconnu par la communauté internationale, la Russie a annexé les régions de Zaporijia, Kherson, Lougansk et Donetsk, quatre nouveaux sujets de la Fédération de Russie, non reconnus par la Communauté internationale.

L'opération spéciale n'a pas eu la réussite attendue du Kremlin et le conflit devient de plus en plus une guerre d'attrition, où il s'agit plus d'user les forces de résistance de l'ennemi, que de chercher une invasion territoriale, trop difficile à obtenir, puis à maintenir, eu égard au nouveau nationalisme des Ukrainiens en guerre. Les forces en présence sont hétérogènes, mieux armées du côté de la Russie, au moins dans un premier temps, plus nombreuses en combattants civils et militaires du côté de l'Ukraine. Cependant, le choix des armes reste particulièrement difficile pour entrer ou non dans la belligérance des tiers, dont le niveau peut conduire, selon Vladimir Poutine, à l'usage d'armes nucléaires, d'abord tactiques. La Russie a installé des missiles tactiques en Biélorussie, laquelle, par le canal de son Président Loukachenko, s'est déclarée disposé à recevoir aussi des « armes nucléaires stratégiques » sur son territoire. Le Kremlin tente ainsi de dissuader l'Occident de maintenir son soutien à l'Ukraine, tout en montrant la force de ses liens avec la Biélorussie, dont la frontière avec l'Ukraine présente, pour Moscou, un avantage militaire intéressant encore faiblement

utilisé, même si Minsk pourrait aussi recevoir bientôt des armes nucléaires stratégiques, comme l'ont confirmé Vladimir Poutine et Alexandre Loukachenko.

Les puissances nucléaires

En 2023, neuf puissances nucléaires disposent de 9.600 têtes nucléaires prêtes à l'emploi, pour une force destructive près de 140.000 fois celle de la bombe lancée sur Hiroshima (Norwegian People's Aid, 2023), en augmentation de l'ordre de 1,5% par an, notamment en Russie et en Chine (Tableau 1), ce qui est préoccupant, d'autant que Vladimir Poutine a décidé de déployer des armes nucléaires « tactiques » en Biélorussie, à l'exemple toujours actuel des Etats-Unis qui ont placé pendant plus d'un demi-siècle certaines de leurs armes nucléaires dans des pays alliés de l'OTAN (Belgique, Allemagne, Italie, Pays-Bas et Turquie, principalement). Les Etats-Unis et l'Union européenne menacent de ce fait l'instauration de nouvelles sanctions, alors que l'OTAN parle de « rhétorique dangereuse et irresponsable ». Alors que les discussions entre la Russie et les Etats-Unis avaient conduit à la signature de plusieurs traités START en faveur d'une réduction des armes nucléaires depuis un quart de siècle, aujourd'hui semble se dessiner une relance de l'armement nucléaire et ses menaces.

Tableau 1 – Les forces militaires nucléaires selon les pays, début 2023.

Pays	Inventaire des têtes nucléaires	Têtes nucléaires retirées dans le cadre du désarmement	Stocks de têtes nucléaires	Production estimée en mégatonnes	Hiroshima équivalence de destruction
Russie	5.889	1.400	4.489	978,6 MT	65.240
USA	5.244	1.536	3.708	857,6 MT	57.173
Chine	410	0	410	126,5 MT	8.433
France	290	0	290	29 MT	1.933
Royaume-Uni	225	0	225	22,5 MT	1.500
Pakistan	170	0	170	3,4 MT	226
Inde	164	0	164	4,1 MT	273
Israël	90	0	90	2,5 MT	165
Corée du Nord	30	0	30	1,5 MT	100

Début 2023, 3 800 têtes nucléaires sont déployées et disponibles à tout moment sur des missiles situés en silo et sur des engins mobiles, sur des bases de bombardement et sur des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE), les autres ogives étant prêtes à suppléer un manque de réserve, tandis que les 5.772 ogives restantes sont gardées en réserve et au secret. Seuls la Russie, les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni déploient leurs ogives sur des vecteurs et dans des bases dotées de vecteurs, alors que les autres pays les stockent dans des entrepôts dédiés en temps de paix. En revanche, la Corée du Nord multiplie les tirs de missiles balistiques destinés à expérimenter l'efficacité d'éventuelles frappes nucléaires. En outre, l'utilisation des armes nucléaires tactiques sur les théâtres d'opération constitueraient une nouvelle menace importante comme le franchissement du Rubicon. En 1986, il y avait plus de 70.000 têtes nucléaires, sans doute moins efficaces et moins précises que celles d'aujourd'hui, mais avec une force de destruction considérable. Aujourd'hui, il n'y a plus que 12.500 têtes nucléaires, mais sans doute plus modernes, plus létales et aussi effrayantes. Les têtes nucléaires sur les sous-marins (SNLE) représentent un peu plus de la moitié de celles qui sont immédiatement opérationnelles. Il est à craindre que l'enlisement de la guerre en Ukraine conduise à une nouvelle course aux armements conventionnels, mais aussi nucléaires.

Le 21 Février 2023, Vladimir Poutine a annoncé la suspension de la participation de la Russie au Traité bilatéral « New Start » avec les Etats-Unis en vue de poursuivre un désarmement progressif et coordonné des têtes nucléaires. Signé en 2010 jusqu'à l'horizon 2021, puis prorogé jusqu'en 2026, il invitait les deux Parties à négocier et vérifier le nombre de têtes nucléaires stratégiques immédiatement disponibles, avec des visites d'installation des deux contractants, pour montrer à l'opinion mondiale un engagement dans la voie du désarmement. Cette décision ne semble pas a priori impacter le niveau de menace nucléaire de la Russie, au moins à court terme, d'autant que Moscou s'engage « moralement » à respecter la limitation de son arsenal nucléaire. En face, Washington sursuragit. 634 milliards de dollars vont être consacrés d'ici à 2030 à la modernisation de l'arsenal nucléaire américain, ce qui pour 2022 a fait augmenter de 8% le budget militaire.

Les forces nucléaires offrent un « bang for a buck » (puissance militaire obtenue pour un dollar dépensé) hors de proportion avec les armes conventionnelles classiques dans le domaine de la défense du territoire national. Elles offrent aux grandes puissances, qui se sont octroyées le droit d'en priver officiellement les autres pays avec le TNP (Traité de non-prolifération de l'arme nucléaire), une grande force politique, militaire et diplomatique. Cependant, elles ne sont pas d'une utilisation évidente dans toutes les autres formes de conflit, au regard de leur puissance de destruction qui menacerait à terme l'ensemble de la communauté internationale comme les territoires nationaux. (Fontanel, 2022).

Les budgets militaires

Les dépenses militaires des Etats-Unis et de la Fédération de Russie telles qu'elles sont définies par le SIPRI atteignaient respectivement 801 et 65,9 milliards de dollars en 2021. Si les estimations sont discutables, les écarts restent globalement de 1 à 11, même si Moscou a augmenté significativement ses propres dépenses depuis 2019. En comparaison et selon la même source statistique, la Chine a engagé 293 milliards de dollars à des fins militaires soit 70% de plus qu'en 2012, mais 2 fois et demie de moins que l'effort américain. Toutes ces informations sont partiellement contestables. C'est pourquoi il existe des écarts importants entre les estimations du SIPRI et celles de l'IISS (International Institute for Strategic Studies). Selon Pékin, le budget militaire national atteint aujourd'hui l'équivalent de 210 milliards de dollars, un doublement depuis 2013, ce qui représente à peu près 1,7% de son PIB, contre 3,7% pour les Etats-Unis et moins que les 2% du PIB recommandé à chacun de ses Etats membres par l'OTAN. Cependant, ce pourcentage faible des dépenses militaires au regard de l'activité économique nationale s'explique principalement par la croissance économique de la Chine, car les dépenses militaires ont été accrues en moyenne de 7% par an depuis 1990, soit, sur la même période, 10 fois plus que le budget militaire de la France.

Tableau n°1 – Les principales dépenses militaires en 2021 (en dollars US)

Pays	SIPRI	IISS
Etats-Unis	800,7	754,0
Chine	293,4	207,3
Inde	76,6	65,1
Royaume-Uni	68,4	71,6
Russie	65,9	62,2
France	56,6	59,3
Allemagne	56,0	56,1

Les dépenses militaires donnent une orientation de l'effort militaire, mais leur analyse présente plusieurs biais.

- D'abord, même si la corrélation entre la puissance d'un pays et son budget militaire reste élevée, l'effort portant sur la sécurité nationale n'est pas nécessairement un indicateur fiable des résultats finaux d'un conflit. Malgré l'apparente toute puissance américaine, après deux décennies de présence en Afghanistan, Washington a retiré ses troupes, laissant la place aux Talibans qu'ils avaient combattus, après avoir dépensé budgétairement plus de 2.300 milliards de

dollars au détriment des contribuables américains, sans compter les coûts indirects.

- Ensuite, les équipements militaires chinois sont de qualité et de technologie équivalentes à ceux des Occidentaux, à des prix qui sont nettement moins élevés que ceux des produits américains, de l'ordre de 50% à l'exportation. Dans ce contexte, eu égard au fait que le coût d'un militaire chinois de compétence équivalente est trois fois moins élevé que celui d'un Américain, les dépenses militaires apparaissent comme un indicateur imprécis de la comparaison des forces en présence. En supposant que les ordres de grandeur entre les exportations d'armes chinoises et américaines représentent correctement l'écart avec le coût des mêmes armes destinées à leurs armées nationales, la Chine peut produire avec 400 dollars une force militaire a priori équivalente à celle des USA avec 1000 dollars dépensés. Rappelons cependant que les technologies et leur utilisation sont susceptibles de modifier ce rapport qui s'inscrit dans un espace économique qui ne s'applique sans doute pas proportionnellement aux forces militaires comparées. Cependant, en première approche, il en résulte que, sur la base de cette estimation grossière, la force militaire réelle de la Chine produite chaque année semble aujourd'hui quasiment équivalente à celle des Etats-Unis. Il faut rajouter que du fait même des efforts accomplis ces dernières années, les crédits supplémentaires alloués aux armées chinoises ont permis à ces dernières de faire l'acquisition en grand nombre d'équipements militaires de nouvelle génération, avec un coût plus réduit de maintenance que celui des armées américaines disposant d'équipements plus anciens. Ajoutons enfin que le pays est faiblement endetté et qu'il peut rapidement faire face à un conflit armé en disposant de réserves budgétaires importantes.

- En outre, les coûts d'opportunité des dépenses militaires réduisent le potentiel du développement économique national (Fontanel, 2023c). Certes, les efforts militaires ne sont pas toujours mis en place en fonction de leur efficacité au regard du développement économique des Etats. Ils sont destinés à faire face aux contraintes d'une guerre, laquelle suppose aussi le soutien crucial d'une intendance efficace des forces armées en armes, nourritures et soins. Il y a un juste milieu à déterminer entre les dépenses sécuritaires fondées sur les menaces internationales potentielles ou pressenties et les exigences économiques de soutien et de survie des citoyens militaires ou civils en cas de guerre.

- La Chine dispose des forces armées humaines les plus importantes du monde. L'augmentation continue des dépenses militaires de la Chine met en exergue la volonté de Xi Jinping d'améliorer qualitativement et quantitativement ses forces armées, par la formation, la science, la technologie, l'information et le renseignement, de façon à faire de la Chine la première puissance mondiale d'ici à un quart de siècle. C'est aussi dans ce contexte que s'inscrit la guerre technologique entre les deux grandes puissances mondiales. Les Etats-Unis ont

connu beaucoup d'échecs concernant leurs « occupations » territoriales militaires. La volonté de maintenir un haut niveau d'exigence du complexe militaro-industriel s'est quelque peu estompée. Les interventions militaires expéditionnaires n'ont plus le « vent en poupe » et la dissuasion militaire de Washington risque à terme de se limiter à la menace nucléaire et au soutien indirect à des unités combattantes des pays concernés, sans intervention directe de belligérance, comme c'est le cas aujourd'hui en Russie. Il faudrait aussi ajouter pour les pays sans alliance directe, que la puissance d'un Etat dépend aussi de la qualité et de la quantité des armements produits sur son territoire, ce qui est important dans le cadre de la guerre entre la Russie et l'Ukraine.

- La Russie est la plus grande puissance nucléaire du monde, mais il s'agit d'abord d'une force de dissuasion en cas d'attaque sur son territoire, sauf éventuellement dans l'usage, encore jamais exercé, des bombes tactiques de moindre létalité civile. Dans le cas de l'opération spéciale en Ukraine, l'arme nucléaire est nécessaire pour empêcher les soutiens de l'Ukraine de devenir des belligérants s'attaquant directement à l'intérieur des frontières la Russie. Dans un premier temps, s'il devait y avoir une victoire militaire, elle serait conventionnelle, mais sous la protection de l'arme nucléaire dissuasive. Ainsi, devant les difficultés de l'armée russe à remporter une victoire à Bakhmout, le Kremlin veut mobiliser 400.000 soldats supplémentaires, normalement volontaires, mais à « la russe », avec quelques contraintes exercées si l'objectif n'est pas réalisé.

Moscou a menacé l'Ukraine de l'usage éventuel des armes nucléaires tactiques, alors que le Kremlin disposait des missiles hypersoniques Kinjal, capables de surprendre tous les boucliers anti-missiles, présentés par Vladimir Poutine lui-même comme « l'arme absolue ». Capable d'atteindre des vitesses supérieures à 10.000 kilomètres par heure, ils peuvent être lancés à 2000 kilomètres de la cible, équipée d'explosifs conventionnels et surtout utilisés contre les installations militaires ou les navires de guerre. Or, très peu de missiles hypersoniques ont été utilisés par la Russie, sans doute pas plus d'une petite dizaine. Cependant, le nombre de ces missiles disponibles ne dépasse sans doute pas la centaine, avec un coût très élevé pour attaquer des unités ukrainiennes très dispersées sur le front. On pourrait aussi ajouter à la fois des moyens logistiques insuffisants pour plus de lancers, lesquels nécessitent des bombardiers modernisés capables de les emporter à leurs bords. Une autre explication peut être avancé concernant la nécessité d'en conserver le plus possible en cas de guerre élargie. Enfin, leur capacité opérationnelle n'est pas encore suffisamment avérée pour détruire les centres de pouvoir et de décision, en vue de paralyser le fonctionnement d'un gouvernement ou de l'état-major militaire.

La globalisation économique était censée produire une paix internationale que les multiples guerres dans les pays en développement comme l'Irak,

l'Afghanistan, la Syrie ou le Rwanda ne remettait pas en cause. Washington maintenait un niveau élevé et dominant de dépenses militaires du fait de son implication dans la plupart des conflits du monde, selon un activisme très diversifié. Aujourd'hui, cette guerre de haute intensité en Europe modifie singulièrement l'ensemble des équilibres mondiaux, dans une situation de nouvelle « guerre froide » entre les États-Unis et la Chine. L'invasion partielle de l'Ukraine met en lumière les impréparations militaires de l'ensemble du monde face à un conflit à haute intensité de deux pays européens, dont l'un est détenteur de l'arme nucléaire. Elle fait apparaître les difficultés économiques que subissent les deux États, mais aussi les effets économiques considérables du conflit sur le fonctionnement de l'économie mondiale, déjà bien secouée par la pandémie Covid-19 (Fontanel, Corvaisier-Drouart, 2023).

La globalisation économique voulue par la pensée libérale, le recours à la compétition économique principalement privée sur les marchés élargis à l'ensemble du monde, l'adhésion des États à l'Organisation Mondiale du Commerce, l'essor des firmes multinationales et la financiarisation dominante de l'ensemble de l'économie mondiale ont été le « credo » d'un développement économique de l'ensemble du monde (Coulomb, Fontanel, 2006, 2013). Les dépendances économiques des chaînes de production et des technologies n'ont pas amélioré la sécurité internationale, avec les menaces de guerre économique entre grandes puissances désireuse de disposer d'un leadership civilisationnel.

Cette « opération spéciale » de la Russie marque la fin des règles de fonctionnement des économies de l'après-guerre froide, avec des pays du Sud à nouveau en demande d'un système économique et politique plus juste. Le Nouvel Ordre Economique International (Fontanel, 1995), tant réclamé par le Sud avant l'effondrement de l'URSS, revient à la surface des objectifs des pays autrefois non alignés, sous une forme sans doute différente, mais avec une détermination qui pourrait surprendre si elle accompagnait les efforts du BRICS pour rejeter la domination des valeurs « occidentales ». L'opération spéciale de la Russie met aussi en avant les stratégies de la « Chinamérique » qui hésite à s'engager dans une guerre à haute intensité, tout en revendiquant pour aujourd'hui ou demain le leadership économique, politique et sans doute militaire mondial.

Les engagements militaires des États sont considérables pour cette guerre à haute intensité particulièrement létale, l'Ukraine reçoit une aide substantielle des pays occidentaux et la Russie reste un pays disposant d'armes conventionnelles importantes ainsi qu'un complexe militaro-industriel dont l'importance a été accrue depuis une bonne décennie (Brunat, Fontanel, 2013, 2015, 2018). Les puissances de l'OTAN ont soutenu l'Ukraine dans sa volonté de déployer toute l'expression de sa propre indépendance, et en refusant la reconnaissance de l'indépendance des deux Oblasts qui court-circuitait les Accords de Minsk de

2015. Les opérations et résultats militaires restent aléatoires, au regard de l'importance des soutiens militaires et politiques des deux belligérants.

En mars 2023, Vladimir Poutine a rappelé que cette guerre « hybride » pourrait durer plusieurs mois, voire plusieurs années et il a averti ses concitoyens que les sanctions occidentales auront des effets négatifs sur l'économie russe, malgré sa résilience. Il appelle le lancement de nouveaux projets dans les industries manufacturières et les produits de haute technologie pour, notamment, compenser les importations aujourd'hui sous le feu des sanctions. Il appelle les oligarques à rapatrier leurs fonds en Russie pour soutenir l'économie nationale, objet d'une grande inquiétude. En avril 2023, le Kremlin a demandé à ses alliés de réprimer sévèrement les sanctions appliquées par les Etats hostiles de l'Occident, à l'instigation des Etats-Unis, véritable chef d'orchestre de cette campagne de sanctions justifiées seulement par la volonté des USA d'imposer son « hard et soft power ». Vladimir Poutine dénonce à la fois la guerre hybride de l'Occident, laquelle constitue une menace existentielle pour la Russie, et sa civilisation. Dans ce contexte, des bouleversements importants sur la scène internationale conduisent le Kremlin à adapter toute sa stratégie sécuritaire.

Il est probable, en outre, que cette condamnation en règle des Etats-Unis a été lancée pour complaire à son amie la Chine, même si Pékin a plusieurs fois indiqué que l'amitié n'impliquait pas une Alliance ou un Traité entre les Etats. Pour sa politique internationale, Moscou se donne comme priorité l'élimination de la domination américaine qui s'oppose à tous les Etats russophiles et russophones, qui souhaitent appartenir à la Fédération de Russie. Lorsque Loubachenko, le Président de Biélorussie, a suggéré une cessation des hostilités avant que l'escalade du conflit ne devienne trop dangereuse pour tout le monde, le Kremlin lui a apporté rapidement une fin de non-recevoir le 1^{er} avril 2023, considérant que l'opération militaire spéciale est le seul moyen pour satisfaire les objectifs légitimes du Kremlin et des Etats nouvellement de retour dans la Fédération de Russie.

L'opération spéciale se transforme en guerre d'attrition. Pour conduire ce type de conflit armé, il faut disposer d'une bonne intendance, d'alliés fiables et d'équipements militaires adaptés aux stratégies des Etats-Majors. Aujourd'hui, l'OTAN s'est engagée dans la défense de l'Ukraine, mais d'un autre côté la Chine s'est déclarée pour une paix négociée, qui laisse supposer que l'Ukraine devra bien accepter quelques concessions politiques et territoriales en échange d'une paix. En effet, s'il faut négocier, c'est uniquement sur les attributs de l'Ukraine et jamais sur ceux de la Russie. Dans ce contexte, il est nécessaire de comparer les engagements guerriers des Parties, qui dorénavant ne sont plus les deux pays en guerre directe, mais intègre aussi les alliés, les opportunistes et les « profiteurs ».

Les engagements guerriers des Parties

La volonté stratégique de Moscou de conserver une influence forte sur tous les pays limitrophes a conduit les pays d'Europe de l'Est à devenir membres de l'Union européenne et de l'Organisation du Traité Atlantique Nord (OTAN), dont l'objectif déclaré a toujours été de dissuader d'abord la puissance soviétique, puis russe. Le rapprochement de l'Ukraine et de l'OTAN devient, pour le Kremlin et la Russie, une trahison d'un pays autrefois frère, appelée trop souvent la « petite Russie » par les Russes eux-mêmes. L'élargissement de l'OTAN constitue indéniablement un facteur d'inquiétude pour la Russie face à la puissance américaine qui a vassalisé l'Europe, au moins militairement. En décembre 2021 Vladimir Poutine a demandé au gouvernement ukrainien de retirer sa candidature et a engagé des entretiens diplomatiques pour qu'un membre au moins de l'OTAN s'oppose à cette perspective d'adhésion. Le gouvernement de l'Ukraine n'avait pas l'intention d'accepter de nouveau processus de « finlandisation » et de démilitarisation, alors que l'OTAN s'en remettait officiellement à l'indépendance de l'Ukraine dans ses choix sécuritaires de défense. Dans ces conditions, l'opportunité d'une « opération spéciale » devenait une option pour témoigner de la puissance et du combat quasi civilisationnel que devait engager la grande Russie orthodoxe en opposition avec les valeurs matérialistes occidentales.

Vladimir Poutine a trois convictions principales (Fontanel, 2022) :

- D'abord, Washington et ses alliés européens obéissants n'ont aucun scrupule à violer les principes du droit international, comme la guerre du Kosovo en témoigne.
- Ensuite, l'OTAN est fondamentalement une organisation militaire destinée à affaiblir la Russie et à imposer son impérialisme sur l'ensemble de l'Europe.
- Enfin, les expériences militaires de Washington du XXI^e siècle ont été autant d'échecs politiques et diplomatiques et le poids économique des Etats-Unis dans les relations internationales est aujourd'hui concurrencé par les membres de la BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) qui défient ce leadership et proposent un nouvel ordre économique international qui n'est pas encore bien défini comme projet positif.

En 2022, Vladimir Poutine considérait que la dépendance de l'Europe aux importations d'hydrocarbures en provenance de Russie constituait de facto une arme décisive en sa faveur. En cas d'appel de soutien de la part de Kiev, Bruxelles prendrait conscience de la crise économique qui en résulterait pour les économies nationales de ses Etats membres. Selon les degrés de dépendance des pays de l'Union européenne, de nouvelles divisions internes seraient susceptibles de

conduire à une crise politique sur l'opportunité d'une intervention collective pour contrecarrer l'opération spéciale engagée en Ukraine. L'effet de la guerre économique pour l'Europe serait d'autant plus violent que les habitudes d'échange du gaz s'inscrivent dans le cadre d'un marché régionalisé, eu égard à la difficulté spécifique de son transport.

Cette stratégie semblait rationnelle, à condition que l'Ukraine soit envahie ou politiquement neutralisée avant même que l'Union européenne ou les Etats-Unis aient eu le temps d'organiser leurs efforts pour venir en aide aux « nazis » de l'Ukraine. Face aux considérations purement et bassement économiques, Vladimir Poutine défendait et défend toujours une conception impériale de la Russie. Proche à la fois du patriotisme absolutiste de Staline, de l'internationalisme de Lénine, de la Sainte Russie du patriarche Kirill et d'Ivan Ilyine partisan d'un national-impérialisme religieux et d'une « dictature démocratique », Vladimir Poutine s'est proclamé comme le guide dévoué à la Russie, à ses valeurs religieuses, en opposition avec un monde occidental qui cherche à imposer une civilisation matérialiste décadente (Fontanel, 2022).

Pendant le conflit, l'Ukraine a augmenté son effort de défense de 33%, alors que la Russie l'a passé ses dépenses militaires de 3 à 4% de son PIB. En comparaison, la France et le Royaume-Uni dépensaient respectivement 50% et 40% de leur PIB à l'effort de guerre en 1914-1918. Les dépenses militaires mondiales pourtant n'ont jamais été aussi élevée dans l'histoire de l'humanité, avec 2000 milliards de dollars (25% de plus en euros courants par rapport au « pic » de la guerre froide), mais grâce aux avancées technologiques et aux innovations elles représentent un pourcentage du PIB nettement inférieur.

Depuis les conflits russes avec la Géorgie, la Crimée, le Donbass, les pays occidentaux sont conduits à faire face plus solidairement à l'évolution des actions géopolitiques de la Russie. Donald Trump avait demandé le respect de la norme de 2% du PNB comme base de calcul pour les efforts économiques de défense à engager, pour un partage plus équitable du fardeau de la défense et des comportements de type « passager clandestin » de nombreux pays dans le cadre de la défense commune des pays de l'OTAN. La question est alors de savoir si les pays concernés ont ainsi modifié leurs efforts de défense conformément aux règles communes, d'autant plus que de nombreux pays membres sont reconnus pour disposer d'une défense nationale elle-même incapable de conduire des opérations de combat du fait de l'obsolescence de leurs armes, d'une R&D militaire insuffisante et d'une dépendance au soutien américain dans le cadre d'une compétition et d'un conflit stratégique (Fiott, 2022 ; Waszkiewicz, G., Taksas, B., 2023). Jusqu'à la guerre en Ukraine, les alliés européens n'ont pas réagi de la même manière face aux menaces stratégiques de la Russie, les pays de l'Est y ayant été nettement plus sensibles que les autres pays de l'Europe. D'ailleurs, le vrai moteur européen de résistance à la guerre en Ukraine se trouve

incontestablement en Europe de l'Est et non plus dans le moteur franco-allemand, plus conciliant avec la Russie au regard de ses intérêts économiques et politiques.

Cette guerre n'est pas seulement militaire au sens strict, elle est hybride, en ce sens que les cyberattaques sont susceptibles non seulement de fragiliser les pays dans leurs stratégies d'attaque ou de défense militaires, mais aussi de porter des coups destructeurs à l'économie civile qui soutient les actions guerrières des deux nations.

Le conflit armé et le soutien international hétérogène à l'Ukraine

L'économie de guerre menace de l'emporter comme horizon des investissements publics en Europe. Elle conduit souvent les Etats concernés vers une recherche d'autarcie, au moins dans le cadre étroit des Alliances, et l'application de mesures monétaires et de politiques industrielles spécifiques qui ont pour conséquences une réduction de la consommation privée. Pendant la guerre froide, les dépenses militaires dépassaient souvent 4 à 5% du PIB des Etats, selon l'intensité des menaces, alors qu'aujourd'hui la recommandation de l'OTAN de consacrer 2% du PIB à la défense de chaque Etat membre, n'est pas vraiment respectée par ceux-ci, notamment par l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie. L'Europe libérale sait fermer les yeux sur les situations de conflit (une cinquantaine aujourd'hui dans le monde) qui ne l'intéressent pas directement et elle reste convaincue que ces ouvertures de marché sont un engrais pour la paix mondiale. Or, la compétition économique et les rivalités géopolitiques deviennent suffisamment fortes pour ouvrir la porte à de nouveaux conflits meurtriers.

L'Union européenne était construite surtout sur la base de l'économie de marché et du droit, mais elle est très dépendante militairement des forces militaires des Etats-Unis, avec l'adhésion de la plupart (neutralité oblige !) de ses membres à l'OTAN, même si plusieurs initiatives proposent de créer un fonds européen de la défense. Avec l'apparition en Europe d'une guerre à forte intensité, le stock d'armements disponibles s'avère insuffisant et implique de nouvelles dépenses, alors que l'endettement public est très élevé dans la plupart des pays membres. Avec la guerre à ses frontières, la France cherche à modifier le contenu de ses dépenses publiques. Aujourd'hui, la défense nationale représente 1,8 % du PIB, contre 13% pour les retraites (une dépense qui aujourd'hui est contestée par le gouvernement et provoque des grèves à répétition), soit plus de 7 fois moins si l'on se réfère aussi aux dépenses publiques totales, dans une situation de fort endettement de l'Etat. Dans ce cadre, le gouvernement a privilégié le maintien de la force de dissuasion nucléaire et augmenté ses capacités de projection de forces, mais il a considérablement réduit la « profondeur » de l'outil militaire conventionnel, ce qui a porté préjudice aux industries d'armement nationales. La revendication dissuasive de la puissance suppose aussi des investissements significatifs revendiqués, surtout dans le contexte international agressif

d'aujourd'hui, pour faire face au terrorisme djihadiste toujours présent, aux guerres hybrides impliquant notamment l'espace cyber et une adaptation de l'outil militaire nécessaire à la doctrine définie.

Compte tenu de l'importance des conflits, la situation militaire des protagonistes directs et indirects met en évidence leur impréparation relative des au regard de leurs objectifs. Les productions des armes conventionnelles et de munitions ont été réduites en temps de paix relative, ce qui rend aujourd'hui le soutien d'équipements militaires à l'Ukraine particulièrement difficile à respecter. L'engagement inconditionnel à soutenir l'Ukraine a conduit les défenses nationales de l'Union européenne à fournir des obus ponctionnés sur leurs propres stocks. Il est donc urgent de trouver de nouvelles sources d'approvisionnement et de mettre en place des moyens de production supplémentaires. L'Ukraine consomme 4000 obus par jour, soit trois fois moins que les Russes, ce qui l'empêche d'avancer sur les lignes de défense russe.

L'Union européenne souhaite mutualiser ses achats de munitions à destination de l'Ukraine, comme elle avait pu le faire pour les vaccins Covid-19. Le gouvernement de la Russie a déjà installé une économie de guerre, avec des usines qui tournent à l'optimum. Or, l'Europe n'a toujours pas accéléré la cadence et, en 2023, elle ne produit que 3 à 4% des pièces d'artillerie et des munitions à destination de l'Ukraine. Or, les capacités de production d'armes sont restées stables en Europe. Les armes prélevées sur les forces militaires européennes, concernant notamment les munitions et les systèmes anti-chars, n'ont pas toujours été remplacées dans un délai acceptable. L'exécutif européen avait engagé une procédure d'achats de matériels de guerre d'urgence pour un montant d'un demi-milliard d'euros, mais le Parlement n'a pas encore statué sur cette question (Jacqué, Malingre, 2023). L'Agence européenne de la défense (AED) pourrait se voir confier la mise en place des modalités d'offre et du choix des matériels. La question se pose aussi de savoir quels industriels seront concernés. La question du financement se posera inéluctablement, avec le recours éventuel à la Facilité européenne pour la Paix (FEP), laquelle permet déjà de rembourser partiellement les transferts nationaux d'armes vers l'Ukraine et finance les missions d'entraînement des soldats ukrainiens. Des arbitrages et des priorités devront être définis, à moins d'utiliser le système identique de l'OTAN concernant les achats d'armes et de munitions en commun.

A ce titre, l'Union européenne a décidé un plan de 2 milliards d'euros d'aide militaire à l'Ukraine destinés principalement aux obus d'artillerie. Le système de production industrielle militaire est caractérisé par une durée de cycle longue, ce qui nécessite de bonnes anticipations en fonction des objectifs prioritaires de l'Etat concernant une réponse à une guerre majeure sur le territoire national ou une contribution à la défense de l'Europe dans le cadre de l'OTAN, par exemple. Aujourd'hui, l'OTAN constitue le pilier fondamental de la politique de défense

de l'Europe, alors qu'il faudrait aussi interroger Bruxelles sur la possibilité d'engager une défense collective au moins partiellement autonome.

Aujourd'hui, avec un conflit à l'ukrainienne, le niveau d'équipement des armées françaises serait épuisé en quelques semaines seulement. Dans ce contexte, le système de défense n'est pas suffisamment armé en profondeur pour être crédible, à l'exclusion bien sûr de la dissuasion nucléaire, laquelle ne semble dissuader que dans les situations extrêmes, celles de la dissuasion du "faible au fort". Cependant, il n'y a pas d'autonomie européenne concernant les équipements militaires, elle a été taillée « a minima » pour bénéficier des fameux « dividendes de la paix », pourtant rarement disponibles à court terme. L'industrie d'armement européenne ne peut pas répondre à la demande inopinée qui est celle des guerres, contrairement à celle des Etats-Unis. La France, grand producteur et exportateur d'armement, a subi un mouvement de désindustrialisation majeur (11% du PIB contre 23% en Allemagne). Elle s'en est remis aux GPS, drones ou autres avions ravitailleurs américains pour ses troupes expéditionnaires au Mali, témoignage important de la capacité réduite du pays à revenir rapidement dans les processus industriels qui forment aujourd'hui la base de la puissance des Etats.

La Russie se prépare à une contre-offensive de l'Ukraine au printemps. Les fortifications mise en place constituent une sorte de ligne Maginot renouvelée de 800 kilomètres de long, avec quelques interruptions avec des zones minées et des cônes de béton anti-chars et des lignes arrière surélevées. Il s'agit d'abord de ralentir la marche en avant de l'armée ukrainienne, fraîchement dotée de matériels modernes. Cette stratégie est dictée principalement par le manque d'expérience des nouveaux engagés ou mobilisés, qui ont remplacé des soldats professionnels « neutralisés » en masse depuis le début de la guerre, qui ont besoin de plus temps, du fait de leur manque d'expérience, pour prendre les bonnes décisions. Il s'agit donc de ralentir la contre-offensive et de faire payer un prix exorbitant en hommes et en matériels à toute avancée de l'armée ukrainienne, afin de la contenir et l'empêcher de lancer une seconde vague contre-offensive. Cette stratégie s'inscrit clairement dans une guerre d'attrition, plutôt favorable à la nation la plus peuplée, sauf si la résistance des nationaux va bien au-delà de l'utilisation des armes. C'est pourquoi l'Ukraine souhaiterait disposer d'avions de combat, de munitions et de systèmes de guidage perfectionnés pour des tirs de longue portée pour détruire une partie des forces russes installées derrière la ligne de front pour les affaiblir, avant ou pendant la contre-offensive.

Plusieurs membres de l'Union européenne fournissent des chasseurs Mig-29, mais les nouveaux avions modernes ne sont pas encore inclus dans l'aide à l'armée ukrainienne, sans doute pour éviter un engrenage possible vers l'utilisation de la menace nucléaire. En revanche, les systèmes américains de défense antiaérienne Patriot vont rapidement réduire la puissance aérienne de l'armée russe Globalement, l'OTAN exerce, avec une cinquantaine de pays, un

soutien ferme à l'Ukraine. Les Etats-Unis ont confirmé la livraison de chars lourds Abrams, avec une formation spécifique des soldats avant le redéploiement des forces ukrainiennes. Ces moyens militaires apportent un soutien qui pourrait, selon les sources américaines, s'avérer décisif, après qu'une centaine de soldats ukrainiens auront reçu une formation accélérée de six semaines en Allemagne. Une stratégie similaire sera conduite pour les 80 chars Leopard, sans doute livrés en juin 2023.

En revanche, pour les forces aériennes, il est difficile de satisfaire la demande ukrainienne sans fragiliser la défense de l'Union européenne, laquelle en mars 2023 a promis une dotation d'un milliard d'euros pour les munitions prélevées sur les armées de ses membres et une autre dotation d'un milliard pour des contrats d'achats aux entreprises européennes. Un projet commun d'achat de munitions de 155 millimètres dirigé par l'Agence européenne de défense (AED) a été finalisé en mars 2023, en vue à la fois de satisfaire la demande ukrainienne, mais aussi développer sur le plus long terme la production de défense de "l'industrie européenne". Pour la France, seules les entreprises de défense installées sur le sol sont habilitées à fournir des munitions dans le cadre de contrats d'achats communs, afin de se préparer à l'éventualité d'une « économie de guerre », ce qui est contesté par d'autres membres de l'Union européenne. Le « made in Europe » l'a emporté contre la tentation d'acheter à l'extérieur, ce qui constitue plutôt une bonne nouvelle pour la réindustrialisation de l'Europe, malgré les menaces de concurrence déloyale qui ne pourront pas aboutir au regard des règles de l'OMC sur la sécurité nationale. Certes, même si, d'un point de vue de la conception démocratique des Etats, tout rapproche Bruxelles de Washington, les Etats-Unis sont aussi des concurrents au même titre que la Chine ou la Russie, sauf à accepter le friend-sharing comme système résilient.

En mars 2023, l'aide des pays occidentaux représente 65 milliards d'euros dans le secteur militaire, soit 40% de l'aide totale apportée à l'Ukraine. Cependant, Kiev souhaiterait, avec même un peu d'irritation, un engagement plus fort de l'Union européenne, afin de rendre décisive la contre-offensive pour la restitution de son territoire national. Jens Stoltenberg, Secrétaire général de l'OTA, affirme que le conflit devient une guerre d'usure qui favorise la partie capable de mieux gérer la logistique. A terme, l'Ukraine doit devenir membre de l'OTAN, ce qui conduit la Russie à condamner ces intentions agressives qui témoignent de la haine que l'Occident américanisé voue à la Russie.

Compte tenu des menaces de conflits guerriers croissants, l'Europe se doit d'être présente dans toutes les domaines sécuritaires, et notamment dans le domaine de l'armement. En même temps, vouloir développer les soutiens aux technologies modernes principalement dans le secteur militaire contrôlé ou non par l'Etat peut aggraver le potentiel du secteur industriel civil. L'Europe n'a pas

d'autonomie stratégique par rapport à son allié américain, ce qui explique les grandes difficultés de ses pays membres à développer des projets communs dans le secteur de l'armement. L'histoire de ces coopérations étatiques industrielles n'est pas engageante à ce titre, avec de nombreux échecs liés à des surcoûts. Les opérations fonctionnent avec plus de probabilité de réussite lorsque la coopération européenne permet de construire des matériels militaires aux capacités technologiques innovantes dont chaque État européen ne peut seul assurer le financement, du fait notamment du fait des coûts élevés de recherche et développement (Cour des Comptes, 2018). Ils permettent aussi aux industries de gagner en compétences technologiques et, éventuellement, de proposer à l'exportation des produits compétitifs.

Le succès des coopérations, cependant, n'est jamais assuré a priori. Il faut une volonté politique forte des participants, une recherche d'harmonisation des spécifications techniques des matériels attendus et un alignement des calendriers opérationnels, opérations souvent rendues plus faciles avec un nombre restreint d'États participants ouverts à un pilotage rationnel de l'opération. La mise en place des compensations industrielles sur chaque programme dans le cadre du principe du « retour équilibré » ne doit pas être appliquée de manière trop stricte si elle nuit à l'optimisation des coûts de production et à la compétitivité des matériels à l'exportation. L'un des objectifs des coopérations est de renforcer l'industrie européenne. Pour ce faire, il faut éviter des arbitrages budgétaires qui remettent en cause le bon déroulement d'une opération partenariale, laquelle implique une confiance mutuelle toujours pleinement assurée. L'inconstance budgétaire conduit au renchérissement des coûts des armes et, au regard de l'évolution rapide des progrès technologiques, elle diminue de fait le potentiel des capacités militaires des pays concernés. Enfin, la pérennité de l'engagement des États partenaires est essentiel, ce qui n'est pas toujours facile à obtenir sur le moyen et le long terme au regard des évolutions politiques de chaque État impliqué. Historiquement, lorsque les règles partenariales n'ont pas été respectées, il en a résulté soit l'abandon du projet (et un recours à l'industrie d'armement américaine), soit des solutions finalement très onéreuses pour les participants, avec des objectifs technologiques militaires en baisse ou des prix peu compétitifs à l'exportation.

Comme les industries d'armement européennes ne peuvent investir que sur commandes, les capacités de production de matériels militaires sont définies sur la base de productions répondant à une demande de temps de paix. Aujourd'hui, les espaces de temps pour satisfaire les besoins de l'Ukraine sont relativement importants, car il est difficile de surmonter le désinvestissement dans les équipements militaires qui a suivi la fin de la guerre froide. Or, la guerre imprévue ne laisse pas toujours le temps requis pour la fabrication des armes nécessaires à la défense nationale du pays agressé et, dans ce cas, sans les alliances, les combats cessent en même temps que la défaite, faute non seulement de combattants

qualifiés, mais aussi d'instruments et de stratégies militaires adaptés. Indirectement, cette situation pose la question de la défense européenne, éventuellement partiellement indépendante des Etats-Unis, car l'aide de Washington suppose un alignement étroit des Européens aux intérêts propres des Etats-Unis, alors que la priorité géoéconomique et militaire de Washington est située clairement vers l'Asie. Dans le cas d'un double théâtre d'opérations militaires, la question sur le point de savoir lequel serait alors prioritaire deviendrait cruciale. Les locataires de la Maison Blanche sont pragmatiques et ils s'embarrassent peu de leurs Alliés lorsqu'une décision difficile doit être prise, comme le retrait des Etats-Unis d'Afghanistan et plus anciennement celui de l'intervention en Syrie en témoignent. L'Occident est uni dans la défense de la démocratie, mais ce système de gouvernance connaît à la fois une concurrence accrue des autocraties et des dérives dans sa mise en place concrète qui deviennent inquiétantes.

La guerre en Ukraine modifie profondément la donne des marchés européens de l'énergie

Au niveau de la guerre économique elle-même, les actions ont un coût et l'Union européenne dans son ensemble est venue en aide à l'Ukraine, avec des risques de rupture particulièrement graves au regard des dépendances, notamment énergétiques, de l'Europe. Pourtant, dans ce contexte de turbulences, l'Union européenne s'est ressoudée, au moins sur cette question, et elle s'est engagée dans une aide militaire jamais démentie sous la houlette de l'OTAN. Au bout d'un an, l'Union européenne souffre de stagflation, avec une croissance globalement nulle et une inflation croissante qui s'inscrit dans la durée. Cependant, les risques de crise économique profonde ont été évités, car si en août 2022 le prix du gaz TTF atteignait 338 euros le MWh, il est au printemps 2023 situé en-dessous de 50 euros, sans qu'il y ait eu de longue et importante coupure d'électricité dans les Etats de l'UE comme cela avait été craint pendant l'hiver 2022-2023 heureusement moins rigoureux qu'habituellement.

La flexibilité de l'économie européenne a souvent été sous-estimée, sur une période d'une année. L'Europe a rapidement fait appel à d'autres sources pour ses flux et stocks de gaz naturel liquéfié (Moyen Orient et Etats-Unis), elle a été capable de modifier les chaînes logistiques et elle a bénéficié de la réduction de la consommation des ménages et des entreprises. Cependant, du fait des prix de la consommation intermédiaire d'énergie plus élevés que pour les autres régions du monde, l'Europe a subi une perte non négligeable de sa compétitivité internationale. Compte tenu des contrats à plus ou moins long terme, les effets négatifs ne donnent pas encore leur pleine mesure, mais la productivité des entreprises européennes n'en reste pas moins réduite par l'augmentation des prix des consommations intermédiaires. Pour la France, le coût supplémentaire de la hausse des prix des importations d'hydrocarbure représenteraient 2,5% du PIB

alors qu'en même temps il lui faut intensifier la lutte contre le réchauffement climatique.

L'Europe a donc dû surmonter plusieurs chocs économiques importants, comme une baisse de compétitivité des entreprises à forte consommation énergétique qui s'étend à toutes les productions finales, une douloureuse rupture des chaînes d'approvisionnement, certes compensée par une réduction de la dépendance à la Russie, une inflation déstabilisante (notamment pour les biens de consommation courante) et une augmentation des coûts d'investissement due à la hausse des taux d'intérêt lesquels accroissent également les coûts de la dette souveraine. Devant ces menaces, l'Europe semble se réveiller et la loi de programmation militaire de la France est nettement plus ambitieuse (413 milliards d'euros pour les sept années prochaines) que dans le passé récent, avec un budget qui devrait atteindre 2,3% du PIB. L'Allemagne s'est elle-même engagée dans un plan de modernisation avec un fonds de 100 milliards d'euros pour l'achat de matériels neufs, alors que dans les pays de l'Europe de l'Est, anciennement démocraties populaires, l'effort attendu devrait également être très conséquent.

En une année à peine, la guerre en Ukraine a réduit substantiellement la demande européenne de gaz et pétrole russes. Le risque de pénurie a conduit les industriels à modifier substantiellement leurs processus de production, en construisant notamment des réservoirs à propane et en améliorant l'efficacité énergétique. Le gaz a souvent été analysé comme l'énergie de transition la plus adaptée au regard des contraintes d'émission minimale de CO₂ dans l'atmosphère (peu onéreux, non intermittent, facile de transport et d'utilisation et plus faiblement émetteur de CO₂ que le pétrole ou le charbon), et à ce titre il favorisait à court terme la réalisation des objectifs de développement des énergies renouvelables. Avec le conflit ukrainien, il a fallu remplacer le gaz russe bon marché par un nouveau modèle à la fois plus cher et menacé par des pénuries.

L'utilisation du gaz russe était utilisée principalement par des entreprises allemandes à faibles chiffres d'affaires, qui restaient compétitives uniquement du fait de l'utilisation de cette énergie moins onéreuse, dont la production pouvait aisément être remplacée à l'importation ou par de nouvelles sources d'énergie, comme l'ammoniac. En outre, l'industrie lourde allemande (acier, ciment, ou autres céramiques ou verres), fortement énergivore, avait, depuis plusieurs années, perdu de sa compétitivité. Il en a résulté une accélération d'une crise inévitable. Berlin a, en outre, nationalisé le groupe Uniper (une multinationale allemande engagé dans le secteur énergétique, dont l'Etat possède 99% des actions en 2022) et mis sous tutelle la branche allemande de Gazprom, tout en déployant un programme de développement des infrastructures nécessaires à l'importation du gaz naturel liquéfié (GNL). Il a pu, ainsi que tous les pays européens, diversifier ses sources d'approvisionnement en provenance du Moyen-Orient et des Etats-Unis principalement en GNL (gaz naturel liquéfié).

Le nucléaire est aujourd'hui associé à Fukushima, Tchernobyl, le cancer, la dépendance à l'uranium, les déchets radioactifs pour des millénaires et l'éventualité d'une guerre nucléaire apocalyptique. La question est plutôt de savoir qui de l'Etat ou du marché va jouer le rôle directeur. Sans doute faudra-t-il une politique d'incitation du privé, dans le cadre toujours aussi libéral d'une Commission européenne qui peine à faire « l'aggiornamento » que les USA de Joe Biden ont déjà fermement engagé.

Berlin a bien mesuré le poids de la dépendance économique, ce qui l'a incité à investir fortement dans les énergies renouvelables, notamment dans le solaire et l'éolien. Comme projet sociétal, il s'agit d'électrifier les usages, en trouvant des partenaires en terres rares nécessaires. A court terme, en remplacement du nucléaire dont les trois dernières centrales viennent en 2023 de stopper leurs activités, l'Allemagne a préféré le recours au charbon très polluant. Les centrales de charbon avaient pourtant été mises hors réseau en raison de leur production de carbone dans l'atmosphère. Evidemment, le gazoduc North Stream 2, interrompu par la guerre en Ukraine, a été un sévère accroc à la stratégie conduite par Berlin. Cependant, l'Allemagne parie toujours d'abord sur le gaz, en doublant le nombre de centrales d'ici à 2030 et en construisant une quinzaine d'installations de type « hydrogen ready » (pour résoudre la question de l'intermittence de production des énergies renouvelables), ce qui devrait permettre de quintupler avant 2050 sa production d'énergie (de 27,5 GW à près de 150GW). Ces systèmes ne fonctionneront qu'en cas de besoin, car l'énergie renouvelable devrait satisfaire 80% de la demande allemande d'ici à 2030.

De fait, l'Allemagne veut, dans un premier temps, développer la production électrique par l'utilisation du gaz, mais les prochaines centrales thermiques devraient fonctionner ensuite à l'hydrogène renouvelable, capable en outre de produire des carburants de synthèse pour les moteurs de tous les véhicules. Elle se propose aussi d'acheter dans les pays ensoleillés de l'électricité bas carbone, puis acheminer l'hydrogène produite en Allemagne. Cette stratégie est très risquée. A court terme, toutes ces opérations s'avèrent difficilement applicables, car deux injonctions contradictoires sont ainsi mises en avant, celle de continuer à utiliser beaucoup d'énergie pilotable, sans variation importante de l'offre, et celle qui exige la réduction des gaz à effets de serre. Il s'agit d'un choix écologique paradoxal, qui accorde plus d'importance aux générations futures qu'à celles du présent. D'abord, eu égard aux connaissances technologiques actuelles, cette compatibilité des équipements gazier à la production d'hydrogène n'est pas encore démontrée ; en outre, si l'opération fonctionne, son rendement est faible (de l'ordre de 30%) et donc l'hydrogène produite devient très coûteuse. L'objectif principal de toute cette opération est politique, elle permet d'abord et avant tout de faire un pari aléatoire sur le maintien des objectifs climatiques de l'Allemagne acceptable par les mouvements écologistes. Dans ce contexte, cette stratégie permet de développer les investissements sur de nouvelles réserves fossiles,

comme le démontrent les efforts allemands pour sécuriser ses approvisionnements en gaz avec ou sans la Russie.

Cependant, l'Allemagne hésite dans ses choix en tenant compte de ses structures industrielles. Ainsi, d'abord favorable à la fin des voitures thermiques neuves, Berlin a demandé ensuite l'autorisation d'utiliser des carburants de synthèse issus d'une énergie décarbonée (notamment l'hydrogène) afin de conserver les moteurs thermiques, lesquels représentent une base industrielle considérable du pays. De fait, alors que la grande distribution automobile est définitivement tournée vers l'électrification, seules les voitures de luxe comme Porsche ou Ferrari pourraient bénéficier d'une telle exception, ce qui a été admis par la Commission européenne, malgré l'importance de la pollution de ces procédés. En outre, le gouvernement fédéral ne ferme pas la possibilité de faire appel à la fission nucléaire, qui ne consiste pas à casser des noyaux, mais qui reproduit l'énergie solaire sur Terre. L'Allemagne dispose d'une recherche scientifique de pointe sur le sujet et elle se propose d'engager des investissements publics dans ce domaine.

Alors que l'énergie nucléaire a été rejetée par de nombreux Etats avant la guerre en Ukraine, aujourd'hui la France qui avait décidé de ne plus construire de centrales nucléaires prévoit le lancement d'un programme de construction de six réacteurs de 3^{ème} génération (EPR2), suivi en option par huit autres installations. Le nucléaire a toujours occupé une place politique centrale en France, depuis l'arrivée en force des mouvements écologistes. La France est le pays le plus nucléarisé du monde, avec une production représentant jusqu'à 70% de son mix électrique. Le nucléaire est devenu le vecteur de la souveraineté et de l'indépendance énergétique (malgré une certaine dépendance au combustible) de la France, tout en limitant, au moins à moyen terme, la pollution carbonée aux effets désastreux sur le climat, malgré les risques relatifs à la gestion des déchets radioactifs et aux accidents du type Fukushima. Il constitue aussi un vecteur important de sa réindustrialisation, laquelle a besoin d'une énergie décarbonée et relativement bon marché. Cependant, les problèmes de corrosion et de fissures mettent en évidence les difficultés technologiques du système. La production nucléaire de l'électricité n'est pas sans danger, au regard de la complexité du processus, laquelle est une source de vulnérabilité. Il faut ajouter, dans le cas de l'Europe, les difficultés de négociation sur l'étiquetage « vert ». L'Allemagne semble avoir accepté officiellement comme durable, et donc similaire à toutes les énergies renouvelables, l'hydrogène produite par l'électricité nucléaire. Cependant, les discussions continuent toujours comme une partie d'échecs destinés à améliorer la compétitivité des industries nationales concernées. Dans ce cas, les fameuses règles bureaucratiques de Bruxelles ne sont en fait que des jeux de lobbyistes industriels ou politiques qui cherchent à déterminer, à leur avantage, la position la plus rentable pour leurs intérêts économiques ou nationaux.

Le Royaume-Uni lance un plan de huit nouveaux réacteurs et 2 EPR, qui s'ajoutent aux 9 toujours en fonction, alors que la Suède et les Pays-Bas ont manifesté leur intention de disposer de nouveaux réacteurs sur leur territoire. Le Japon lui-même, veut assurer sa sécurité énergétique et l'objectif de la neutralité carbone. Il est alors prévu de relancer plusieurs centrales nucléaires, après dix années d'interruption, tout comme la Corée du Sud qui souhaite relancer deux projets de construction de réacteurs. La Chine s'engage dans un programme encore plus ambitieux, avec 17 centrales en construction et une cinquantaine prévue dans les années à venir, afin d'atteindre la neutralité carbone en 2060 et supprimer sa trop grande dépendance au charbon. Dans le cadre du programme IRA (Inflation Reduction Act), 6 milliards de dollars sont prévus pour investir dans des modèles de réacteurs avancés. Avec l'aide de Rosatom, l'Égypte a lancé sa première centrale nucléaire et de nombreux États du Sud (Arabie Saoudite, Indonésie, Philippines, Vietnam, et de nombreux pays d'Afrique) veulent aussi s'engager dans le nucléaire civil. Le pragmatisme l'emporte globalement.

L'Agence Internationale de l'Énergie (AIEA) considère d'ailleurs que le nucléaire est bien une option acceptable pour régler partiellement les problèmes énergétiques et la lutte contre le réchauffement climatique. Les scénarios portant sur 100% de renouvelable d'ici 2050 se heurte à la définition du « renouvelable », notamment sur l'appartenance du nucléaire sous ce vocable. Tous les scénarios du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) incluent l'atome parmi les solutions acceptable pour produire de l'électricité ou de l'hydrogène décarboné. Selon l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique), la production nucléaire devrait doubler d'ici à 2050 et représenter 14% du mix énergétique en 2050, contre 10% en 2022.

Le nucléaire pose, en outre, le problème de son financement. Les normes de sûreté ont encore augmenté et le nucléaire devient de moins en moins bon marché. Auparavant très compétitif, il le devient nettement moins avec l'augmentation des coûts. C'est pourquoi la France se bat pour que l'atome soit inclus dans la fameuse « taxonomie verte » de l'Union européenne, laquelle ne manquera pas d'attirer les capitaux publics et privés. En outre, il s'agira de développer un nouveau marché de centrales nucléaires dans les pays non nucléarisés, qui concernera principalement Les États-Unis, la Chine, la Russie, la Corée et, éventuellement, la France qui aura sans doute surtout l'objectif de produire ses propres centrales. Elle a regroupé 11 pays européens pour coopérer dans l'atome civil, malgré l'hostilité de l'Allemagne ou de l'Espagne. Les débats politiques sur la question risquent de prendre une plus grande ampleur et des revirements électoraux pourraient modifier, une fois de plus, la donne. Sauf que, dans ce cas, la question du nucléaire deviendra un argument essentiel du changement ou du maintien des gouvernements en place.

L'économie de l'Union européenne ne sera plus la même pendant et après la guerre en Ukraine. Elle a cessé de dépendre du seul gaz russe, en évitant définitivement le quasi monopsonne du gaz russe, en s'ouvrant à d'autres vendeurs et à d'autres sources d'énergie, notamment renouvelables, nucléaire compris. Cette situation d'incertitude permanente devrait la conduire à chercher, à court terme, un morcellement plus grand et plus onéreux de ses chaînes d'approvisionnement, dans une période où, du fait même des coûts de l'énergie différenciés selon les zones géographiques et les accords internationaux spécifiques, elle connaît une perte de compétitivité, notamment dans les industries à forte consommation d'énergie. Enfin, l'Europe se trouve face à une augmentation sensible du poids de ses dettes du fait de la hausse des taux d'intérêt consécutive aux aléas d'une guerre inattendue sur les bords internes de l'Europe. Dans ces conditions, la stagflation peut s'insinuer dans cette économie vieillissante, avec une inflation et un endettement croissants couplés à des transformations profondes des bases industrielles de l'économie européenne, toujours freinées par l'absence sur son territoire production de matières premières stratégiques ou critiques (Guilhaudis, Fontanel, 2021).

La guerre hybride, notamment dans l'espace cyber

Le cyberspace est un nouveau terrain et moyen des conflits, tous les Etats et les organisations internationales sont menacées. « L'hacktivisme » s'est développé, mais il est encore difficile de mesurer son influence réelle sur le contenu de la guerre, du « soft power » politique et économique au « hard power » militaire. Au moment même où l'invasion de la Russie a commencé, les entreprises et les services publics civils et militaires ukrainiens ont été visés et pour la plupart privés d'internet. Des attaques massives sur les infrastructures ont ensuite été redoutées, concernant notamment les moyens militaires, les moyens de transports et même les systèmes productifs. Le collectif « Anonymous » a déclaré avoir piraté au moins 3000 sites russes et biélorusses dans la plupart des centres de décision de Moscou et de Minsk, notamment dans les organes gouvernementaux, le FSB, Gazprom ou les médias. En face, le groupe criminel Sandworm spécialisé dans le sabotage, autrefois pour des raisons financières, aujourd'hui comme participant à la guerre, prend une part importante dans les attaques de type cyber contre l'Ukraine. Il est sans doute issu ou dépendant des services de renseignement militaire russes. Il est connu comme créateur du virus « Industroyer » capable, en 2016, de paralyser les centrales électriques en Ukraine, de propager NotPetya, un rançongiciel particulièrement destructeur en 2017 et d'intervenir dans les élections américaines et françaises.

Or, depuis une année, les attaques de la Russie vers l'Ukraine, tant redoutées, n'ont pas été médiatisées d'un côté comme de l'autre, notamment parce que l'Ukraine sait répondre depuis une bonne décennie aux attaques de son voisin belligérant, notamment lors de l'attaque en 2017 du virus NotPetya2, un effaceur

de données, qui a causé près de 10 milliards d'euros de perte à des milliers d'entreprises, selon Washington. Les deux pays ont la réputation d'être les meilleurs spécialistes dans ce domaine, avec les Etats-Unis et Israël. Depuis, la lutte contre ce type d'attaque est bien inscrite dans les stratégies guerrières. La guerre entre la Russie et l'Ukraine implique une profonde réflexion sur les stratégies nécessaires pour protéger les secteurs stratégiques d'un pays. La NSA (National Security Agency) plaide pour le développement d'actions communes du secteur privé et des services publics.

Depuis le commencement de « l'opération spéciale », Microsoft a dévoilé que des hackers russes, supposés proche de l'armée russe, disposaient d'un accès aux réseaux d'organisations européennes importantes dans les domaines militaires, énergétiques et logistiques, en profitant d'une faille de son logiciel de mails Outlook, qui pouvait être comblée par une simple mise à jour. Les informations recueillies concernaient principalement les soutiens européens aux forces militaires ukrainiennes. Cependant, après les nouvelles opérations de conscription engagée par Moscou en vue de poursuivre la guerre en Ukraine, nombre de « spécialistes » informatiques et hackers ont quitté le pays, une perte si importante que le Kremlin propose à ceux qui ont fui à l'étranger pour éviter la mobilisation de les exemptés du service militaire, sans grand résultat aujourd'hui. Les ordinateurs sont maintenant en mesure de se battre directement entre eux, sans l'intervention des personnes qui ont lancé le programme.

La propagande en ligne tout comme l'espionnage sont aussi des activités importantes, surtout en temps de guerre. Elle est parfois conduite par des sociétés privées. L'une d'entre elles, Vulkan, semble travailler pour le compte du GRU (renseignement militaire), du SVR (Service de Renseignement Extérieur) ou du FSB, ex KGB (Leloup, D., Reynaud, F., 2023). Elle est susceptible d'engager une surveillance de masse des autoroutes de l'information, bloquer des sites, créer de faux comptes sur les réseaux sociaux pour diffuser des messages ou vidéos en phase avec les demandes du Kremlin. La question est de savoir si ce processus a bien été finalisés depuis quand, sur quels espaces et quels territoires. Il semble que l'écosystème russe de désinformation soit toujours bien en place

Les cyberattaques sont nombreuses (6 attaques sur 10 perpétrées dans le monde seraient d'origine russe), mais les « opérations civiles et militaires sensibles » sont mieux protégées que les cibles civiles des hôpitaux ou d'activités de service. Dans le cadre d'un nouveau format d'échange (Cyberco) lancé en 2022, les chefs militaires du cyberspace développent une coopération, une solidarité stratégique pragmatique, en évitant les doublons et en développant les proximités naturelles, notamment dans les cercles d'échange de l'OTAN. Les attaques concernent surtout les pays baltes, la Pologne et la Suède. L'Assemblée Nationale à Paris a été attaquée le 27 mars 2023 par les hackers russes. Dans ce contexte d'une guerre hybride, la coopération entre les institutions publiques (militaires comprises) et les entreprises est essentielle. La Société américaine des

télécommunications par satellite a elle-même été concernée, une heure avant l'attaque terrestre russe, privant ainsi d'internet l'armée ukrainienne, des entreprises et services publics avant de s'attaquer plus largement à l'Europe. Le cyberspace constitue une arme puissante pour paralyser un pays.

Pour réussir à contenir une attaque, la collaboration internationale est essentielle, en vue d'accroître l'efficacité de la réponse et de la riposte. La défense des Européens et des USA devrait être collaborative, élargie parfois aux entreprises multinationales ou nationales de grande importance stratégique ou économique et soutenue par l'intelligence artificielle dont ChatGPT est le prototype le plus connu. Les cyber opérations ne semblent pas aujourd'hui avoir un impact décisif dans le conflit, mais elles témoignent d'une volonté de résistance internationale face à l'agression russe, avec des effets d'érosion efficace concernant l'image de la puissance militaire, politique et morale russe. Cependant, les pays alliés politiquement à l'Ukraine ne souhaitent pas non plus que ces « attaques » conduisent à engager la réflexion de Vladimir Poutine vers une participation des forces occidentales dans le conflit. Les attaques contre les infrastructures russes, notamment les hôpitaux, pourraient conforter l'idée de l'opinion russe selon laquelle cette guerre est aussi la leur. Les économies nationales des belligérants sont directement impactées par cette « opération spéciale » qui a coûté sans doute aujourd'hui 300.000 morts, même si cette estimation est sans doute discutable, et des dommages en matériels, équipements et infrastructures particulièrement élevés.

La situation économique des belligérants

Après une année de guerre, la diplomatie en faveur d'une paix est dans une impasse, d'abord parce que si les combats presque d'antan sont meurtriers, l'issue militaire reste toujours incertaine avec une Russie qui est incapable de gagner une guerre d'un autre âge, pour un pays militairement et économiquement développé, qui s'apparente à une guerre de tranchées. Une résolution de l'ONU du 23 février 2023, appelant au « retrait immédiat » des troupes russes d'Ukraine a été adoptée par 141 voix, 7 contre (Biélorussie, Syrie, Erythrée, Corée du Nord, Mali et Nicaragua) et 32 abstentions (dont les membres du BRICS, sauf le Brésil et 14 pays africains). Elle rappelle la responsabilité juridique de Moscou qui ne respecte pas le droit à la souveraineté territoriale inscrit dans la Charte de l'ONU. Elle appelle à une « cessation des hostilités » et à la mise en place d'une paix globale, juste et durable en Ukraine conformément aux principes de la Charte des Nations unies. Cependant, depuis un an, la Russie use de son droit de veto au Conseil de Sécurité (dont elle vient de prendre, à son tour, la Présidence) pour empêcher toute action internationale concernant le conflit en Ukraine.

Parmi les abstentionnistes du vote, la Chine, l'Inde ou l'Afrique du Sud mettent partiellement en échec la tentative d'endiguement de la Russie. Les pays non alignés appellent à la fin des combats, ce qui ne résoudra certainement pas la situation du Donbass et de la Crimée occupés.

Toute situation de guerre provoque des effets économiques délétères sur tous les Etats concernés, aussi bien dans le court terme que sur le long terme. L'Ukraine est évidemment la première victime de cette attaque, mais la Russie, compte tenu des moyens mis en œuvre doit aussi subir des pertes de production et de population qui ne sont pas négligeables. Au sein de l'Etat russe plane une impression de « gel » des relations sociales et d'un retour au temps où le silence semblait garantir une part modeste de liberté individuelle.

Ukraine et la crise guerrière et alimentaire

Depuis l'invasion de la Crimée par la Russie, l'Ukraine commerce principalement avec l'Union Européenne et la Chine. Si de 2016 à 2019, l'Ukraine a connu une croissance réelle de l'ordre de 3% l'an (en régression par rapport aux indices comparables de 2013), celle-ci était due principalement à la consommation des ménages, l'investissement restant structurellement insuffisant du fait du manque d'attractivité économique du pays et des taux d'intérêt élevés sur les prêts en faveur d'activités aux faibles performances économiques. En outre, même si un programme avait été engagé dès 2019 dans la lutte contre la

corruption quasi endémique, le poids de ces arrangements entre oligarques pèse lourdement sur la capacité de l'Etat à engager des politiques publiques de protection des citoyens et de réduction des inégalités sociales. Pour les investisseurs internationaux, la corruption de l'appareil d'Etat, la défaillance du système juridique et les monopoles sectoriels des oligarques constituent des fardeaux incontestables au développement économique optimal de l'Ukraine. Les taux d'inflation et d'intérêt étaient très élevés en 2019, avec un déficit commercial de plus d'un milliard de dollars. Pendant cette période, grâce notamment aux exportations de céréales, l'agriculture a été moins touchée par la crise que les autres activités économiques nationales mais, selon l'ONUDI, 700.000 entreprises dans le secteur des services n'ont pas survécu. En 2021, la valeur de la monnaie nationale (hryvnia) a perdu 70% de sa valeur par rapport à l'euro comparé à 2014 et l'annexion de la Crimée par la Russie.

Le pays est riche en ressources minérales (fer, magnésium), et il dispose de réserves non négligeables en hydrocarbures (charbon et gaz). L'Ukraine est aussi un pays de transit énergétique du pétrole et du gaz russes et caspiens vers l'Europe. En 2019, le pays a été durement concerné par le Covid-19 (un million de cas, 13.000 décès), ce qui a eu des conséquences néfastes sur les secteurs de la santé et de la production, avec un PIB en réduction de 7%. L'Ukraine avait besoin d'engager de profondes réformes de structures, notamment de lutter contre une corruption désorganisateur, d'assainir le système bancaire ou d'engager une réforme agraire établissant un moratoire sur la vente des terres agricoles. Ces efforts, encore bien peu pertinents, ont reçu l'appui d'un programme « Stand-by-Arrangement » pour un montant de 5 milliards de dollars, accompagné d'un soutien de la Banque mondiale et d'un programme d'assistance financière de l'Union européenne. En 2021, le pays a connu une nouvelle croissance de l'ordre de 6%, grâce notamment à l'augmentation de la consommation et à l'exportation des produits agricoles, mais la guerre a fortement remis en cause ce rebond économique.

L'économie de guerre de l'Ukraine réduit considérablement son potentiel de production, elle subit des destructions de main d'œuvre, de capitaux, d'immeubles, et la production nationale ne peut que subir une très forte réduction de sa valeur, tout en pâtissant à long terme des dommages importants, avec des territoires agricoles et ruraux minés qu'il faudra sécuriser, des installations énergétiques et industrielles détruites et une population active en forte réduction avec les effets des migrations et des victimes de guerre. Selon la Banque mondiale, l'Ukraine aurait perdu 35% de son PIB en 2022, avec des dégâts d'infrastructures estimés à plus de 200 milliards de dollars, une inflation de 40% pour les produits alimentaires, une hausse générale des prix de l'ordre de 30% et le quart de la population active au chômage. Ses principales ressources de financement proviennent des soutiens financiers du Fonds Monétaire International, de la Banque mondiale, des Etats-Unis et de l'Union européenne.

Toute l'économie ukrainienne ne vit que sous perfusion, administrée par les Etats occidentaux, notamment grâce à des soutiens financiers de l'ordre de 27 milliards de dollars des Etats-Unis et d'une cinquantaine de milliards d'euros de l'Union européenne, réparties pour les deux-tiers par le budget de l'Union européenne, le dernier tiers consistant en une aide bilatérale.

Le manque à gagner des activités économiques du fait des bombardements, mais aussi de la limitation de la main d'œuvre disponible (autrefois civile, mais aujourd'hui enrôlée dans les opérations guerrières), constituent aussi des freins déterminants à l'essor d'une économie nationale, affaiblie par le blocus de la Mer Noire, la situation sécuritaire, le manque d'investissements civils étrangers, la destruction des certains secteurs industriels majeurs (notamment dans la métallurgie avec la prise de Marioupol), mais aussi le déplacement territorial de 8 millions de personnes (90% de femmes et d'enfants) soutenus souvent par une diaspora de plus d'un million et demi d'Ukrainiens vivant en Europe. La situation financière est fortement dégradée, d'autant que les cotations sur le marché des changes sont interrompues. Enfin, les exportations nationales, principalement de céréales, supposent l'utilisation des voies maritimes, mais l'accès aux ports nationaux est réduit du fait de la guerre et des difficultés de navigation pacifique sur la mer Noire.

En avril 2023, il est donc difficile d'évaluer les pertes de l'Ukraine, avec l'émigration d'une partie conséquente de sa population, les effets de destructions de la guerre (champs de mine, infrastructures démolies, usines détruites ou à l'arrêt, etc.) et les destructions des personnes et des installations militaires. Quand on estime le coût réel de la guerre en Irak à plus de 2500 milliards de dollars, il est probable que celle engagée par la Russie aura un coût sans doute supérieur dans le temps.

La guerre aura apporté à l'Ukraine une unité nationale qui, auparavant, était parasitée par la corruption et la puissance d'une oligarchie peu intéressée par les règles démocratiques. Elle a permis l'émergence d'une Nation enfin libérée du poids prégnant de l'histoire soviétique et de ses dépouilles privatisées. Un nationalisme identitaire se constitue naturellement, ouvert à d'autres influences européennes. L'Ukraine veut oublier les pogroms, l'idée même de la « petite Russie » et s'interroger sur son propre avenir, à condition de sortir de cette guerre en toute liberté. L'aide internationale ne faiblit pas concernant la fourniture d'armes de plus en plus sophistiquées, mais elle est moins évidente et sans doute plus secrète concernant les financements de l'économie civile non-agricole. Le FMI (Fonds Monétaire International) a validé, le 31 mars 2023, un plan d'aide de 15,6 milliards de dollars sur 4 ans, avec le versement immédiat de la première tranche de 2,7 milliards de dollars. Le soutien du monde occidental est donc bien toujours effectif.

L'économie de la Russie, en pente douce, et en danger

Après l'effondrement de l'URSS, la Russie a subi une crise économique considérable qui a abouti au dépècement des biens publics par les oligarques, par les procédures de reconversion des activités militaires et par une perte d'influence internationale. Tout désarmement ne produit pas des résultats positifs dans l'immédiat et les fameux « dividendes de la paix » doivent plutôt être remplacés par un investissement pour la paix (UNIDIR, 1992 ; United Nations, 1993 ; Fontanel, Borissova, Ward, 1995 ; Coulomb, Fontanel, 2003). Avec les conflits en Géorgie ou dans le Donbass, le retour vers la force militaire est redevenu une stratégie centrale d'une Russie soucieuse de récupérer les sphères d'influence de l'ex-URSS. Elle l'a payé partiellement par les sanctions internationales qui se sont abattues sur son économie. Déjà légèrement affaiblie par les sanctions de la communauté internationale après l'invasion de la Crimée, l'opération spéciale en Ukraine accroît les difficultés de l'économie de la Russie.

Aujourd'hui, il est difficile de connaître l'état exact de l'économie russe, car les informations disponibles sur les principaux agrégats économiques de la Russie manquent de clarté, elles sont parfois fournies sur la base de considérations plus politiques que statistiques. Dans ce contexte, les analyses sur l'économie russe font l'objet d'hypothèses importantes susceptibles de modifier significativement l'image exacte de l'impact de l'effort de guerre sur l'économie nationale. Selon le FMI, le PIB de la Russie a baissé de l'ordre de 7 % en 2022, après une récession plus forte encore en 2021 du fait du Covid-19. Globalement, le secteur productif a réussi à s'adapter, dans la douleur certes, mais sans crise suffisamment violente pour provoquer à court terme un effondrement de l'économie nationale et du régime.

En 2022, les exportations de pétrole représentaient 220 milliards de dollars (malgré la décote du brut Ural) et celles du gaz ont atteint près de 140 milliards de dollars, grâce à la Chine, l'Inde et les navires fantômes de nombreux armateurs privés ou publics (comme l'Iran). Selon Alexandre Novak, le vice-Premier Ministre chargé de l'Energie, le volume des exportations de gaz a diminué de 25%, alors que celui du pétrole a augmenté de 7,6%, surtout en direction de la Chine et de l'Inde. Les exportations de pétrole vers l'Inde ont été multipliées par 22 pendant l'année 2022, compensant ainsi les contrats abandonnés par les pays de l'Union européenne. Compte tenu des tensions sur les marchés de l'énergie et des crises bancaires du Crédit Suisse et de Silicon Valley Bank, les opérateurs financiers anticipent aujourd'hui une crise financière qui aura des incidences sur la croissance économique mondiale. D'ailleurs, en avril 2023, tous les prix des matières premières à l'exportation sont en baisse, sauf l'or.

Pour anticiper ces difficultés et réguler le prix du pétrole, l'Algérie, l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis, l'Irak et le Koweït ont décidé de réduire leurs exportations de pétrole, de l'ordre de 5%. La Russie a annoncé sa volonté de limiter aussi sa production de 1,5 millions de barils par mois jusqu'en 2024, mais

au regard des pratiques des exportations actuelles de pétrole russe, il sera bien difficile de vérifier cette décision. De fait, les importations du pétrole et du gaz russe permettent aux clients de négocier les prix à la baisse pour les importateurs, ce qui explique encore certaines importations en Europe, notamment en Turquie.

A la suite de la visite de Xi Jinping à Moscou, les deux Présidents ont rendu public un accord concernant la réalisation d'un gazoduc Force de Sibérie 2 d'une capacité annuelle de 50 milliards de mètres cubes, reliant la Sibérie à la province chinoise du Xinjiang, qui viendra seconder le premier gazoduc par lequel plus de 25 milliards de mètres cubes de gaz ont déjà été fournis à la Chine. Dans ce contexte, la Russie fournira une grande partie de son gaz à son allié chinois, mais dans une situation croissante de monopsonie, situation qui rend le fournisseur très dépendant de son acheteur. Si l'on ajoute que plus de 50% des ventes de pétrole seront exportées vers la Chine et l'Inde, l'accrochage « asiatique » de ses relations commerciales dominantes modifie les structures commerciales de la Russie. Cette nouvelle dépendance pose la question des négociations des prix, lesquels, en l'absence d'autres demandeurs, devraient être tournés vers la baisse. Aujourd'hui le prix du pétrole russe vendu en Asie atteint 50 dollars le baril, à comparer avec les 80 dollars du prix du Brent¹.

Après « l'opération spéciale » engagée par la Russie, le rouble a été provisoirement impacté. Même si la Banque centrale disposait d'importantes réserves en devises (plus de 600 milliards de dollars), elle n'a pas pu les utiliser dans leur intégralité car la moitié de ces avoirs placés dans des banques étrangères ont été gelés. Il en a résulté au départ un doublement du taux d'intérêt directeur (20%), avec un contrôle des changes s'appliquant sur les exportateurs russes, les non-résidents et les restrictions de transferts de fonds, ainsi que l'application de taxes sur le marché des devises et une restriction des retraits de devises en liquide en Russie. Ces décisions ont conduit à un effondrement immédiat de la bourse et à la suspension des cotations. Exclues du système Swift (Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication), sept banques ont été et sont toujours directement affectées dans leurs opérations à l'étranger. Cependant, en temps de guerre, le système bancaire chinois peut se proposer en alternative efficace, d'autant que Moscou dispose d'un fonds souverain libellé en renminbis² pour l'équivalent de 45 milliards de dollars.

La Chine semble vouloir élargir ces échanges dans sa monnaie nationale, ce qu'elle obtient déjà dans les accords de compensation avec des pays émergents comme le Brésil, l'Argentine ou le Pakistan. Cependant, par crainte des sanctions américaines, de nombreux échanges financiers internationaux sont effectués

¹ L'origine du Brent prend sa source d'un gisement de pétrole situé en mer du Nord ? Il s'agit d'un pétrole léger, issu de la production de champs pétroliers de la mer du nord (de l'Ecosse à la Norvège. Il sert de brut de référence sur les marchés boursiers pour l'Europe, l'Afrique et la Méditerranée.

² Le renminbi (monnaie du peuple) est le nom officiel de la monnaie chinoise. Le yuan est plutôt utilisé dans les échanges à l'intérieur de la Chine.

simplement, par les instruments de communication usuels, notamment dans les transferts financiers transfrontaliers. Au regard du potentiel d'actions similaires éventuelles d'un grand pays comme la Chine, les réticences des pays en développement ou les pays les moins avancés portent aussi sur la puissance d'un Etat susceptible de prendre des décisions aussi rapides que violentes sur le secteur privé et sur la gestion de sa propre monnaie, appliquant ainsi, de facto, le « benign neglect » si souvent utilisé par Washington. Selon le FMI, la part du renminbi représente seulement 3% des réserves de change mondiales, même si le chiffre est probablement sous-évalué car tous les pays ne communiquent pas la composition de leurs réserves de change. Il est en l'état difficile d'imaginer qu'un pont financier organisé par la Russie et la Chine soit susceptible aujourd'hui d'inquiéter le dollar comme monnaie essentielle des échanges monétaires, financiers et commerciaux. Dans ces conditions, le contrôle de Swift pose des problèmes spécifiques aux échanges internationaux de la Russie, mais il ne faut pas non plus considérer que cette sanction serait « une arme nucléaire financière », comme l'avait souhaité Bruno Lemaire, le Ministre français des finances.

De manière paradoxale, la résilience des économies européennes n'a pas empêché la Russie de recevoir des financements importants en 2022 avec la vente du pétrole et du gaz. Les hydrocarbures représentent plus de 28% des recettes budgétaires de l'Etat. Les sanctions n'ont pratiquement pas concerné la rente pétro-gazière de la Russie, au regard des besoins importants de ce secteur de l'économie mondiale. Les entreprises européennes ont réduit leur demande de gaz russe, quand la Russie n'a pas elle-même décidé de réduire ses propres exportations en vue d'en obtenir de meilleurs prix unitaires. L'indice de la bourse de Moscou a perdu 50% de sa valeur en un an, témoignage indirect de la crise financière qui s'annonce. Dans le domaine des hydrocarbures, la Chine et l'Inde sont devenus des acheteurs importants, offrant ainsi au Kremlin une bouée de sauvetage décisive, même si, à terme, elle met en péril l'indépendance économique (et peut-être politique) future de la Russie.

Jusqu'à la fin 2022, les sanctions des Occidentaux n'ont pas réduit la rente qu'offrent les hydrocarbures (pétrole et gaz). Les premières restrictions sont apparues en novembre 2022 et accrues en février 2023. Les restrictions aux achats de pétrole et de gaz commencent à avoir des effets sur le budget public et les recettes en devises. Dans cette nouvelle situation, les recettes en devises vont dorénavant être singulièrement réduites, ce qui aura un effet direct sur le budget de l'Etat et donc sur le choix entre les dépenses militaires ou civiles par le gouvernement. Dans ces conditions, la guerre sera plus lourde à porter pour la population russe, sauf à trouver de nouveaux acheteurs à prix équivalents. Ces opérations sont d'autant plus faciles à accepter pour les Européens que les prix du pétrole et du gaz (moins sujet a priori à la spéculation, sauf en situation de guerre) se sont stabilisés. Aujourd'hui, avec l'accord de réduction des quantités exportées

de pétroles décidé par l'OPEP, la recherche de nouvelles augmentations des prix est de nouveau engagée.

De fait, les accords de la Russie avec la Chine ou l'Inde dans le cadre ou non des BRICS peuvent relancer la consommation des énergies non renouvelables, mais les efforts des Occidentaux, notamment des Etats-Unis, pour engager plus rapidement la production des énergies renouvelables modifient, ou vont modifier à terme, la donne actuelle des exportations d'hydrocarbures. Pour la Russie, la perte de devises peut conduire à une crise économique latente susceptible de s'élargir progressivement à tous les secteurs de l'économie nationale. Les difficultés du Kremlin à financer la guerre vont commencer à se faire sentir et elles deviendront de plus en plus fortes dans les mois et les années à venir.

En outre, alors que la situation budgétaire et monétaire russe était plutôt favorable en 2021, une dégradation des finances publiques commence à menacer le système économique national, avec l'augmentation des dépenses de guerre et la réduction des ressources. Les marchés financiers des pays occidentaux sont fermés et les émissions de dettes publiques sont suspendues. En 2022, une crainte de défaut souverain n'était pas à écarter, malgré une dette publique estimée à seulement 20% du PIB.

En tout état de cause, en mars 2023, l'effondrement de l'économie nationale n'est pas prévisible, même si le Kremlin devrait connaître des difficultés croissantes à financer la guerre. Le keynésianisme militaire fonctionne, mais il aura un prix, au moins à terme, la perte de pouvoir d'achat des citoyens. Certes, les salaires ont été augmentés, notamment dans le complexe militaro-industriel ; mais sur la période des 16 mois, ils ont plutôt diminué dans toutes les autres branches, notamment chez les fonctionnaires civils. Les investissements civils sont relativement importants avec les réserves des oligarques qui reprennent les infrastructures et commerces abandonnés par les sociétés occidentales, à un prix défiant évidemment toute concurrence.

Aujourd'hui, le gouvernement refuse de publier les statistiques économiques importantes mises sous le sceau du secret. De manière officieuse, les médias russes rappellent que l'économie nationale fonctionne correctement, avec des magasins approvisionnés, des services publics efficaces et un système industriel performant ; le PIB ne se serait contracté que de 2 % en 2022, avec un faible chômage et une inflation maîtrisée. Cependant, les banques de second rang ne doivent plus publier leurs statistiques, mais les fournir directement à la Banque de Russie. Les statistiques fournies sont globales et donc invérifiables, celles concernant les statistiques des importations, des exportations et des réserves de change sont classifiées. Il y a donc quelques soupçons à maintenir quant à la fiabilité des estimations optimistes du gouvernement sur les grands agrégats économiques. Les sanctions ont progressivement été élargies, mais fin janvier le FMI a donné des statistiques selon lesquelles la décroissance de l'économie russe reste limitée à 2,2% en 2022, alors que les institutions européennes fournissent un

chiffre plus alarmant de 9%. La FMI a relevé en avril 2023 ses prévisions de croissance pour la Russie de 0,3 à 0,7%, mais pour 2024, du fait de l'exode des entreprises européennes et des pénuries de main d'œuvre, les prévisions de croissance ont été ramenées de 2,1% à 1,3%. La politique de la Banque de Russie a permis la stabilisation du rouble, évitant ainsi l'inflation généralisée. De fait, l'économie russe est bien plus résiliente qu'attendue.

Face à Moscou, le Comité Yermak-McFaul étudie le potentiel des sanctions infligées à la Russie, il vérifie leur efficacité et les canaux d'évasion des capitaux, il signale les transferts technologiques nécessaires pour la réparation ou la construction des armes russes grâce à l'achat de produits civils disposant de technologies similaires et il recherche les capitaux des oligarques russes à l'étranger. Un groupe « KleptoCapture » a été mis en place à Washington pour engager la traque aux oligarques qui doivent tout à Poutine et qui ont souvent été des membres de groupes criminels organisés. Sur l'estimation de 1000 milliards de dollars des avoirs étrangers des oligarques russes, seuls 70 à 80 milliards de dollars ont été saisis. De nombreux avoirs sont installés dans les paradis fiscaux, ce qui rend très difficile leur estimation. L'édition russe de Forbes estime qu'en 2022, les milliardaires russes (88 en 2022 et 110 en 2023) ont connu une augmentation de leur fortune, passant de 353 à 505 milliards de dollars, malgré cinq d'entre eux abandonnant la citoyenneté russe. Généralement, ces augmentations sont dues à la hausse des prix des matières premières (pétrole ou gaz) vers la Chine, l'Inde et le Moyen-Orient. Cependant, la fortune cumulée de ces milliardaires a légèrement diminué depuis le début de la guerre (606 milliards de dollars en 2021).

Il n'y a pas que les oligarques russes ou ukrainiens qui cachent leurs avoirs pour éviter les impôts ou la discrétion d'un argent pas toujours bien gagné, surtout si l'on estime qu'au total plus de 32.000 milliards de dollars (presque le PIB des Etats-Unis) se cachent dans les mêmes lieux. Si la course aux oligarques a bien été menée, elle n'a pas conduit à engager les réformes financières en faveur de la transparence des opérations dans tous les pays du monde (Kohonen, 2023). Les risques d'application des sanctions secondaires par les Etats-Unis ont conduit la Banque centrale des Emirats-Arabs-Unis à retirer la licence de MTS Bank, une banque russe ayant obtenu la licence en 2022 mais frappée par les sanctions américaines. Pourtant, de nombreux oligarques russes fuyant l'impact des sanctions occidentales se sont installés à Dubaï et à Abou Dhabi, deux importants centres financiers mondiaux. Ils recommencent à développer leurs « affaires », souvent avec l'aide des « traders » traditionnels situés au sein de la Confédération Helvétique.

Les principaux moyens utilisés par les traders en matières premières ou hydrocarbures passent aussi souvent par les Émirats arabes unis et la Suisse. Les filiales suisses situées à Dubaï continuent à commercer le pétrole ((Paramount SA en Suisse, Paramount DMCC à Dubaï) ou les métaux précieux (Open Mineral).

De fait, Londongrad se transforme chaque jour en Dubaïgrad, où il est possible de contourner les sanctions imposées par l'Occident, comme c'est aussi le cas par le canal de la Chine et de l'Inde, mais sous une forme moins coutumière. Dubaï attire la plupart des oligarques russes proches de Vladimir Poutine installés, comme autrefois à Londres, dans des demeures de grand luxe. 300 sociétés ont été créées à Dubaï par des ressortissants russes depuis la guerre en Ukraine, lesquelles engagent des investissements importants in situ, avec l'aval du Kremlin (Seibt, 2023).

Si les Emirats Arabes Unis se sont déclarés neutres dans cette « opération spéciale » et s'ils ont fait parvenir une aide humanitaire conséquente à l'Ukraine, ils ont toujours refusé de participer à l'application des sanctions contre la Russie consécutives à l'opération spéciale. Business is business. Dubaï veut vivre dorénavant de ses capacités portuaires, de son centre financier et de ses capacités logistiques pour faciliter les échanges commerciaux, quels que soient les acteurs étatiques ou les entreprises multinationales, faisant ou non l'objet de sanctions. Ce rôle d'intermédiaire est d'autant plus rémunérateur qu'il est difficile à mettre en place sans subir, dans le cas d'une opération interdite, les foudres de Washington. Depuis le conflit en Ukraine, les Etats Arabes Unis ont exporté 10 fois plus de matériels électroniques en une seule année à destination de la Russie, même avec des produits fabriqués dans les pays officiellement engagés dans les sanctions imposées à Moscou. Ils continuent à soutenir les filiales suisses (notamment Glencore ou Vitol) qui achètent du pétrole ou des matières premières à la Russie, en toute liberté, ce que leurs maisons mères ne peuvent pas faire, la Suisse ayant décidé d'appliquer les sanctions européennes à l'égard de la Russie, mais ne semblent pas y inclure les filiales suisses situées à l'étranger, à condition qu'elles ne soient pas détenues à 100% par la maison mère. Ainsi, Paramount DMCC de vendre du pétrole russe au-dessus du fameux prix plancher de 60 dollars par baril.

Ces failles montrent les difficultés d'application des sanctions, dans un univers géopolitique d'intérêts hétérogènes et divergents. Les Etats-Unis font pression sur les EAU, mais les EAU et la Suisse veulent conserver leur avantage comparatif de faire du commerce et des affaires financières interdites aux autres. Il y a tant de secrets financiers dans ces places étatiques que sans doute elles offrent des plages de liberté anti-démocratiques qui intéressent maints agents des pays concernés directement par l'application des sanctions. Dans ces conditions, les deux pays jouent à la limite de ce qu'ils peuvent faire pour rassurer tous leurs clients riches ou puissants de Chine ou d'Inde qui leur font confiance pour leur accorder des droits inapplicables ou interdits aux autres. Les Etats-Unis pourraient intervenir plus durement, mais les Emirats Arabes Unis sont aujourd'hui protégés par ses relations conflictuelles avec l'Iran, l'un des « rogue states » préférés des Etats-Unis. Dans ce cas, les moyens de pression sont à utiliser ne sont pas si faciles à choisir, compte tenu de la complexité de la situation géostratégique d'un

système international en crise. Cependant, d'autres installations commerciales et financières commencent aussi à redouter l'application de ces sanctions, dont le coût peut s'avérer particulièrement élevé (Fontanel, 2017).

Dans ce contexte, les coûts sont plus élevés pour les pays non producteurs de pétrole, au bénéfice des pays producteurs souvent organisés (notamment par l'OPEP) pour réguler les prix à leur avantage. Dans ce cadre finalement pas très libéral, le potentiel de productivité de tous les pays non producteurs. En termes d'importations de la Russie, les échanges directs ou indirects passent par l'Arménie ou la Kazakhstan et quelques industries ont réussi à remplacer les produits autrefois importés. D'une certaine manière, à court terme, l'Europe souffre autant de cette guerre que l'économie russe.

Vladimir Poutine cherche toujours à épuiser les capacités de résistance militaires et économiques de l'Ukraine en continuant son action guerrière, en espérant que les opinions publiques occidentales se lasseront de ce conflit sans fin et accepteront aisément l'abandon du Donbass et de la Crimée en échange de la paix et du retrait des menaces d'utilisation de l'arme nucléaire. La plupart des pays africains et asiatiques sont disposés à en accepter la solution. Cette solution n'est pour l'instant pas acceptable par les pays européens, qui sont nombreux à s'alarmer des poussées expansionnistes de Moscou. Les pays occidentaux considèrent qu'une part de plus en plus importante du budget de l'Etat russe sera consacré aux industries de défense, lesquelles devraient représenter au moins 6% du PIB (les chiffres restent des estimations difficiles à vérifier, tant les statistiques de la Russie, lorsqu'elles sont dévoilées, sont devenues des armes de communication). Malgré les recettes des exportations énergétiques, le budget de l'Etat, autrefois excédentaire, est devenu déficitaire, abstraction faite à la contraction de l'économie consécutive à la nouvelle conscription.

Les chiffres fournis par la Russie sur son économie participent à la politique d'intimidation qu'elle engage aujourd'hui contre les puissances occidentales principalement. La transparence des statistiques concernant l'économie russe n'est pas l'objectif déclaré du locataire du Kremlin. Comme en Chine, les statistiques sont filtrées ou censurées, ce qui permet d'affirmer la bonne tenue de l'emploi et l'essor des technologies modernes. Pourtant aussi bien l'automobile que l'aéronautique de la Russie connaissent une crise grave, au contraire de l'industrie d'armement qui gonfle artificiellement la performance économique nationale. La stratégie de la Russie est fondée sur ses ressources énergétiques. Si l'Europe et les Etats-Unis réussissent à contrôler cet afflux de devises, la Russie peut alors connaître une banqueroute des finances publiques.

Aujourd'hui, l'aide des principaux partenaires de l'Ukraine font un effort financier qui n'excède pas 1% de leur PIB, alors que la menace russe élargie ne manque pas de modifier le cours de la croissance des économies occidentales. Rappelons aussi que de nombreuses capacités militaires russes sont dépendantes des technologies occidentales, ce qui affecte la production des chars, de la défense

aérienne et des missiles de croisières. La Russie s'efforce de remplacer les importations par des productions nationales et elle utilise des sociétés-écrans pour recevoir des biens de haute technologie détournés de leur usage civil. Le camp occidental se doit de faire pression sur les pays tiers qui se substituent aux fournisseurs des technologies occidentales pour maintenir les capacités militaires de la Russie. A terme, il sera plus difficile pour la Russie d'obtenir ces biens et les dernières technologies militaires disponibles, sauf à donner une priorité à toute la recherche-développement militaire.

Les réseaux d'échange internationaux ont été profondément modifiés, l'économie russe est de moins en moins connectée avec les économies occidentales et les activités militaires deviennent de plus en plus coûteuses en hommes et en matériels, absorbant ainsi une part toujours croissante des ressources publiques disponibles. L'opération spéciale est devenue une véritable guerre de long terme et l'Etat devient de plus en plus interventionniste dans l'économie nationale. L'ampleur de la récession économique dépend des nouvelles sanctions sur les hydrocarbures, de la capacité de négociation de la Russie face aux nouveaux acheteurs qui bénéficient de prix négociés inférieurs à ceux du marché international et d'une situation politico-militaire plutôt difficile à décrypter, au regard de l'expression collective et individuelle des intérêts de chaque Etat. De plus, en 2023, les sanctions occidentales se sont étendues aux produits raffinés comme le diesel, le fioul, le kérosène ou l'essence, ce qui perturbe l'économie russe dans son ensemble.

La Banque mondiale et le Fonds Monétaire International estiment entre 2,2 à 4% la décroissance du PIB de la Russie en 2022, mais cette récession va sans doute s'accroître en 2023 de 3,3% (Banque mondiale) à 5,6% (OCDE), « ceteris paribus » contre plus de 6% pour l'Union européenne (laquelle situe la décroissance du PIB russe à 9% sur la période). Surtout, les sanctions sapent la base de l'économie russe, en s'appliquant sur des milliers de produits, notamment dans le domaine énergétique. Or, pour la production de pétrole, les technologies de pointe sont principalement développées par les pays de l'OCDE (Organisation de Développement et de Coopération Economique), ce qui pourrait limiter, à terme, l'ensemble de la production d'hydrocarbure de la Russie, notamment dans les champs pétrolifères soumis à des problèmes d'extraction importants. La perception interne d'une crise plus significative du fait des coûts de la guerre impacteront nécessairement la consommation des ménages et le bien-être perçu des citoyens. En outre, la Russie a subi le départ de son sol de nombreuses entreprises étrangères innovantes et elle prend le risque de prendre du retard sur les nouvelles technologies. La Chine ne peut plus venir en aide à son « ami », sauf pour l'équiper militairement au risque d'un nouveau conflit avec Washington. L'embargo sur les exportations de composants empêche l'armée russe de reconstituer ses chars et ses missiles tout en paralysant la part la plus moderne de son industrie.

La Russie se doit de reconstituer des liens économiques internationaux en substitution, ce qui n'est pas très aisé, au regard des sanctions secondaires pour pourraient s'appliquer aux entreprises multinationales désireuses d'engager des échanges commerciaux avec Moscou (Sushcheva, Fontanel, 2020). En outre, il n'est jamais très facile de construire des rapports commerciaux en situation de dépendance avec de nouveaux partenaires qui se substitueraient aux clients ou fournisseurs historiques. Les pays autocratiques comme la Chine, l'Inde, l'Iran ou les « rogue states » sont moins dépendants des sanctions américaines, surtout si des accords commerciaux entre Etats étaient alors clairement établis. Les agents économiques russes ont pour l'instant fait preuve d'une forte résilience, une capacité d'adaptation aussi forte que celle qui a suivi l'effondrement de l'URSS. Les ménages russes, souvent contraints à la pauvreté, conservent une loyauté forte à l'égard du Kremlin, lequel contrôle toute information qui pourrait lui être critique ou opposée. Les ruptures d'activité n'ont été que sectorielles, mais la question qui va se poser est de savoir si ce soutien implicite ou explicite de la population se maintiendra dans le temps long.

L'économie russe a mieux résisté que ne l'espéraient les pays européens. C'est pourquoi les sanctions s'enchaînent toujours plus fortes en vue de priver l'économie russe des technologies fondamentales nécessaires à sa production militaro-industrielle et d'imposer des coûts économiques aux oligarques russes. Les importations des matières premières et autant que possible les produits et technologies énergétiques et de pointe, les produits de luxe ou les opérations du secteur financier ont été concernées. S'il y a eu des pénuries d'approvisionnement dans plusieurs secteurs industriels, le prix de l'énergie a augmenté permettant à la Russie de maintenir un trésor de guerre suffisant, même si aujourd'hui elle est devenue un fournisseur de gaz minoritaire pour l'Europe, au point de perdre sa force de nuisance, après l'effet de « mauvaise surprise » subi par l'Allemagne. Les effets des sanctions sont nécessairement graduels, ils impliquent de la patience et un renforcement ciblé (Fontanel, 2005, Mulder, 2022). La Chine s'est substituée partiellement pour les exportations de pétrole russe, mais à un prix inférieur à celui du cours mondial. Malgré les accords déjà évoqués de nouvelle construction d'un gazoduc vers la Chine, les opérateurs russes préfèrent toujours s'engager dans les échanges économiques avec l'Union européenne ou le Royaume-Uni que beaucoup d'oligarques ont pratiqués quotidiennement.

Aujourd'hui, les investissements sont surtout consacrés à l'effort de guerre et à l'augmentation des dépenses militaires russes. Cette situation modifie singulièrement le partage entre les investissements publics d'infrastructures nécessaires au regard de la réduction drastique des investissements privés (notamment du fait du retrait volontaire de nombreuses entreprises étrangères du système productif et commercial russe). Plus grave, l'économie russe subit elle-même les difficultés de chaînes de production rompue par les sanctions. Elle a elle aussi des difficultés à se procurer les équipements, les semi-conducteurs ou les

logiciels autrefois importés, malgré les nouveaux marchés offerts par la Chine. Plusieurs pays n'ont aucun scrupule à exercer un rôle de transit de produits en provenance du monde occidental, comme la Turquie, l'Arménie, le Kazakhstan et la Géorgie, mais les prix proposés sont alors augmentés du coût des deux transactions intermédiaires et de la prime de risque pour les firmes qui contreviennent aux sanctions. De ce fait, les volumes ainsi importés restent limités. L'activité économique de la Russie se contracte progressivement, avec les effets des coûts croissants de la maintenance et de l'obsolescence.

Les exportations de produits européens vers la Russie ont diminué de près de 50%, les importations de la Chine ont, elles aussi, été réduites de l'ordre de 15%, même si elles se sont partiellement substituées, avec plus ou moins de compatibilité, aux équipements technologiques sous sanctions européennes et américaines. Cependant, l'application des fameuses sanctions européennes n'ont pas toujours été très fermes. Il y a eu de nombreuses exceptions, notamment lorsque les sanctions étaient plus difficiles à supporter par l'un des pays membres que pour la Russie. La Bulgarie, l'Italie, la Roumanie, l'Espagne et même la Belgique ou l'Allemagne ont obtenu quelques exceptions partielles. C'est ainsi que la Belgique a obtenu que les sanctions ne soient pas appliquées aux diamants, pour ne pas laisser le monopole du commerce de cette matière première, très utilisée dans les instruments de coupe, à Mumbai. L'unité européenne se fendille en fonction des intérêts des pays membres et sa vassalité à l'égard des Etats-Unis met en évidence le déclassement relatif de l'Union européenne.

La demande intérieure des ménages russes est en forte diminution, sans doute du fait d'une perte importante de leur pouvoir d'achat, d'une inflation galopante de l'ordre de 15%, et de l'augmentation des prix des produits importés. Comme indiqué plus haut, ces chiffres restent contestables, car la Russie a suspendu la publication de ses statistiques du commerce extérieur. Les informations fournies par la Banque de Russie mettent en évidence la baisse des dépôts des ménages en devises, ce qui indique que les classes aisées doivent changer leurs avoirs en devises en monnaie nationale pour compenser la perte immédiate de leur pouvoir d'achat.

Dès son arrivée au Kremlin, la baisse de la population russe a été une source d'inquiétude pour Vladimir Poutine, avec une population en réduction croissante, aujourd'hui estimée à 145 millions d'habitants, auxquels il faudrait ajouter les 2 millions d'habitants de Crimée si la Communauté internationale en acceptait l'annexion, et même un peu plus si les territoires aujourd'hui occupés en Ukraine intégraient la Fédération. La « thérapie de choc », politique économique conduite par Gaidar à la fin du XXe siècle, a conduit à un véritable effondrement démographique et une pauvreté qui a fait augmenter le pourcentage d'enfants abandonnés de 5% en 1993 à 9% en 1998. Après une forme de rééquilibrage à partir de 2010, une sensible baisse démographique réapparaît avec la pandémie du Covid-19 qui, selon des sources occidentales, auraient pu conduire à la perte de

directe de 400.000 à 700.000 personnes. Avec la guerre en Ukraine, avec la guerre d'Ukraine, près de 200.000 soldats en âge de procréer ont été « neutralisés » par l'ennemi. Il faut ajouter à cette triste constatation que 700.000 personnes ont fui la Russie pour éviter la mobilisation. Ainsi donc, près d'un million de personnes jeunes hommes ont quitté définitivement ou provisoirement le territoire russe, ce qui conduit à un vieillissement inexorable du pays et une réduction sensible du taux de fécondité (situé aujourd'hui à 1,5 par femme). L'espérance vie des Russes va baisser de 73 ans à 70,5 ans, notamment du fait de l'engagement militaire, celle des hommes déjà relativement faible (66 ans en 2021), va sensiblement diminuer avec la guerre.

Enfin, dans un pays qui connaît une décroissance significative de sa population, notamment jeune, la mobilisation a eu des conséquences non négligeables sur l'offre de travail notamment dans les industries de pointe, mais aussi sur l'émigration non négligeable des ingénieurs et techniciens de la « high tech » opposés au régime autoritaire et à la guerre, aggravant ainsi la pénurie d'emplois à forte valeur ajoutée. Ce dépeuplement va à l'inverse du souhait de Vladimir Poutine qui a mis en place une politique incitative des naissances en vue d'améliorer la puissance militaire et économique de la Russie et d'engager un « bras de fer » civilisationnel face à un Occident perverti en engageant une dynamique démographique positive témoignant de l'exemplarité heureuse d'un pays respectueux des valeurs traditionnelles fondées sur la religion.

Si la Russie semble avoir bien résisté à la crise économique, un processus croissant d'usure s'installe qui va accélérer en fonction des réponses politiques apportées par des belligérants. Le taux de résilience du peuple russe est historiquement élevé et les quarante dernières années en portent témoignage. La question est de savoir jusqu'à quel niveau et quand, si ce processus de détérioration des conditions de vie des ménages diminue fortement, le régime en place pourra se maintenir. Il y a une probabilité non négligeable d'un « crash » silencieux, qui n'est pas encore définitif, qui pourrait être conjoncturellement compensé par « l'amitié sino-russe ». La stratégie du Kremlin d'une réorientation des activités de la Russie vers l'Asie reste dangereuse, notamment avec la Chine qui, compte tenu de sa force, pourrait faire entrer la Russie dans une situation de vassalité de long terme. Ce qui serait un prix fort à payer, une souveraineté nationale réduite, pour quelques « arpents de neige ».

La Russie, affaiblie par l'éviction politique et économique des technologies modernes et exclue du système financier international, devrait entrer dans une phase de récession et d'inflation, même si la rente pétrolière et gazière constitue toujours une panacée en voie de disparition à court et long termes. Ajoutons que l'émigration des jeunes talents n'est qu'un indicateur de la perception pessimiste de leur avenir des jeunes russes, laquelle s'exprime aussi par la baisse du taux de natalité du pays. Les déportations d'enfants ukrainiens, supposées être commanditées par une action humanitaire du Kremlin en vue de protéger les

enfants ukrainiens abandonnés, constitue aussi un moyen de former de nouveaux citoyens russes. Cette opération a été considérée comme un crime de guerre par la CPI (Cour Pénale Internationale) et l'ICC (International Criminal Court), créée par le Statut de Rome, une juridiction pénale internationale qui juge les personnes accusées de génocide, crimes contre l'humanité, crime d'agression et crime de guerre). En mars 2023, elle a condamné Vladimir Poutine de crime de guerre.

Washington a considéré en mars 2023 que la Chine se préparait à aider Moscou militairement, ce qui a été nié par Pékin. Cependant l'idée d'une « amitié sans limites » prononcée par les deux partenaires a semé le trouble, même si les autorités chinoises ont insisté sur le fait qu'une amitié n'était pas une alliance, notamment militaire. Il n'en reste pas moins que la neutralité de la Chine est souvent suggérée plutôt prorusse. Aujourd'hui, s'est (définitivement ?) installée une asymétrie dans la relation sino-russe, mais l'un comme l'autre peut, à court terme au moins, avoir besoin du soutien de l'autre, notamment dans les cénacles internationaux.

Si la Russie semble avoir bien résisté à la crise économique, un processus croissant d'usure s'installe qui va s'accélérer en fonction des réponses politiques apportées par l'ensemble des belligérants et de leurs soutiens. Le taux de résilience du peuple russe est historiquement élevé et les quarante dernières années en portent témoignage. Dans cette guerre, les attitudes et les masques se transforment et tombent. En fait, Poutine prend encore plus de force dans son pays, en interdisant toute critique et contestation de cette guerre. L'autocratie est alors pleinement assumée, une radicalisation du nationalisme face à la puissance des ennemis venus de l'Ouest. La question est de savoir jusqu'à quel niveau et quand, si ce processus de détérioration des conditions de vie des ménages diminue fortement, le régime en place pourra se maintenir.

La guerre en Ukraine, une « opération spéciale » de remise en cause indirecte de la globalisation libérale

La part du commerce international représentait 19% du PIB mondial en 2008, en 2022 ce taux est situé à 17%, comme un témoignage de la remise en question des échanges internationaux et du libre-échange. La mondialisation contemporaine est remise en cause depuis 15 ans, depuis la crise financière de 2008, avec des tensions croissantes entre les Etats-Unis et la Chine, la violence des raretés pharmaceutiques pendant la pandémie Covid-19 et les conflits guerriers dans de nombreuses zones géographiques qui ne s'éteignent toujours pas. Les firmes multinationales sont désormais conscientes de la fragilité des chaînes logistiques internationales, qui dépendent des politiques des Etats, de leurs conflits ou de la rareté organisée. Elles s'engagent aujourd'hui dans la diversification, souvent plus coûteuse, de leurs fournisseurs et, pour les Européens, il est sans doute plus intéressant, quelle que soit la nationalité d'origine, de s'implanter dans les pays les moins développés d'Europe, afin de réduire leurs coûts, si le retour dans une zone protégée apparaît nécessaire. Les réflexes protectionnistes ont refait surface, face aux formes sophistiquées des conditions de production, concernant notamment le dumping, les taux de change, et surtout les normes sociales et environnementales.

En fait, tous les Etats ont été conduits à modifier leur perception immédiate de l'intérêt du grand marché international et, face à la crise, ils essaient dans un premier temps de trouver des solutions de court terme, qui pourraient ou non s'inscrire dans le long terme. La crise alimentaire qui a résulté de la guerre en Ukraine a pu être limitée grâce à des accords « ad hoc » entre les belligérants, mais la question risque de se poser si cette guerre devait maintenir son intensité pendant le semestre à venir. Les péripéties des opérations militaires modifient nécessairement les conventions entre les belligérants.

Dans ce contexte, les Etats ne règlent plus toujours leurs échanges commerciaux sur les normes fixées par l'Organisation Mondiale du Commerce. Ils cherchent à disposer de l'autonomie des technologies nécessaires aux produits stratégiques ou essentiels au pays, soit par une production nationale, soit avec les pays amis, soit encore par la diversification de leurs approvisionnements et de leurs clients. Une guerre technologique, commerciale et économique commence à s'imposer dans le champ des échanges internationaux. Plus inquiétant sans doute, avec la sécheresse que promet le réchauffement climatique avec la difficile gestion égalitaire de l'eau et l'importance de la demande agricole, une crise alimentaire mondiale reste possible, qui susceptibles de toucher les pays les plus fragiles et les personnes les plus pauvres des pays développés.

La permanence d'une menace de crise alimentaire mondiale

La fameuse « opération spéciale » a provoqué une crise alimentaire mondiale d'importance. L'Ukraine est un grand producteur et exportateur de blé, de colza, de maïs et de tournesol vers des pays d'Afrique et du Moyen-Orient. En 2022, la production de blé n'a été que faiblement inférieure à celle de 2021, de l'ordre de 5%, mais une grande partie des récoltes a été raflée par la Russie, via Sébastopol en Crimée. Aujourd'hui, « dix pour cent des terres arables de ce « grenier à blé » seraient minées, un quart se trouve sous territoire contrôlé par la Russie, de nombreuses parcelles ont été abandonnées, reprises en main par des sociétés russes, et des silos à grains pillés » (Gérard, 2023). La Russie utilise ce système de prédation qui ne gêne nullement les pays importateurs, lesquels n'ont d'ailleurs pas tellement le choix tant, au niveau alimentaire, la guerre a provoqué une tension sur les marchés agricoles (Gérard, 2022). Aujourd'hui, les 4 millions de petits exploitants agricoles ukrainiens sont menacés non seulement par la guerre, mais aussi par les oligarques qui récupèrent et concentrent les terres arables en vue de l'exportation. Le FID (Fonds international de développement agricole) a offert son aide aux petits agriculteurs mis en difficulté, mais ce sont les industries agro-alimentaires qui bien souvent, aujourd'hui, en bénéficient. De ce fait, l'Ukraine subit une forme d'insécurité alimentaire (pour au moins 30% des Ukrainiens), alors que le pays produit beaucoup plus qu'il ne consomme. L'opération spéciale russe a bénéficié fondamentalement aux oligarques russes et ukrainiens qui concentrent les terres et le pouvoir agricoles en vue de l'exportation (Fakhri, 2023).

Avec la guerre, tous les pays importateurs ont été concernés, car les fournisseurs de substitution n'étaient pas suffisamment préparés et organisés pour réduire cette nouvelle carence, ce qui a provoqué une forte hausse des prix, de l'ordre de 10% dans tous les pays du monde. C'est tout le marché international des céréales qui a été touché, surtout après les effets néfastes de la pandémie de Covid-19, les perturbations relatives aux chaînes d'approvisionnement et la nouvelle période de sécheresse. Cependant, l'accord céréalier de la mer Noire de juillet 2022 a permis l'exportation de 24,3 millions de tonnes de céréales. La guerre en Ukraine a suscité une prise de conscience que n'avait pas réussi à provoquer la pandémie de Covid-19. Selon l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) la guerre a eu pour effet direct de mettre 10,7 millions de personnes en situation de faim chronique pour un total de 820 millions de cas (soit plus de 10% de la population mondiale, mais parfois 7, 4 ou 1,5 fois plus élevés respectivement au Soudan, en Syrie ou en Ethiopie). Pour David Beasley, directeur du PAM (Programme Alimentaire Mondial), le monde est toujours face à la pire crise alimentaire et humanitaire depuis la seconde guerre mondiale. Il y a bien eu une réaction de la Communauté internationale, mais elle a manqué de coordination.

Fin 2022, après le retrait annoncé de la Russie, l'accord sur « l'initiative céréalière de la Mer Noire » a été renouvelé, mettant ainsi en évidence la nécessité mondiale d'une telle opération. Moscou a même déclaré avoir gratuitement livré 500.000 tonnes de céréales aux pays en développement confrontés à une crise alimentaire. Selon l'ONU, 24,3 millions de tonnes de céréales (50% de maïs, 27% de blé et 5% d'huile de tournesol) ont pu transiter par la Mer Noire depuis les ports ukrainiens grâce à la mise en place de couloirs de navigation militarisés, au grand soulagement des pays du Moyen-Orient et d'Afrique qui dépendent de ce commerce pour leur propre sécurité alimentaire, à des coûts non spéculatifs. De fait, les principaux destinataires de ces exportations concernent la Chine, l'Espagne et la Turquie. Ils n'ont pas hésité, face aux risques de non approvisionnement, à constituer des réserves importantes de blé notamment. Cependant, dans l'accord, un tiers des exportations russes et ukrainiennes doivent être dirigées vers les pays en grande dépendance alimentaire et vers les pays en développement (notamment 30 % du blé exporté).

Cependant, l'augmentation de l'offre de céréales a favorisé la stagnation, voire la réduction, des prix fondamentalement volatils, ce qui profite, ceteris paribus, à tous les importateurs. Aujourd'hui, près du quart des terres agricoles sont occupées par l'armée russe, ce qui devrait conduire à une réduction d'au moins un tiers de la production de l'Ukraine et de 15% de ses exportations. Selon les experts, la situation devrait d'ailleurs s'aggraver en 2024. En revanche, l'agriculture russe profite de cette situation avec une croissance de la production de l'ordre de 25% en 2023. Dans ce contexte, de nombreuses voix s'expriment pour améliorer la sécurité alimentaire mondiale, en constituant éventuellement des alliances ou des accords de nécessité.

En mars 2023, Moscou a accepté de prolonger l'accord sur les exportations céréalières ukrainienne pour 60 jours seulement, soit moitié moins de temps qu'en 2022 avec 120 jours de fonctionnement. Kiev fait aujourd'hui appel à l'ONU et à la Turquie, les deux principaux initiateurs de « l'initiative céréalière de la Mer Noire » pour prolonger cette période. Moscou considère que l'effort doit être fait par chacun des pays directement ou indirectement concernés par le conflit et elle réclame le dégel des sanctions qui lui sont appliquées, notamment sur les paiements bancaires, les opérations financières, la logistique des transports, l'approvisionnement en ammoniac de l'oléoduc Togliatti-Odessa et surtout le respect de l'accord triennal avec l'ONU concernant ses exportations d'engrais non concernées par les sanctions imposées par les pays occidentaux. Au fond, le gouvernement russe met en évidence le bon fonctionnement de l'accord pour l'Ukraine, alors que de nombreux obstacles concernent toujours ses propres exportations agricoles et d'engrais.

La dépendance de ces productions aux engrais de synthèse pose problème, car les principaux fournisseurs de l'Ukraine dans ce domaine sont la Russie et la Biélorussie, mais leurs prix ont considérablement augmenté, malgré l'absence de

sanctions occidentales sur tous les produits liés à l'agriculture. De fait, il s'agit non seulement d'intervenir rapidement, encore faut-il être en mesure de diversifier les sources d'approvisionnement des pays les plus pauvres, de réduire la dépendance aux engrais de synthèse, d'améliorer la stabilité des marchés, dans une perspective de durabilité et d'équité. Les pays les plus dépendants comme l'Égypte, la Turquie, l'Iran ou la Tunisie sont directement menacés, sans les exportations en provenance de la Mer noire. Certes, il y a un dilemme entre le court et le moyen terme concernant la production des engrais dont les effets sur l'environnement sont maintenant bien connus pour leur pollution. Il faudra se défaire de cette addiction, mais aujourd'hui, face à la faim dans le monde, il est difficile de s'engager brutalement sur le chemin de son interdiction, car la crise alimentaire empirerait.

Malheureusement, les effets morbides de la spéculation de certains acteurs, notamment des banques et des fonds d'investissement, provoquent des raretés volontairement entretenues à des fins spéculatives. Ces agissements devraient être légalement contrôlés par les instances internationales, surtout depuis que le libéralisme a montré ses limites en termes de pollution, d'inégalités ou de spéculations excessives. En 2022, les perturbations provoquées par l'opération spéciale n'ont concerné que 1% de la production mondiale de blé, mais les prix ont alors augmenté de 70% eu égard aux craintes que les spéculateurs ont entretenues à leur profit. La guerre en Ukraine a d'abord provoqué une hausse des cours considérable, suivi par un retournement de conjoncture liée à l'ouverture de la production céréalières à l'Union européenne. En mars 2023, la tonne de blé tendre s'échangeait à 250 euros, celle du maïs à 244 euros, niveaux sans doute inférieurs pour les céréalières européens à leurs coûts de production. Le marché du grain devient tout-à-coup insensible aux risques politiques, du fait d'une concurrence accrue entre les producteurs russes, ukrainiens et européens.

En 2023, les banques et les fonds d'investissement représentaient presque les trois quarts des opérateurs sur le marché du blé à Paris. Dans ce contexte, les turbulences bancaires interviennent sur tous les marchés, la spéculation est à l'écoute de toutes les informations politiques susceptibles de faire monter ou reculer les cours. Les nouveaux risques bancaires (Crédit suisse et Silicon Valley Bank en décomposition) favorisent la volatilité des cours, du fait des hausses des valeurs mobilières du pétrole et des taux d'intérêts directeurs. Dans ces circonstances, Bruxelles a proposé, dans le cadre de la PAC (Politique Agricole Commune) de financer les agriculteurs de Roumanie, de Pologne et de Bulgarie à hauteur de plus de 56 millions d'euros du fait de la déstabilisation produite par l'importance des importations céréalières et oléagineuses (sans droits de douane depuis 2022) en provenance d'Ukraine. La Commission permet aussi aux gouvernements de ces trois pays de soutenir, au niveau national, leur agriculture avec des subventions limitées au même montant car, malgré le manque d'eau, la production mondiale de céréales est prévue en forte augmentation.

Pourtant, au printemps 2023, cinq pays européens (Pologne et Hongrie, puis la Slovaquie, la Roumanie et la Bulgarie) ont décidé de protéger leurs productions nationales face aux importations de céréales et autres produits alimentaires ukrainiens (notamment le sucre, la viande, les fruits et légumes, le lait et les œufs). Les denrées alimentaires devraient se faire normalement depuis la mer Noire. Cependant Moscou ralentit le processus. Dans ce contexte, des « corridors de solidarité » ont été mis en place par l'Ukraine et l'Union européenne qui fait transiter les produits alimentaires destinés majoritairement vers les pays d'Afrique en Europe. Or, des tonnes de céréales destinées à l'exportation s'entassent en Pologne et en Hongrie en raison de problèmes logistiques. Evidemment, une partie de ces stocks disponibles s'échappent sur les marchés locaux, ce qui conduit à une baisse des prix. Les producteurs locaux sont alors directement impactés par cette concurrence et met leurs exploitations en péril. Les cinq pays ont demandé à la Commission européenne un soutien financier pour leur agriculture. Normalement, ces Etats ont pris une décision qui est plutôt du ressort de l'Union européenne, surtout après une première aide de l'ordre de 56 millions d'euros. Un deuxième soutien financier a été demandé et obtenu, de l'ordre de 100 millions d'euros, en plus des mesures d'urgence prévues, notamment le contrôle des stocks alimentaires à fournir aux pays d'Asie et d'Afrique jusqu'aux frontières, pour éviter cette concurrence a priori induite. A la Bourse des céréales à Paris, le maïs se vend deux fois plus cher qu'à Budapest. La décision du gouvernement hongrois ne fait pas que des heureux à l'intérieur du même pays, notamment auprès des éleveurs pour lesquels les prix sont favorables, mais à plus long terme la filière céréalière nationale serait anéantie, avec des prix du maïs seraient alors inférieurs aux coûts de production des paysans locaux.

Fin mars 2023 la Russie menace de se retirer du marché international du blé (un million de tonnes par jour) et du tournesol en vue de créer de nouvelles réserves nationales de 3 à 10 millions de tonnes, ce qui a provoqué une hausse importante et conjoncturelle des cours. Moscou veut imposer un prix minimum à l'exportation, ce qui pourrait remettre en cause les exportations ukrainiennes lesquelles n'ont été validées que pour 3 mois, contre 6 mois en 2022. Du fait du poids de la taxe à l'exportation (50 dollars par tonne), les agriculteurs nationaux russes sont à la limite de leur rentabilité et envisagent de réduire leurs surfaces cultivées. Les informations officielles peuvent n'être qu'une manifestation d'une volonté de manipulation russe des prix, pour satisfaire leurs exportateurs.

L'insécurité alimentaire va de nouveau se poser en 2023, en fonction des évolutions de la guerre en Ukraine, de l'essor des inégalités croissantes entre les pays face à l'alimentation et des actions à entreprendre pour lutter contre le réchauffement climatique. Aucune réponse systémique n'a été apportée aujourd'hui, alors que 10% de la population mondiale souffre quotidiennement de la faim et que 3 milliards d'individus subissent la loi de l'insécurité alimentaire, en quantité et en qualité sanitaire. La pauvreté augmente, en particulier dans les

pays riches. Sans une action systémique mondiale, la faim ou l'insécurité alimentaire redeviendront pour les plus pauvres des classes moyennes une réalité quotidienne, même dans les pays développés.

Des conflits d'intérêts économiques contradictoires

L'économie mondiale est directement affectée par la guerre en Ukraine. La guerre commerciale des grandes puissances semble devoir être enclenchée avec la fin de la « mondialisation heureuse » qui a provoqué suffisamment de dégâts dans les conflits entre les Nations. Les Etats-Unis utilisent souvent les sanctions économiques contre les pays qui menacent sa suprématie et qui entrent dans la catégorie des « rogues states ». Avec la guerre en Ukraine, les offres d'énergies fossiles, de céréales, de fertilisants ou de matières premières sont réduites, ce qui conduit à une augmentation des prix mondiaux (et une baisse du pouvoir d'achat des consommateurs), dans une situation d'inflation provoquées par la rareté relative des biens en situation de demande globale croissante. Dans ces conditions, les risques d'une stagflation durable apparaissent dorénavant élevés, avec la hausse rapide des déficits budgétaires et les pertes d'emplois.

Jusqu'en 2020, l'Union européenne considérait que la Russie avait au moins autant besoin d'elle qu'elle n'avait besoin de la Russie, eu égard à l'abondance et au faible coût du gaz russe. Avec l'intervention de l'armée russe en Ukraine, c'est tout le logiciel de ces échanges économiques qui a été remis en question, quasiment du jour au lendemain, même si Berlin a attendu quelque peu pour admettre qu'il fallait aussi intégrer la dimension économique des hydrocarbures dans la résistance à l'invasion de l'Ukraine. Malgré les turbulences, l'Union européenne s'est ressoudée, au moins sur la question ukrainienne, et elle s'est engagée dans une aide militaire jamais démentie, partiellement sous la bannière de l'OTAN, laquelle, a été revigorée par le conflit au point de recevoir les candidatures d'adhésion de Stockholm et de Helsinki. Après le feu vert donné par la Hongrie et la Turquie fin mars 2023, la Finlande, pays de 5,5 millions d'habitants et possédant une frontière longue de plus de 1300 kilomètres avec la Russie, vient d'obtenir un vote positif des 30 membres de l'Alliance atlantique. L'entrée effective de la Finlande dans l'OTAN est actée. Cette décision constitue un échec diplomatique d'importance pour Moscou, d'autant que les entreprises finlandaises ont déjà, pour des raisons de sécurité, décidé de ne plus commercer avec la Russie.

Cependant, au bout d'un an de conflit larvé avec la Russie, l'Union européenne souffre de stagflation, avec une croissance globalement nulle et une inflation croissante qui s'inscrit dans la durée. Elle a dû surmonter plusieurs chocs économiques importants, mais les principaux risques de crise économique profonde ont été évités, notamment grâce à une conjoncture hivernale plutôt bienveillante et à la baisse de la consommation. La flexibilité de l'économie

européenne a souvent été sous-estimée, sur une période d'une année, même si elle a subi une perte non négligeable de sa compétitivité internationale. Pour la France, le coût supplémentaire de la hausse des prix des importations d'hydrocarbure représenteraient 2,5% du PIB alors qu'en même temps il lui faudra amorcer une lutte déterminée contre le réchauffement climatique.

De manière surprenante, le secteur nucléaire français maintient ses relations économiques et technologiques avec la Russie (Cessac, Mouterde 2023). Même si le gouvernement français estime que l'uranium naturel ne provient pas des mines russes et si la France dispose des capacités d'enrichissement de l'uranium suffisantes au niveau national, un rapport de Greenpeace du 11 mars 2023 témoigne des liens étroits entre Rosatom, une entreprise publique russe spécialisée dans le secteur de l'énergie nucléaire et la filière nucléaire française. L'entreprise russe assure le transport d'une grande partie de l'uranium naturel du Kazakhstan et d'Ouzbékistan jusqu'au port de Saint-Pétersbourg qui représente 40% de l'uranium importé en France. Certes, il existe une autre voie transcaucasienne de transport, mais elle est à la fois moins directe et plus facilement engorgée. Les informations dites stratégiques restent confidentielles, mais l'influence de la Russie et de Rosatom sur l'économie française de l'énergie est toujours aussi forte. De surcroît, la France importe de l'uranium enrichi, le tiers de ce qui est nécessaire aux centrales nucléaires françaises, toujours par le canal de Rosatom.

Greenpeace dénonce « l'opacité de la filière nucléaire française ». Au moment où Paris souhaite relancer l'énergie nucléaire pour réduire sa dépendance aux hydrocarbures et à la Russie, il est important de connaître l'origine de l'uranium utilisé. Pour le gouvernement français, un boycott de l'uranium russe n'aurait quasiment aucun impact sur l'économie russe, alors même qu'il conduirait à une augmentation sensible des coûts de la filière. En outre, d'un point de vue stratégique, ces importations sont substituables, mais leur boycott poserait plus de problèmes aux boycotteurs français qu'aux boycottés russes. Ce qui n'est évidemment pas le résultat attendu d'une sanction proposée par le boycott sectoriel. Paris est tellement convaincu de son indépendance qu'il négocie avec Rosatom la vente de 20% du capital de GEAST qui fabrique la turbine Arabelle, EDF disposant du capital restant.

Dans ce contexte, les conflits économiques se développent entre les Etats et les armes économiques sont alors utilisées selon des stratégies qui pourraient s'apparenter à long terme à des stratégies militaires, dont les résultats ne sont d'ailleurs pas toujours ceux attendus. Depuis un siècle, surtout depuis l'émergence de l'arme nucléaire, les Etats ou groupes d'Etats alliés ont souvent eu recours à l'arme économique pour des raisons diverses, qui vont du soutien aux peuples opprimés ou à opprimer, au non-respect des droits de l'homme, à la prédation, à la recherche de puissance, à la lutte contre les autocraties (ou à l'inverse contre les démocraties) ou au combat international contre le terrorisme.

La guerre économique fonctionne seulement si les pays alliés disposent d'un quasi-monopole de biens et services essentiels au développement économique du pays ciblé. Elle réussit si le gouvernement contre lequel l'arme économique est utilisée est alors contesté de l'intérieur de ce pays par les citoyens. En règle générale, c'est dans le long terme, voire le très long terme, que les sanctions conduisent l'Etat incriminé à céder devant « le plus fort », après des dégâts économiques et sociaux considérables. Dans le cas de la Russie, les mesures de rétorsion affaiblissent le pouvoir et l'économie russes et elles réduisent la capacité de financement des opérations militaires et des investissements publics, mais il faudra beaucoup plus de temps pour qu'elles conduisent à la cessation des hostilités.

Pour Olivier Blanchard (2022), la tentation du protectionnisme industriel peut coûter cher aussi bien aux pays industrialisés qu'aux pays émergents et aux Pays les moins avancés (PMA). Avec les sanctions réciproques entre les pays et le non-respect des règles de l'OMC, la plupart des pays sont ou vont entrer en récession, surtout si les mesures mercantilistes des grandes puissances économiques et militaires venaient à s'imposer. Les Etats-Unis s'attaquent aujourd'hui au multilatéralisme de l'OMC, dont on ne sait pas encore s'il est vraiment en « mort cérébrale » ou en « coma bureaucratique » auprès d'un médecin américain qui en profite personnellement pour engager des mesures économiques déloyales sans craindre des mesures de rétorsion généralisées. Le mondialisme sécuritaire est en marche et l'Union européenne, dont les bases idéologiques restent naïvement le libre-échange, a beaucoup de difficulté à engager un protectionnisme sans lequel ses industries risquent de se développer dans d'autres lieux plus accueillants. Si la crise en venait à croître, une réforme profonde de l'Union européenne deviendrait nécessaire, avec peut-être une séparation entre les pays d'Europe du Nord et ceux du Sud. Aujourd'hui, l'histoire quasi pacifique de l'Europe constitue un ciment qui risque de s'effriter rapidement face aux intérêts nationaux, aux structures économiques divergentes et aux idéologies économiques hétérogènes des pays membres.

Le pouvoir d'achat des consommateurs européens baisse substantiellement, l'incertitude liée aux conflits de toute nature entre les Etats n'est pas un facteur favorable à l'investissement privé et les prix de l'énergie sont en tension dans une spirale spéculative. La boucle prix-salaire peut conduire à une accélération de l'inflation. Evidemment, d'autres politiques pourraient être conduites concernant la réduction de la dette, comme l'instauration d'une taxe carbone fondée sur la règle de la progressivité (en vue aussi de réduire les inégalités croissantes) ou/et d'une taxe exceptionnelle (et donc non récurrente) sur les superprofits, mais les gouvernements du monde entier sont souvent issus des classes aisées, celles-là même qui préfèrent soutenir le « mérite » de l'entrepreneur aux « souffrances » de la classe des travailleurs jugés très souvent comme trop revendicatifs. De même, une action destinée à réduire la consommation énergétique en prenant des

mesures drastiques de contrôle peut être engagée. La politique budgétaire doit être « responsable », au sens écologique et humanitaire, surtout en période de changement d'ère imposé par les contraintes écologiques, guerrières et climatiques.

Au printemps 2023, les banques centrales sont conduites à augmenter les taux d'intérêt pour ralentir les effets pervers de l'inflation. C'est aux Etats-Unis que cette hausse est la plus forte, ce qui oblige la Fed à doubler ses taux directeurs. En Europe, et notamment en France, les Etats se sont endettés, en restant au niveau rationnel de la soutenabilité, mais les coûts croissants de la dette peuvent rapidement contraindre à une réduction des dépenses publiques essentielles à la population, comme les infrastructures, la sécurité sociale, les retraites, la sécurité intérieure, la santé et l'éducation, la lutte contre le réchauffement climatique, voire les budgets militaires. Cependant, il faut rappeler que les générations futures représentent déjà une part importante de la population d'un pays, souvent classée économiquement parmi les oisifs. En supposant que la crise ne soit pas combattue par l'endettement, les jeunes seraient aussi les premières victimes de la crise car ils sont déjà installés sur le bateau de la récession comme toutes les autres sphères de la population. En ne bénéficiant plus des dépenses d'éducation, de santé ou d'entrée dans le monde du travail nécessaires à leur insertion professionnelle, leur situation serait encore plus catastrophique sur le moyen et long terme. Dans les pays les moins avancés (PMA), un trop faible endettement de l'Etat est susceptible de plonger l'économie nationale dans une crise alimentaire et de santé mortifère.

Le risque d'une crise financière n'est pas à exclure, surtout avec les errements des fonds de pension et des cryptomonnaies. Si crise il y avait, les pays les plus pauvres seraient encore les plus grandes victimes, surtout pour ceux qui seraient endettés en dollars, avec la hausse des taux d'intérêt américains. Les subventions publiques américaines accordées aux entreprises pour retourner s'installer outre-Atlantique sont inquiétantes, elles constituent un premier coup de semonce avant une guerre commerciale généralisée. Tous les pays qui ont fait le pari de la globalisation libérale de l'économie seraient alors trahies par le pays qui les a incitées à engager ce pari. En réponse, la dédollarisation du système international est potentiellement importante dans le système financier internationale.

Aujourd'hui, l'Arabie Saoudite accepte le yuan à la Chine en paiement de ses ventes de pétrole, alors que l'Iran vend son pétrole en euros. Les compagnies de pétrole non américaines envisagent une stratégie de réduction de leur dépendance en dollars. L'Australie, l'Union européenne, l'Inde, le Venezuela et la Russie leur emboîtent le pas dans certaines circonstances. Aujourd'hui, la masse monétaire de la Chine est probablement supérieure à celle des dollars et l'endettement chinois est équivalent à celui des Etats-Unis. Comme elle satisfaisait les critères imposés par le FMI (importance du commerce international et monnaie « librement utilisable », valorisée sur un marché de change) le renminbi fait dorénavant partie des monnaies de réserve, inclus dans le panier de réserve des

DTS (avec l'euro, le dollar, le yen et la livre). En 2022, le poids du dollar dans les DTS a augmenté (43,38%) ainsi que celui du yuan (12,28%) au détriment des trois autres monnaies. Les sanctions internationales des pays occidentaux inquiètent les pays non occidentaux, ils redoutent d'être à l'avenir concernés par elles, notamment par le gel de leurs avoirs à l'étranger, lorsque leurs actions politiques ne seront pas agréées par les Etats-Unis. Dans ces conditions, la création d'un système monétaire alternatif est en discussion, en vue d'instituer un nouvel ordre économique international.

La Chine qui recycle ses excédents commerciaux avec les Etats-Unis commence à organiser une stratégie de déstabilisation politique du dollar. Si la société SWIFT, surveillée par le Département du Trésor américain sur le réseau des transferts financiers, est aujourd'hui interdite d'utilisation à la Russie du fait des sanctions occidentales, la Chine peut l'aider à dépasser cette contrainte internationale en lui ouvrant l'application « China International Payments System (CIPS) qui offre des services de compensation et de règlements selon des modalités similaires à celles de SWIFT. Il fonctionne en Chine et offre des possibilités d'accès aux pays étrangers. Dans ce cadre, Pékin fédère les mécontents de l'hégémonie du dollar, notamment au sein des BRICS dont le PIB cumulé dépasse d'au moins 30% celui des Etats-Unis, et il souhaite s'affranchir à court terme du rôle prépondérant du dollar, notamment dans les relations bilatérales, comme c'est déjà partiellement le cas avec Russie et plusieurs pays d'Afrique et du Moyen-Orient.

La guerre en Ukraine n'est généralement pas soutenue par les alliés du BRICS, mais les actions militaires des Etats-Unis en Irak ou en Afghanistan n'ont pas non plus reçu un accueil positif des pays du Moyen-Orient, d'Afrique ou d'Asie. Nombre de ces pays souhaitent rejoindre les BRICS, organisation qui a créé une nouvelle Banque de Développement, en vue à la fois d'accroître les relations économiques entre ses membres pour les financements de projets économiques et d'infrastructures mais aussi pour créer une monnaie internationale spécifique fonctionnant comme une « réserve de devises » afin de lutter contre les chocs financiers mondiaux. Le yuan se propose implicitement de devenir le pilier du système, d'autant plus que la Banque de Chine dispose d'une importante réserve d'or prouvée issue en grande partie de sa propre production. Or, l'or reste toujours, pour de nombreux pays, malgré sa démonétisation internationale décidée par les Etats-Unis, un instrument de réserve de valeur toujours aussi recherché.

L'importance du rôle du dollar commence à être contesté. Il fait l'objet d'une lente dépréciation de sa valeur du fait d'une demande en baisse, mais aussi de sa politique dite du « benign neglect » (le dollar c'est notre monnaie nationale, c'est aussi votre problème) et de la réduction du marché des pétrodollars. Avec l'inflation et la hausse des taux d'intérêt, le déficit budgétaire américain croît, alors qu'il est financé par le recyclage des pétrodollars et les achats de titres du Trésor américain, soit plusieurs trillions de dollars détenus par des ressortissants

étrangers. Une hausse des taux d'intérêt augmente la charge de l'endettement et conduit à un désengagement des investisseurs étrangers. Le gouvernement américain a toujours accepté la baisse de la valeur du dollar ; plutôt que d'augmenter le taux d'intérêt. Dans ce cas, les « balances-dollars » et le marché des pétrodollars seront sévèrement impactés produisant des pertes de valeur considérables pour les Banques centrales ou les Etats qui en disposent dans leurs réserves.

Aujourd'hui, si les pays développés s'interrogent sur les conséquences à long terme de la hausse des taux d'intérêt, les pays les moins développés se trouvent dans une situation potentielle de paupérisation angoissante. La guerre en Ukraine qui a suivi la pandémie de Covid-19, la crise alimentaire qui en a résulté, la croissance des inégalités économique et sociales du développement dans des pays fortement endettés font le lit d'une crise économique mondiale favorable à la multiplication des conflits dans le monde. Le surendettement concerne au moins une cinquantaine de pays « en développement » et, selon le PNUD, au moins 25 pays du groupe PMA (Pays les Moins avancés) utilisent 20% de leur budget national pour payer les seuls intérêts de la dette. Or, l'inflation fait monter les taux d'intérêt et épuise les finances des pays pauvres, structurellement endettés. Dans ce cadre, la dette des PMA (3% de la dette mondiale mais 40% des pauvres dans le monde) dépasse 50 milliards de dollars en 2022 (soit 4 fois plus qu'en 2012), et des défauts de paiement en chaîne sont à craindre. Le système financier mondial ne s'intéresse qu'à la gestion optimale des fonds et dans ce contexte, face à l'instabilité des économies les plus pauvres, il valorise les risques de leurs prêts à des montants usuriers. L'insécurité alimentaire concerne directement près de 400 millions de personnes réparties dans 80 pays. Le salaire moyen des citoyens des PMA est 50 fois moins élevé que celui des citoyens américains.

L'ONU dénonce les taux d'intérêt prédateurs appliqués par les pays les plus riches aux pays les plus pauvres, alors que depuis 2020 le G20 avait décidé d'une restructuration de la dette des PMA, toujours sans résultat en mars 2023. Plusieurs pays, notamment africains, comme le Mali, le Burkina Faso, le Ghana et surtout le Nigeria ont reculé d'une ou deux décennies sous le joug des attaques jihadistes, de l'instabilité de la gouvernance, de la corruption, mais aussi de l'exploitation toujours aussi avérés des forces économiques (banques, firmes multinationales, fonds d'investissement) des pays développés. Les remboursements des prêts ont un fort impact sur les réserves en devises alors que la hausse des prix augmente la facture des importations, notamment d'hydrocarbures.

En ouverture du Sommet des Pays les Moins Avancés (PMA) à Doha, Antonio Guterres, Secrétaire général de l'ONU, a souligné que le système économique mis en place bénéficie aux seuls pays riches, qui profitent toujours d'une injustice historique et d'un comportement égoïste en toutes occasions, le dernier s'étant manifesté lors de la lutte contre le Covid-19. Il demande aux pays développés une aide de 500 milliards de dollars par an pour les pays les plus pauvres coincés

dans le cercle vicieux de l'héritage d'une pauvreté qui ne permet jamais la réforme de leur économie nationale, dont les richesses sont accaparées par les firmes multinationales, sans retour sur les investissements intérieurs, la mise en œuvre de systèmes de santé et d'éducation efficaces et la lutte contre l'émigration des jeunes et des cerveaux. Les pays riches n'ont pas tenu leur promesse d'affecter entre 0,15 et 0,20% de leur PIB aux PMA et l'invasion russe en Ukraine conduit à la fois à une augmentation des dépenses militaires et à une réduction de la disponibilité des denrées alimentaires. Enfin, face à la catastrophe climatique qui s'annonce, les principales victimes à venir sont aussi ceux qui ont le moins participé à l'empoisonnement des pollutions fondamentales et au réchauffement de la planète.

La Banque mondiale a (ou devrait avoir) un rôle essentiel pour le financement des pays à faible ou moyen revenu. Pour Larry Summers (2022), elle devrait favoriser les investissements nécessaires à un développement mondial soutenable. Mais l'effort financier de cette institution n'est aujourd'hui pas suffisant, eu égard à ses activités d'avant la crise et avant les politiques de reconstruction qu'il faudra engager après la guerre en Ukraine. Aujourd'hui, les pays développés souhaitent que les questions climatiques soient au cœur des nouveaux financements pour les emprunteurs, avec une recherche de neutralité carbone d'ici à 2050, pour un effort estimé sur toute cette période à 125.000 milliards de dollars, auquel devront participer toutes les banques multinationales de développement à hauteur de 600 à 1000 milliards de dollars par an. Les PMA contestent cette orientation en considérant qu'ils sont plutôt les principales victimes d'un réchauffement climatique sans en être les coupables, alors qu'elles souffrent déjà des tornades ou de la désertification de leurs terres arables. Le climat n'est pas leur objectif prioritaire au contraire de l'alimentation et de la sécurité. Les PMA estiment que face aux catastrophes naturelles liées au réchauffement climatique, ils ont peu de moyens pour y faire face, qu'ils ne sont pas aidés par les pollueurs des dégâts provoqués dans leurs pays, alors qu'on leur demande effrontément de faire un effort particulier pour la planète.

Des échanges internationaux devenus problématiques. L'Europe à l'heure des choix

Depuis, la confiance dans les échanges internationaux s'est peu à peu érodée avec l'inquiétude latente sur les marchés financiers internationaux d'une nouvelle crise, de l'essor des tensions entre les Etats-Unis de Donald Trump et la Chine, la déliquescence de l'Organisation Mondiale du Commerce, les raretés des consommations intermédiaires (puces électroniques ou matières premières) ou finales (masques ou médicaments) essentielles pendant la crise du Covid-19, et les risques accusés de dépendance des chaînes logistiques. Dans ce contexte, les Etats-Unis ont déjà engagé une stratégie commerciale, en engageant fermement une politique industrielle avec plusieurs projets clairement protectionnistes.

L'Europe a plus de difficulté à prendre le même chemin, compte tenu à la fois de sa croyance naïve dans les bienfaits de la concurrence et dans le morcellement des prises de décision. En outre, largement endettée, elle doit faire face à la hausse des taux d'intérêt au moment où il faudrait, pour la France par exemple, augmenter les dépenses concernant les infrastructures, la défense nationale, la santé et l'éducation.

Depuis, la confiance dans les échanges internationaux s'est peu à peu érodée avec l'inquiétude latente sur les marchés financiers internationaux d'une nouvelle crise, de l'essor des tensions entre les États-Unis de Donald Trump et la Chine, la déliquescence de l'Organisation Mondiale du Commerce, les raretés des consommations intermédiaires (puces électroniques ou matières premières) ou finales (masques ou médicaments) essentielles pendant la crise du Covid-19, et les risques accusés de dépendance des chaînes logistiques. Dans ce contexte, les États-Unis ont déjà adopté leur stratégie de bataille commerciale, en engageant fermement une politique industrielle avec plusieurs projets clairement protectionnistes. L'Europe a plus de difficulté à prendre le même chemin, compte tenu à la fois de sa croyance naïve dans les bienfaits de la concurrence et dans le morcellement des prises de décision. En outre, largement endettée, elle doit faire face à la hausse des taux d'intérêt au moment où il faudrait, pour la France par exemple, augmenter les dépenses d'infrastructures, de défense nationale, de santé et d'éducation.

La guerre en Ukraine va lourdement grever l'avenir économique et social de l'Europe. La plupart des décisions financières toucheront différemment les citoyens et sont susceptibles de créer des manifestations de colère sociale, comme on a pu le constater pour la réforme des retraites en France. Cependant, la crise du Covid-19 et la guerre en Ukraine donnent aujourd'hui de l'espoir à la réindustrialisation de ce pays, à condition que l'État poursuive son soutien aux filières émergentes (énergies renouvelables, nucléaire, batteries, composants électroniques, technologies de pointe, etc.), dans le cadre du plan de relance. La réindustrialisation est aujourd'hui possible, dans une conjoncture économique qui, avant le combat contre la réforme des retraites, avait permis une encourageante réduction de la dette publique en pourcentage d'un PIB. Il existe cependant un bémol sur cette question, à savoir la hausse des taux d'intérêt susceptible de réduire le potentiel de financement des industries innovantes.

Le Plan France 2030, engagé en octobre 2021, concerne principalement la transition environnementale, l'énergie, les transports, l'alimentation, le secteur spatial et la santé, en vue d'améliorer la qualité de vie et de la maîtrise technologique du pays. Un fort soutien est apporté au développement des start-up et aux champions (encore en construction) de la nouvelle économie avec un effort financier particulier (6 milliards d'euros) en faveur de l'électronique, des semi-conducteurs et de la robotique, dominés par les pays asiatiques, mais aussi de la mobilité dans les secteurs de l'automobile et de l'aéronautique. Il s'agit aussi

d'investir dans les nouvelles orientations de l'économie mondiale, autour de l'intelligence artificielle, du domaine quantique et de la 5G, en intégrant, à chaque étape, le souci de la décarbonation de l'économie et le souci de la souveraineté nationale et européenne dans les secteurs stratégiques de l'énergie nucléaire, des terres rares (lithium, cobalt, graphite et recyclage), du bois ou des alternatives au plastique. L'enjeu de la France consiste surtout à développer des niches plutôt que des marchés de consommation de masse, dans le cadre d'une compétition qui donne la place à ceux qui disposent d'avantages comparatifs supérieurs.

Les Etats s'engagent désormais dans la course au développement économique fondé sur un changement de paradigme imposé par le réchauffement climatique, mais aussi par les ruptures des chaînes de production qui se sont accrues depuis la crise de la pandémie Covid-19 et, aujourd'hui, la guerre en Ukraine. Face à l'Inflation Reduction Act (IRA), les Etats devront se doter aussi d'instruments comparables, en vue de limiter le choix des entreprises pour la localisation de leurs industries de pointe vers les Etats-Unis ou de réduire les délocalisations. Il n'y a pas d'égalité commerciale si d'un côté Washington attribue des aides publiques aux entreprises à condition qu'elles s'installent durablement sur le sol américain, alors que dans le même temps le marché européen reste grand ouvert aux exportations outre atlantique. L'Europe doit donc aussi développer une réponse pour lutter contre les clauses de « préférence nationale » du gouvernement américain qui pourraient inciter les entreprises européennes à localiser leur production aux Etats-Unis, bénéficiant en outre de prix de l'énergie moins élevés. La mise en place d'un « Buy European Act », à l'ordre du jour, n'est cependant pas vraiment mis en place eu égard aux intérêts divergents des Etats Membres et du lobbying des firmes multinationales.

Dans le logiciel préalable à la guerre en Ukraine, l'Europe avait enfin lancé un « Pacte Vert » fondé sur le gaz russe, qui devait se substituer au fioul et au charbon, avant de se tourner vers l'hydrogène et le stockage de l'électricité. Aujourd'hui, l'Europe a un choix qui consiste à accélérer la mise en place de ce plan, mais à court terme elle conserve ces énergies polluantes du charbon pour éviter une crise économique majeure. Les coûts de la transition ont explosé pour l'Union européenne. Le coût de l'énergie pour les usages industriels n'est pas compétitif par rapport à celui de leurs concurrents américains, ce qui réduit d'autant sa compétitivité aussi bien sur les marchés intérieurs qu'internationaux. Avec la politique keynésienne de l'Inflation Reduction Act (IRA), qui complète les lois sur l'infrastructures et les semi-conducteurs (Chips), le protectionnisme américain s'applique, sur la base de subventions publiques, à une stratégie climatique qui n'impose aucune contrainte directe au secteur privé concernant notamment les énergies fossiles, la fiscalité carbone ou de nouvelles réglementations imposées. Il s'agit d'inciter, par des allocations publiques, les firmes à agir en faveur du développement de nouvelles technologies « vertes ». Le fait d'exiger que ces nouvelles productions se déroulent sur le territoire

américain pour bénéficier des aides de l'IRA constitue une violation directe des règles que les Etats-Unis avaient imposées à la création du GATT, puis à l'Organisation Mondiale du Commerce. L'Union européenne a menacé les Etats-Unis d'un contentieux devant l'OMC, sans aucune chance de réussite eu égard à l'incapacité institutionnelle de cette organisation internationale de prendre une décision, faute de juges.

Dans ce contexte, l'Union européenne se trouve de nouveau sinon marginalisée, au moins menacée. Plusieurs solutions s'offrent à Bruxelles. D'abord, elle pourrait d'abord convaincre les Etats-Unis de reconnaître les liens économiques transatlantiques privilégiés en permettant aux firmes européennes d'être admissible à ces subventions, selon des modalités à définir. Un refus de Washington conduirait probablement l'ensemble des acteurs économiques à considérer la déchéance du système multilatéral de libre-échange engagé depuis la fin de la dernière guerre mondiale. Ensuite, elle pourrait elle-même s'engager dans un vaste programme d'aides publiques pour faire face à celui des Etats-Unis. Cette stratégie détruirait tout ce qui reste de l'organisation du libre-échange dans le monde, tout en n'améliorant pas, au moins à court terme, la perte de compétitivité des économies nationales par rapport aux Etats-Unis.

Enfin, elle pourrait recourir à de grands emprunts collectifs en vue d'engager un Plan Vert qui serait efficace, tout en laissant les Etats s'engager eux-mêmes dans des opérations de politique industrielle fondées sur les questions environnementales et énergétiques. L'IRA est plutôt une bonne nouvelle pour lutter contre le réchauffement climatique et contre les émissions de gaz à effets de serre, tout en transformant l'économie politique des Etats-Unis avec l'effort particulier consacré aux énergies renouvelables. L'Europe doit s'inspirer de ce mouvement. Ces subventions ne seront donc pas inefficaces pour les générations à venir, il faut maintenant investir massivement en faveur de la lutte contre les gaz à effet de serre comme facteur de développement économique soutenable.

Du fait des difficultés inhérentes au fonctionnement d'une Europe qui se refuse toujours au fédéralisme, plusieurs actions pourraient être entreprises que les effets de la guerre en Ukraine pourraient rendre plus opérationnelles ou urgentes. La question de la création d'une dette commune a souvent été évoquée, notamment lors de la pandémie de Covid-19. Or, les traités obligent l'Union européenne à présenter un budget à l'équilibre. Plusieurs pays y sont opposés selon des degrés de conviction différents, notamment les pays du Nord de l'Europe (Pays-Bas, Danemark, Autriche, Suède, notamment), Allemagne plus ou moins comprise. Si cette proposition était acceptée, la création d'impôts européens seraient alors considérée, notamment avec les taxes environnementales (taxe carbone, taxe plastiques, droit d'émission CO2 ou impôt spécifique sur les grands entreprises). Cette question fait l'objet des mêmes débats, lesquels seront sans doute évolutifs en fonction des implications géopolitiques et économiques de la guerre en Ukraine. Plusieurs autres questions seront posées, comme c'est aussi le cas aux

Etats-Unis, concernant le pragmatisme d'une politique industrielle, ainsi que l'essor des aides sécuritaires ciblées.

L'Union européenne et les gouvernements des pays membres sont intervenus pour réduire la facture d'énergie des consommateurs, ce qui a accru l'endettement des Etats et la richesse des producteurs et exportateurs d'hydrocarbures. La révolution « énergétique » vers les énergies renouvelables est nécessaire, mais aujourd'hui le marché des batteries, central dans ce contexte, est largement dominé par la Chine, laquelle a des exigences territoriales et de puissance qui peuvent constituer, à terme, des embryons de menace de guerre économique contre une Europe non alignée ou réfractaire.

A cet égard, la Chine achète les mines dans le monde entier, sans égard pour les populations locales, ce qui pourrait aussi, à terme dévaloriser le « soft power » qu'elle exerce sur les pays africains. Selon l'Agence internationale de l'Energie, la production de cobalt de la RDC représente 80% de la production mondiale. En République Démocratique du Congo, la production de cobalt nécessaire à la fabrication des batteries électroniques est assurée par des compagnies chinoises. Dans la capitale du cobalt » à Kolwezi, 250.000 personnes (dont 40.000 enfants) vivent dans les conditions de travail et d'existence misérables, autour de mines mises sous la protection de l'armée congolaise. Cette production essentielle à la lutte contre le réchauffement climatique ne profite guère aux autochtones, dont les trois-quarts de la population vivent en-dessous du seuil africain de la pauvreté (Amnesty International, 2018). Les concessions minières ont été vendues à de faibles prix et sans doute dans le cadre de corruptions dans les plus hautes sphères de l'Etat.

Washington, qui peut faire face à une action similaire à son encontre compte tenu de son indépendance énergétique potentielle, l'a bien compris en s'engageant dans la production subventionnée de semi-conducteurs. L'Europe réagit dans le même sens, comme si elle avait encore à se justifier au regard des actions décomplexées de Washington, alors qu'elle est dépendante dans ce secteur à 90% de sa demande, dont 60% pour Taïwan, pays hautement fragilisé par les revendications nationalistes de la Chine.

Dans le même temps, les usines américaines soutenues par Washington vont essayer d'élargir leur marché des puces vers l'Europe, ce qui rend cette compétition entre alliés compliquée et nécessitera sans doute de nouvelles mesures protectionnistes. L'innovation et les financements dédiés seront au cœur de cette compétition inévitable, pour éviter la dépendance sécuritaire de toute l'économie industrielle européenne. Il n'est pas certain que tous les acteurs soient conscients de l'importance d'une telle modification de logiciel dans la concurrence internationale. La question est plutôt de savoir si ce financement sera d'abord celui de l'Union européenne ou si les Etats ne s'engageront pas directement dans une politique industrielle adaptée à leurs propres besoins. Bruxelles souhaite construire des usines de grande taille (megafab) et de

nombreuses entreprises sont sur les rangs dès que les financements seront disponibles. La plupart des sociétés disponibles et compétentes dans ce secteur ne sont ni françaises, ni européennes, comme Samsung, TSMC ou Intel. De telles implantations concerneraient aussi le secteur pharmaceutique, les terres rares, l'hydrogène ou l'économie numérique innovante. Dans ces conditions, Bruxelles définirait des conditions précises à ces implantations concernant principalement les priorités d'approvisionnement et une limitation ordonnée des exportations en cas de crise. Plusieurs Etats, notamment l'Allemagne et les Pays-Bas, sont opposés à ces exigences, au regard des attentes de leurs propres partenaires commerciaux américains et chinois.

Face aux menaces des guerres hybrides et cybernétiques, le soutien des firmes européennes de grande dimension et à fort potentiel de développement économique et technologique semble impératif pour faire face à la compétition des firmes chinoises, japonaises ou américaines capables de détruire toute concurrence européenne dispersée, à moins d'accepter une dépendance sécuritaire particulièrement dangereuse, notamment dans l'économie numérique, comme la guerre en Ukraine le démontre chaque jour. Dans ce contexte, les Etats et la Commission européenne devraient modifier leur politique intransigeante défense du libre-échange et de la concurrence, en considérant que la création de « champions européens », sans doute avec l'aide capitaux publics, semble aujourd'hui un facteur de sécurité européenne. Il en va de l'indépendance d'une défense européenne qui ne peut pas toujours rester en situation de vassalité avec tous les combats des Etats-Unis. La recherche d'une autonomie stratégique de l'Europe semble indispensable et la Commission européenne s'est investie dans cette voie, l'Union européenne reste encore si ouverte aux nouvelles technologies qu'elle ne peut atteindre ses objectifs sans investir directement face aux concurrences déloyales d'une part, mais aussi pour reprendre une puissance industrielle qui lui a échappé.

Aujourd'hui, certains secteurs de l'économie ne devraient pas être excessivement dépendants des marchés internationaux, en particulier dans les secteurs de la défense, l'espace, l'économie numérique, la santé, les nouvelles sources d'énergie propre et renouvelable ou l'intelligence artificielle. L'Europe a mis en place un plan de relance solidaire de 750 milliards d'euros pour soutenir les économies nationales au moment de la crise pandémique, sur la base de projets en phase avec l'objectif de réduction des émissions de gaz à effets de serre et de neutralité climatique en 2050. La compétition économique inhérente au capitalisme et à l'économie de marché ne conduit pas à la paix. Chaque année, les investissements publics atteignent 2000 milliards de dollars en Europe, soit 15% du PIB. Il faut exiger une réciprocité aux firmes multinationales concernées par les marchés européens. L'Europe doit se débarrasser de l'idée d'un marché concurrentiel mondial pacifique qui ne correspond pas ou plus à la réalité des menaces de conflits économiques et militaires de ce monde. Soit l'Europe se

définit un avenir commun et solidaire, soit elle connaîtra d'autres soubresauts et crises comparables à celle du Brexit, un effondrement de ses valeurs démocratiques aussi bien par les menaces extérieures que par les soulèvements populaires de l'intérieur et des rapports de force défavorables dans l'évolution des relations internationales.

Dans le monde entier, les pensées mercantilistes, qui consistent notamment à fabriquer sur le sol national les productions centrales qui assurent à la fois la souveraineté et la croissance économique, reprennent une certaine popularité, notamment aux Etats-Unis avec le slogan MAGA (Make America Great Again) et « America first ». Clinton avait déjà esquissé cette position en 2000, en déclarant « pour exploiter pleinement les possibilités de notre économie, nous devons dépasser nos frontières et façonner la révolution qui fait tomber les barrières et construit de nouveaux réseaux [...]. Nous devons être au centre de tout réseau mondial" (Clinton, 2000). Il s'agit pour les gouvernements successifs des Etats-Unis de bénéficier de ses avantages scientifiques et technologiques pour renforcer à la fois les impératifs de sa propre sécurité nationale et de sa croissance économique.

La guerre en Ukraine exacerbe le conflit de puissance entre les Etats-Unis et la Chine

Depuis la fin de la dernière guerre mondiale, Washington s'est toujours présenté comme le défenseur du libre-échange et des valeurs d'un capitalisme dont il revendique le leadership économique (Fontanel, 2017, 2018), politique et militaire avec l'OTAN. Initiateur du GATT, puis de l'Organisation Mondiale du Commerce, les Etats-Unis, grands défenseurs du libre-échange dans les discours, ne l'appliquent concrètement que lorsque l'économie américaine est dominante. Le protectionnisme, sectoriel ou général, a toujours été instauré, sans vergogne, lorsque des nuages économiques s'annonçaient à leur horizon. Lorsque les importations chinoises sont devenues trop menaçantes pour l'économie américaine, Donald Trump n'a pas hésité à instaurer des droits de douane, à entreprendre une négociation musclée pour un rééquilibrage de la balance commerciale, allant même jusqu'à négocier des quantités spécifiées d'échange bilatéraux entre les deux pays, en opposition directe avec les directives de l'Organisation Mondiale du Commerce. Le MAGA (Make America Great Again), toujours défendu par Joe Biden à la suite de Donald Trump, met en évidence la recherche politique et économique américaine du leadership mondial.

Avec la crise internationale du Covid-19 et la guerre en Ukraine, Washington mesure aujourd'hui les difficultés de son économie à produire directement sur son territoire les biens industriels incluant les technologies essentielles du numérique. Cette dépendance constitue une faiblesse de moins en moins acceptable, alors que la Chine construit une puissance économique et stratégique de conquête du leadership mondial, sans les interrogations publiques sur l'orientation des politiques engagées que nécessitent une démocratie. Cependant, les Etats-Unis veulent à la fois reprendre leur autonomie sur toutes les productions stratégiques ayant une utilisation duale (militaire et civile), maintenir leur avance et leur puissance technologique en réactivant, sans l'exprimer clairement, le contrôle des exportations des technologies sensibles vers la Chine. Dans ce cadre, Washington contrevient aux principes de l'Organisation Mondiale du Commerce dont il a provoqué l'actuel coma artificiel.

Pour manifester la puissance de son « soft power », accru par son appartenance au BRICS, la Chine s'est placée au centre du dialogue diplomatique international. Elle propose un plan de paix entre la Russie et l'Ukraine dans le cadre d'une amitié prorusse revendiquée, elle utilise sa diplomatie pour rapprocher l'Arabie

Saoudite de l'Iran, deux pays en conflit religieux, mais aussi guerrier, notamment au Yémen et elle offre des opportunités d'échanges et d'investissements économiques en Afrique et dans le projet de la « route de la soie ». Dans ce contexte, l'organisation des BRICS (Brésil, Russie, Chine, Inde, Afrique du Sud) prend une importance croissante dans les relations internationales, au moins comme courroie de transmission d'une opposition de plus en plus affirmée contre la civilisation et le pouvoir occidentaux. Plusieurs pays sont d'ailleurs candidats à une adhésion à cette instance de dialogue qui s'entend surtout dans les stratégies communes face à Washington. C'est le cas de l'Indonésie, de l'Iran, de l'Arabie Saoudite, de l'Argentine, de l'Algérie et même du Mexique, ce qui constitue une victoire diplomatique pour les quatre fondateurs originels qui ont donné leur nom à l'acronyme, Afrique du Sud en complément. Un changement de paradigme international est souhaité et, du fait de l'importance économique et démographique des composantes du BRICS, il est devenu hautement probable, quelle que soit l'issue de la compétition pour le leadership politique, économique, mais aussi militaire, entre la Chine et les Etats-Unis.

L'Organisation de coopération de Shanghaï créée en 2001 par la Chine, la Russie, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Kirghizistan et le Tadjikistan s'est élargie à l'Inde et au Pakistan. L'Iran, l'Égypte, le Qatar participent à ses réunions et peuvent formuler des avis, alors que la Mongolie, la Biélorussie et l'Afghanistan sont invités comme simples observateurs. Au départ, son ambition géopolitique annoncée était de stabiliser la région centrasiatique contre les mouvements fondamentalistes et séparatistes. Lancée par la « doctrine Primakov » à la fin du XXe siècle, elle se propose aussi, dans un second temps, de nouer des liens puissants entre les participants en vue de disposer de degrés de liberté supplémentaires face à l'importance stratégique prise par les Etats-Unis et ses alliés historiques européens. Elle a aujourd'hui pour objectifs fondamentaux d'assurer une sécurité collective face aux menaces du terrorisme, de l'extrémisme et du séparatisme, mais aussi de favoriser la coopération politique et économique afin de lutter contre le paradigme américain et occidental qu'ils ne veulent plus accepter en l'état.

La Chine et la Russie sont les piliers de cette entente, qui leur permet de disposer d'alliés dans certaines situations conflictuelles. Pour l'instant, l'Organisation n'a pas apporté un soutien collectif à la Russie sur la question de « l'opération spéciale » en Ukraine, mais globalement elle ne l'a pas condamnée et elle maintient un soutien modéré dans les suites diplomatiques engagées internationalement. Elle renforce le duo Chine-Russie dans la course au leadership mondial. La Chine considère aujourd'hui que Washington mène une politique d'encerclement contre elle, en draguant ouvertement les pays de son voisinage, comme le Vietnam, le Japon ou les Philippines. Elle cherche à trouver d'autres alliances économiques, notamment dans cette Union européenne souvent divisée.

Le monde trentenaire de l'après-guerre froide est en sursis provisoire, mais il risque de disparaître pour réveiller les politiques keynésiennes de relance pacifique du développement économique notamment en faveur des pays les moins avancés ou pour développer des stratégies mercantilistes de puissance qui ne renonceraient pas, dans ce contexte, à faire face à l'usage éventuel des armes militaires ou économiques. Aujourd'hui, la guerre technologique que se livrent les Etats-Unis et la Chine prend une ampleur particulière dans les domaines de l'économie numérique de l'information et de l'intelligence artificielle. La globalisation économique est sacrifiée sur l'autel de la sécurité et de la lutte pour la puissance et cette transformation des règles de l'économie internationale sonne comme la fin du monde post-guerre froide. La proposition de paix de la Chine pour régler la question de l'opération spéciale de la Russie en Ukraine rentre dans la catégorie diplomatique du « soft power », celle de l'éventuel conciliateur et du faiseur de paix.

La guerre technologique directe entre la Chine et les Etats-Unis

La mondialisation a perdu son arbitre et contrôleur, l'OMC, depuis que Trump a décidé de bloquer toute nouvelle nomination et que Joe Biden a refusé de débloquent la situation. Tous les mandats des sept juges sont vacants. Washington évite ainsi d'être condamné pour non-respect des règles qu'il avait lui-même imposées en 1995. La « Maison blanche » s'oppose à l'essor international des entreprises chinoises, comme Tik Tok ou Huawei, non seulement en empêchant leur développement sur son sol, mais aussi en appliquant les « sanctions secondaires » contre tout pays ou entreprise travaillant avec ces firmes. Elle vise de plus en plus l'économie chinoise dans son ensemble, militaire ou civile.

Le 7 octobre 2022, le Département du commerce des Etats-Unis a engagé de nouvelles sanctions à l'encontre du secteur des puces électroniques chinoises, après avoir placé Huawei sur sa liste noire pour avoir violé les lois américaines concernant les droits de l'homme et pour sa collaboration avec le complexe militaro-industriel chinois et ses supposées activités d'espionnage. Il s'agit de réduire autant que possible les transferts de technologies, notamment ceux qui sont imposés aux firmes multinationales américaines qui cèdent trop facilement leurs secrets industriels en échange d'un accès à un marché de 1,4 milliards d'acheteurs potentiels. Il s'agit en premier lieu d'interdire, sur la base de l'argument de la sécurité nationale, la vente de productions dites « sensibles » ou « stratégiques ».

La politique engagée a pour objectif de rendre plus difficile le rattrapage technologique de la Chine, en interdisant l'exportation de cartes graphiques de « high tech » (GPU, Graphic Processing Unit) nécessaires à l'intelligence artificielle (technologie que la Chine souhaite dominer dès 2030) et aux superordinateurs sous prétexte de leur utilisation militaire éventuelle notamment pour les missiles hypersoniques. Il est en outre interdit aux citoyens et résidents américains de participer au processus productif de circuits intégrés dans une usine

chinoise de puces électroniques. En 2023, le marché électronique subit une grave crise économique, avec une baisse des commandes, du fait de la longue chaîne logistique des composants électroniques. Dans ce secteur, la Chine n'arrive pas à produire localement plus de 20% de ses besoins. Or, la maîtrise des technologies du futur constituera l'élément essentiel de la puissance respective des Etats. A cette fin notamment, les Etats-Unis et ses alliés ont créé le CCT « Conseil du Commerce et des Technologies », qui doit veiller sur la sécurité des chaînes d'approvisionnement, sur la disponibilité des technologies modernes essentielles, sur les normes techniques normalisées, sur l'environnement ou l'intelligence artificielle. Cependant, face aux divisions ou aux hésitations de l'Europe ou du Japon, les Etats-Unis prennent une place déterminante dans ce Conseil, sans avoir toujours le souci de l'action collective, comme en témoigne l'application unilatérale de l'IRA (Inflation Reduction Act).

Le commerce et la technologie sont potentiellement des armes de guerre (Laïdi, 2022). Le rapprochement des Etats-Unis et de l'Europe consécutif à la guerre en Ukraine peut conduire les Européens à reprendre à leur compte tout ou parties des sanctions imposées aux entreprises chinoises, notamment à Tik Tok et à Huawei. Certes, l'hypothèse selon laquelle les Etats sanctionnés peuvent avoir la capacité à développer une économie plus autarcique et moins pacifique à terme n'est pas à écarter, mais elle suppose aussi qu'ils soient capables d'accélérer suffisamment rapidement leurs technologies pour rattraper ceux qui peuvent déjà en profiter pour conforter leur avance et leur puissance. En 2023, l'embargo américain a même été renforcé sur le marché des smartphones. Dans ces conditions, le groupe Huawei ne peut plus commercer avec les entreprises qui pourraient pâtir des sanctions fédérales, ce qui affecte profondément ses propres chaînes d'approvisionnement, même si la firme a, selon elle, remplacé 13.000 composants par des substituts nationaux et défini 4000 cartes de circuits imprimés pour ses produits. Huawei cherche aussi à développer un système de licence concernant les designs de smartphones, les entreprises acheteuses étant alors chargées d'obtenir les composants nécessaires qu'elle-même n'est plus en mesure d'obtenir sur le marché américain.

Washington envisage aussi un embargo sur Honor, malgré sa récente indépendance du groupe Huawei et sa dépendance à l'égard de Qualcomm (compagnie américaine qui lui fournit des puces), car de nombreux acteurs économiques américains considèrent que celle-ci constitue, de fait, une réelle tentative d'évasion du contrôle des exportations. Cette situation participe à la bonne santé d'un autre groupe chinois, Xiaomi, autrefois placé sur la liste noire de Washington car accusé d'appartenir indirectement à la Compagnie militaire communiste chinoise. Cette accusation n'a pas été démontrée et un tribunal du district de Columbia a annulé cette décision, ce qui ouvre aujourd'hui le capital de Xiaomi aux investisseurs américains.

Joe Biden, à la suite de Donald Trump, veut aussi limiter ou même interdire à terme le réseau social Tik Tok (un milliard d'utilisateurs au monde, principalement des jeunes générations), le plus dynamique au monde. Donald Trump avait demandé à la maison mère de Tik Tok de vendre ses activités américaines à Microsoft, puis à Oracle et à Walmart, en contravention avec tous les accords commerciaux internationaux (Sushcheva, Fontanel, 2020). L'opération avait échoué car Pékin considérait que les algorithmes d'intelligence artificielle chinoise de pointe faisaient l'objet de restrictions fortes à l'exportation. ByteDance est une entreprise enregistrée aux îles Caïmans, dont 60% du capital appartient à des fonds d'investissement américains, 20 % aux salariés et 20% aux responsables chinois (lesquels disposent contractuellement de la majorité des droits de vote) de la firme. Il est toujours reproché à Tik Tok d'être à la solde de Pékin et de son armée. Le Comité sur les investissements étrangers (Cfius, The Committee on Foreign Investment in the United States) américain a posé un ultimatum à Tik Tok, soit l'application est interdite sur le territoire des Etats-Unis, soit tous les actionnaires chinois, sans exception, abandonnent ce statut. Tik Tok est déjà banni des appareils de fonction des salariés de l'État fédéral et des fonctionnaires de 40% des Etats fédérés. Dans ce contexte, la Commission européenne et le Royaume-Uni ont aussi demandé à leurs propres fonctionnaires de retirer cette application de leurs appareils professionnels, considérant que Tik Tok constitue une menace pour la sécurité, en donnant accès aux actionnaires chinois à toutes les données sensibles.

Le caractère subversif des outils numériques doit être pris en compte et même les usages familiers et simples présentent des menaces cognitives importantes, selon les stratèges américains. Tik Tok est au centre de la guerre technologique entre la Chine et les Etats-Unis, les deux pays s'efforçant d'empêcher, par tous les moyens, l'essor des nouvelles technologies de pointe de l'autre. Avec le Plan Texas, ByteDance a proposé de transférer toutes les données des usagers américains sur les serveurs de la Société Oracle, responsable alors de la sécurité des informations recueillies, mais l'instance de contrôle américaine n'a pas, pour l'instant, donné suite. Cependant, d'autres arguments ont été énoncés, concernant l'influence de Tik Tok sur le développement cognitif des jeunes américains. D'ailleurs, la version chinoise de Tik Tok est très contrôlée, avec une limitation d'utilisation de 40 minutes par jour et, pour les jeunes de moins de 14 ans, un contenu patriotique et éducatif y est mis en place. Pour les Etats occidentaux, le processus d'abêtissement de la jeunesse par un soft power étranger constitue alors une nouvelle menace sécuritaire à prendre en compte.

Washington a déjà interdit de nombreux équipementiers télécoms chinois de son territoire ainsi que le commerce avec des producteurs chinois de semi-conducteurs de pointe. Au nom de la menace que Tik Tok ferait peser sur la sécurité nationale des Etats-Unis, de nouvelles armes juridiques donneraient ainsi à la Maison Blanche un pouvoir de sanction contre des technologies provenant de

régimes autocratiques supposés hostiles dans leurs intentions à la sécurité nationale. Pékin considère que ces attaques sont injustifiées et la demande de Washington à ByteDance de se séparer de Tik Tok contrevient à toutes les règles commerciales internationales. Aujourd'hui, seuls le vote des jeunes (100 millions d'abonnés) aux prochaines élections et l'accusation d'une atteinte à la liberté d'expression semblent retenir la Maison Blanche d'une interdiction pure et simple de l'application chinoise sur le territoire américain.

Il faut souligner que les Etats-Unis ne donnent aucune preuve concrète concernant les menaces que Tik Tok représenterait pour la sécurité nationale américaine, mais le risque est trop fort pour ne pas le considérer. Cette politique en dit long sur l'impact des outils numériques sur les civilisations et sur l'économie mondiale. Avec les GAFAM, Washington peut mesurer le poids qu'ils exercent concrètement et potentiellement sur l'ensemble des activités économiques et culturelles de l'humanité. Cette méfiance des Etats-Unis à l'encontre des technologies chinoises devrait inquiéter l'Europe face à sa propre dépendance aux instruments technologiques des Etats-Unis.

De son côté, depuis son accession comme membre de l'OMC, la Chine a toujours imposé des restrictions aux capitaux étrangers. Pourtant, en décembre 2022, la Chine a lancé une procédure contre les pratiques protectionnistes injustifiées des Etats-Unis. Washington invoque l'argument sécuritaire, notamment face à l'augmentation significative des dépenses militaires de Pékin et à sa dépendance dans le domaine des consommations intermédiaires nécessaires à la défense nationale. L'intervention systématique du National Security and Investment Act permet d'empêcher l'achat des entreprises américaines de semi-conducteurs, d'électronique ou de vision robotique par les entreprises chinoises. Le Canada et l'Europe semblent aussi lui emboîter le pas, en exigeant la vente des parts appartenant à des groupes étatiques miniers chinois dans le domaine des terres rares ou les achats de fabricants nationaux de puces. En réponse, un embargo sur les terres rares pourrait être engagé par la Chine, même si les pays occidentaux semblent vouloir explorer leur propre sol pour s'en prémunir. Cependant, à court terme, Pékin reste le maître du jeu, notamment dans les technologies essentielles de la fabrication d'aimants ultra-performants spécialisés (85% de la production mondiale) très utilisés dans les technologies modernes, notamment dans les industries militaires, mais aussi dans les éoliennes ou les véhicules électriques.

La Chine est clairement considérée par Washington comme un pays dont il faut se méfier dans le cadre du Foreign Investment Risk Review Modernization Act (FIIRMA). Aujourd'hui, Pékin redoute l'essor du « friend-shoring » qui consiste à privilégier le commerce entre pays alliés et avec ceux qui partagent les mêmes règles démocratiques. Or, jusqu'en 2021, la Chine reste le pays le plus représenté parmi les pays investisseurs étrangers aux Etats-Unis, avant même le Canada. Dès qu'un investissement des entreprises chinoises est proposé,

concernant notamment le rachat d'une entreprise américaine de produits stratégiques, Washington intervient en faisant appel, notamment, à l'extraterritorialité de la loi anticorruption du CFPA (Foreign Corrupt Practices Act) ou aux règles définies unilatéralement par le CFIUS (The Committee on Foreign Investment in the United States), sur la base toujours de la sécurité nationale de court et de long terme.

Autrefois fortement recommandée, la mondialisation produit des effets négatifs croissants pour les Etats-Unis qui sont aujourd'hui ouverts à la politique industrielle qu'elle n'a jamais cessé d'appliquer dans le domaine militaire avec l'alibi de la sécurité nationale (qui échappait aux règles fixées par l'Organisation Mondiale du Commerce). En 2022, le *Chips and Science Act* (52,5 milliards de dollars) et l'*Inflation Reduction Act* (370 milliards de dollars) offrent des subventions significatives en faveur de l'industrie des microprocesseurs et des énergies renouvelables. Il s'agit de protéger la diffusion des biens de haute technologie vers des territoires et pays adversaires et de construire et de protéger des instruments de la transition énergétique sur le territoire national.

Le « Chips and Science Act » soumet les entreprises à une autorisation d'exportation, ceci afin de conserver une avance technologique sur la Chine. Cette décision a été prise au nom de la sécurité nationale des Etats-Unis. L'objectif n'est plus de produire au meilleur prix, car les conditions de la production doivent être prises en compte (comme les lieux d'implantation et les questions environnementales, notamment). Dans ces conditions, les investissements industriels dans ces secteurs technologiques de pointe pourraient recevoir un crédit d'impôt de 25 %, pour un coût public estimé de 24 milliards de dollars.

Il s'agit dorénavant de récupérer les emplois industriels délocalisés et d'éviter de dépendre de TSMC de Taïwan ou de Samsung de Corée du Sud, lesquels sous-traitent le hardware aux usines chinoises, tout comme Apple pour ses smartphones ou les avions F-35 de Lockheed Martin. Les Etats-Unis ne produisent aujourd'hui que 12% des capacités mondiales de production de puces, alors qu'au moment de l'effondrement de l'URSS, ils en représentaient un peu plus du tiers. Il s'agit donc de s'appuyer sur la nécessaire transition économique pour réindustrialiser l'économie américaine. Dans ce contexte, Washington souhaite que l'industrie américaine soit capable de produire à grande échelle toute la chaîne des valeurs de production des puces « high tech ». La politique de Joe Biden se résume dans le slogan BBA (« Build is Back in America »). Il s'agit donc bien de subventionner les entreprises américaines afin de rapatrier les chaînes de valeurs stratégiques à l'intérieur du pays.

Cette solution n'a pas fait l'objet d'une concertation avec les alliés historiques de Washington. L'Europe doit défendre ses propres intérêts, notamment face aux entreprises étrangères dopées aux subventions publiques, productrices de pollutions diverses ou peu concernées par le réchauffement climatique, mais aussi face aux pénuries présentes ou à venir. Dans ce contexte, l'Union européenne

reste trop « à la traîne » des Etats-Unis, avec une surveillance croissante mais insuffisante sur la nature et l'origine des transferts des investissements étrangers sur l'ensemble de son territoire. Face à l'IRA (Inflation Reduction Act), elle privilégie la voie diplomatique, souhaitant l'existence de quelques marges d'appréciation. Elle revendique les mêmes faveurs que celles obtenues par le Canada et le Mexique quant à l'obtention de subventions sur les produits des Etats alliés des USA. Cependant, il est peu probable, ace à un Congrès à majorité réduite, que Joe Biden prenne le risque, aujourd'hui ou demain, de remodeler cette loi.

Il est en tout cas difficile de remettre en cause une loi qui conduit enfin les Etats-Unis à investir fortement dans la transition écologique. L'Europe peut utiliser les droits de douane pour se protéger, avec le risque d'une guerre commerciale très dommageable avec les Etats-Unis. Les subventions européennes apparaissent sans doute comme les meilleures mesures disponibles, en contravention avec les règles de l'OMC, mais les libéraux d'Europe du Nord et d'Allemagne n'y sont toujours pas favorables. L'Union européenne commence cependant à s'interroger sur son autonomie stratégique et ses rapports de puissance face aux deux superpuissances en confrontation de plus en plus directe, autant pour de mauvaises que de bonnes raisons.

La direction générale de la concurrence de la Commission européenne a toujours été plutôt favorable à une concurrence sans entrave au sein du marché intérieur européen. Toute tentative d'assouplissement des règles de la concurrence étaient considérées comme illégales, comme l'acceptation inopinée d'une forme de protectionnisme. Dans ce cadre, les fusions de certaines grandes entreprises européennes étaient souvent interdites par Bruxelles, réduisant ainsi l'émergence de « champions européens », capables de rivaliser avec les firmes américaines, japonaises, coréennes ou chinoises de grande dimensions. L'Europe doit prendre ses responsabilités face à un commerce international qui ne contrôle plus les aides publiques des pays tiers, ce qui crée clairement des distorsions de concurrence. Elle subit aussi une police internationale partisane dans le cadre des lois extraterritoriales américaines (Laïdi, 2022 ; Fontanel, 2019). Le caractère déloyal de cette compétition qui remet en cause la véritable concurrence lèse l'Union européenne dans son ensemble, au regard des réglementations différentes entre les pays sur le plan environnemental (gaz de schistes interdit en Europe et très développé aux USA, par exemple), le rachat des concurrents plus petits par les grands monopoles dans la sphère de l'économie numérique, les appels d'offre fermés pour les entreprises européennes dans de nombreux marchés publics nationaux ou le soutien inconditionnel ou le contrôle des Etats (notamment des Etats-Unis, de la Chine et de la Russie) dans les orientations d'exportation.

La Commission vise à établir, de manière pérenne, un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, destiné à corriger les effets des luttes différenciés des Etats

contre le réchauffement climatique. Il s'agit aussi de filtrer les investissements directs étrangers dans les secteurs jugés stratégiques et d'engager des enquêtes sur les pratiques anticoncurrentielles pratiquées par les mastodontes de l'économie numérique américaine et chinoise principalement. La guerre en Ukraine a mis en évidence l'importance de l'alliance militaire avec les Etats-Unis, mais aussi elle souligne aussi la fragilité de l'économie européenne devenue dépendante de ses exportations à l'égard de ses alliés et à l'encontre de ses « ennemis » potentiels. Bruxelles va autoriser des subventions de ses Etats membres destinées à soutenir la production et la recherche sur les composants électroniques stratégiques sur le territoire européen. L'Europe se doit d'engager une vraie politique industrielle capable de répondre à armes égales avec l'impératif de compétitivité internationale.

La globalisation économique sacrifiée sur l'autel de la sécurité et de la lutte pour le leadership mondial

La réindustrialisation des USA est en marche. Les bénéficiaires des subventions devront s'engager à ne pas développer de nouveaux investissements, ni de centres de recherche dans les pays suscitant quelques inquiétudes géopolitiques, comme les « rogue states » bien sûr (Corée du Nord, Iran ou Russie), mais aussi la Chine particulièrement menaçante à l'encontre de Taïwan. Un contrôle aux exportations sera mis en place, susceptible d'imposer aux entreprises clientes de ne pas vendre les productions high tech à la Chine ou à Huawei, ni d'augmenter leurs productions en Chine s'ils ont déjà engagé des investissements préalables à cette décision. Les groupes étrangers peuvent bénéficier de ces subventions à condition de respecter les règles définies par l'administration américaine, sous peine de subir des sanctions secondaires particulièrement mortifères. Ainsi, TSMC (Taïwan) a annoncé la construction d'une nouvelle usine sur le sol américain. Les producteurs américains se sont inquiétés de ces dispositions qui semblent avantager considérablement Intel, qui pourrait accaparer à elle seule pas moins de 40% des subventions.

Cette réalité s'éloigne très sensiblement des règles de l'OMC, avec en outre un contrôle sur les rachats d'actions et les dividendes versés et la mise en place d'un retour sur investissement pour l'Etat si les profits des entreprises subventionnées s'avéraient plus élevés que prévus. Ces décisions paraissent engager un esprit de « guerre froide », en tout cas de « guerre économique » et de contrôle des entreprises et firmes concernées. Dans ce contexte, Washington reprend clairement le leadership de l'opération contre les avancées économiques des autocraties et demande à ses pays amis de respecter ses décisions unilatérales. Aujourd'hui, même les pays amis subissent des droits de douane, lesquels sont justifiés par la volonté de maintenir un leadership menacé dans certains secteurs clés ou stratégiques. Les voitures électriques recevront une subvention de 7500

dollars à condition qu'elles soient fabriquées sur le territoire des Etats-Unis et dotées de batteries elles-mêmes américaines.

Toutes les entreprises qui situent leurs activités hors des Etats-Unis, sauf pour les pays d'Amérique du Nord sous certaines conditions, sont exclues de l'effort public américain, fondé à la fois sur des bases politiques, militaires et économiques, sans aucune négociation avec les pays historiquement alliés. Ainsi, Volkswagen s'installe au Canada pour la production de ses voitures électriques, et bénéficiera alors des aides prévues à cet effet dans le choix de la localisation. Il s'agit donc bien d'une volonté de leadership économique et militaire qu'exprime Washington, lequel ne s'embarrasse pas des craintes européennes et de ses alliés asiatiques (Corée du Sud et Japon). Il s'agit aussi de restaurer le « made in USA » et le « made in North America ».

Les politiques discriminatoires d'aides publiques sont normalement interdites par l'Organisation du commerce (OMC), mais les Etats-Unis, qui ont porté cette institution sur les « fonts baptismaux » du libre-échange, savent rompre avec les principes du multilatéralisme, qu'ils ont pourtant souvent imposés au monde, lorsque leurs intérêts sont remis en cause. Toute l'histoire des Etats-Unis est fondée sur la protection de l'économie nationale dès lors qu'elle n'était pas encore ou plus encore dominante (Fontanel, 2018). Le MAGA (Make America Great Again) et « America first » ont toujours été les règles de conduite de Washington, beaucoup plus que l'acceptation d'un capitalisme ouvert et débridé. Les rapports de forces géopolitiques sont prioritaires par rapport aux slogans libéraux du libre-échange que seul, de manière paradoxale et trompeuse, défend aujourd'hui la Chine.

Les principes du mercantilisme fondé sur la puissance, l'autarcie et la richesse d'un Etat sont fortement défendus par la Maison Blanche de Washington (Brunat, Fontanel, 2023). D'ailleurs, une partie dominante des échanges entre la Chine et les Etats-Unis ne correspond pas aux principes de l'OMC. Dans ce contexte, la géoéconomie l'emporte sur l'économie libérale, eu égard à la dépendance de produits essentiels à la production des armes modernes à l'égard de la Chine dans le domaine des microprocesseurs essentiels. Cependant, la recherche de la puissance militaire a toujours été un argument essentiel en vue de conduire une politique industrielle et de recherche-développement destinée à lutter contre une concurrence menaçante pour les intérêts sécuritaires et économiques du pays.

En revanche, la nécessité d'engager une politique de décarbonation, dont l'intérêt collectif pour les générations futures n'est pas discutable, devient une politique centrale de Washington. Il s'agit de subventions et de crédits d'impôts particulièrement incitatifs (au moins 260 milliards de dollars sur dix ans) dans le but d'attirer les investissements dans les éoliennes, les batteries électriques, l'hydrogène vert ou l'énergie solaire, à condition que ces investissements soient réalisés sur le sol national américain. Le fait de favoriser les entreprises nationales pour lutter contre le fléau du réchauffement climatique ne répond évidemment pas

au principe du libre échange mais, dans un pays où la pollution est souvent négligée par les pouvoirs et l'opinion publics, les intérêts des activités de décarbonation seront d'autant mieux défendus que les lobbys des firmes américaines seront financièrement concernés et intéressés. Cette politique incitative devrait aussi être appliquée par les autres Etats, en vue de lutter contre le réchauffement climatique, dans le cadre d'un capitalisme un temps « transformiste » tout en conservant son identité première.

Cependant, la volonté américaine d'engager les investissements nécessaires à la décarbonation en utilisant des procédures protectionnistes fait peser une sérieuse menace sur l'ensemble de l'industrie européenne, laquelle reste encore largement ouverte aux exportations américaines. Sans une réaction substantielle de Bruxelles, rendue difficile par la guerre en Ukraine qui la fragilise économiquement et met en évidence l'importance du soutien militaire de Washington, la perte de compétitivité de l'industrie européenne va croître rapidement, conduisant ainsi à sa marginalisation. L'option d'une guerre commerciale n'est pas rendue possible du point de vue des règles de l'OMC, mais l'organisme d'arbitrage des contentieux a été neutralisé par les Etats-Unis. Le système de libre-échange et de concurrence défendu traditionnellement par l'Union européenne ne peut pas non plus être respecté, même si des divisions croissantes semblent s'installer entre les membres, dont certains sont clairement allergiques à l'idée même du protectionnisme.

Une nouvelle course aux armements technologiques et économiques est aujourd'hui engagée, alors que l'Europe est embourbée dans un conflit ukrainien qu'elle ne peut éviter, mais qui va renforcer la puissance américaine en lutte contre les plans chinois d'un leadership mondial de Pékin annoncé pour 2050. Pour les Etats-Unis, il s'agit aussi d'affaiblir la Chine qui s'est donnée comme objectif de devenir la plus grande puissance économique mondiale au milieu du XXIe siècle. A cette fin, Washington construit une nouvelle muraille technologique contre l'Empire du Milieu (Laïdi, 2023) et crée un Conseil du commerce et des technologies avec l'Union européenne. Il s'agit aussi de définir les normes sur les technologies du présent et du futur dans les domaines des informations quantitatives et qualitatives, de l'intelligence artificielle, des ordinateurs high tech ou de l'environnement. La politique industrielle permet de soutenir les entreprises, mais leur essor dépend des règles et des autorisations d'exportation fixée par l'Etat. L'Europe met du temps à emboîter le pas de Washington, mais elle commence à se doter d'une surveillance des investissements étrangers et à s'interroger sur ses pratiques en termes de relocalisation, de politique industrielle, de concurrence face aux monopoles constitués et de souveraineté économique.

Enfin, il faut se rappeler que les Etats-Unis bénéficient du dollar comme monnaie internationale. La prochaine étape de ce conflit résidera sans doute dans la perte de valeur de cette monnaie de réserve internationale qui donne aux Etats-Unis la possibilité de s'endetter sans avoir à en payer réellement le prix. Cet

avantage considérable pourrait être remis en cause par une coalition de pays qui décideraient soit de créer une monnaie internationale, à l'instar de l'euro, soit d'accepter une diversification plus grande de leurs réserves. Dans ces conditions, l'économie américaine pourrait souffrir de cette situation et perdre une part importante d'un « soft power » dont personne n'imagine l'importance réelle sur l'ensemble de l'économie mondiale.

Dans cette lecture du monde, la « ChinAmérique » reste bien au centre des débats, dans une lecture de confrontation pour l'instant non-violente qui s'impose à leurs partenaires. L'Europe n'est perçue que comme un allié qui doit suivre une politique similaire à celle de Washington sur les questions de contrôle des exportations et des investissements sensibles à l'égard de la Chine, même si le degré d'autonomie requis par les membres de l'UE sont différents, entre l'Allemagne dont l'industrie nationale ne peut fonctionner correctement sans ses relations commerciales avec la Chine, la France qui souhaite plus d'autonomie géopolitique et les pays de l'Europe de l'Est, très sensibles à la menace russe et au soutien militaire et politique des Etats-Unis.

Le risque ultime c'est le combat entre d'une part les Occidentaux et d'autre part un front des autocraties conduit par la Chine avec la Russie comme alliée. La participation comme « partenaire de dialogue » de l'Arabie Saoudite à l'Organisation de Coopération de Shanghaï est significative à cet effet. Partenaire politique et économique traditionnel des Etats-Unis, l'Arabie Saoudite se rapproche clairement des pays dans lesquels domine l'autocratie, du fait de ses nouveaux différends concernant la production de pétrole (qui est contingentée et programmée dans le cadre de l'OPEP) et surtout pour son non-respect des droits de l'homme. Ce pays dominant du Proche-Orient, notamment pour des raisons religieuses, bénéficie depuis la guerre en Ukraine d'une forte croissance économique, au regard de la cherté du pétrole pendant l'année 2022. L'accord de réconciliation historique entre l'Iran chiite et l'Arabie Saoudite sunnite, toujours en guerre au Yemen, résultat de la médiation chinoise, met en évidence l'importance croissante du « soft power » de l'OCS et de son leader chinois.

La proposition de paix de la Chine. L'intox jusqu'au bout ?

De fait, la guerre engagée par la Russie en Ukraine affecte le monde entier et rebat des cartes des hard et soft power. La crainte de l'Occident est fondée sur la réunion des autocraties pour faire barrage au développement et même au maintien de la démocratie politique libérale. Au Sommet pour la démocratie de mars 2023, auquel étaient invités 121 pays (dont l'Inde et Israël), Joe Biden a appelé les démocrates à s'unir contre le front des autocrates dominés par la Chine et la Russie. Dans le cadre de ce Sommet, Washington souhaite que le camp des démocrates affirme que la Russie est la seule responsable de la Guerre en Ukraine. La gouvernance démocratique d'un pays est souvent plus difficile à gérer, car les

peuples libres expriment clairement des objectifs qui ne sont pas toujours homogènes dans le temps et dans l'espace. Cependant, elle respecte les droits de l'homme, elle établit des institutions que chacun se doit de respecter et donne à la majorité le droit de gouverner, après que chacun ait pu s'exprimer. La « démocratie » est attaquée parfois de l'intérieur. Pour Washington, le modèle américain de démocratie devrait être valorisé dans le monde entier. Les critiques de cette affirmation sont nombreuses, non seulement après les épisodes tragico-comiques de la présidence Trump, mais aussi avec un pouvoir gouvernemental qui exprime plutôt la force dominante d'une oligarchie que d'autres Présidents, en leur temps, ont pu combattre (Fontanel, 2017).

Depuis le début de l'opération spéciale, avec son abstention à l'Assemblée générale de l'ONU concernant la condamnation de l'intervention militaire en Ukraine, le gouvernement chinois a plutôt soutenu l'économie russe, en ne participant pas aux sanctions économiques infligées à la Russie, en achetant à moindre prix ses hydrocarbures, en se substituant plus généralement aux anciennes importations placées sous sanctions occidentales et en remplaçant les unités productives étrangères qui ont quitté à la Russie et en se substituant aux importations occidentales. La Chine semble suffisamment forte pour que la communauté internationale considère qu'elle peut trouver une solution au conflit. L'amitié indéfectible (et sans limite) entre Moscou et Pékin suppose un soutien mutuel, qui se manifeste notamment par des exercices militaires conjoints. Lors de la visite de Xi Jinping à Moscou, si la Chine a partagé le rejet d'un monde fondé sur la démocratie et le leadership américain, elle ne s'est pas montrée non plus disposée à prendre les risques de sanctions directes ou secondaires sur les marchés internationaux de la plupart des pays développés dont elle est le fournisseur principal. En revanche, si la guerre technologique entre la Chine et les USA venait à empirer, la question pourrait être réexaminée par Pékin.

Il est peu probable que Xi Jinping puisse modifier les ambitions territoriales de Vladimir Poutine et que les pays occidentaux acceptent de lever leurs sanctions à la demande de la Chine. Xi Jinping a même proposé un plan de paix qui ne semble pas vraiment en mesure de fonctionner au regard de l'ambition russe de conserver les avantages territoriaux de la guerre, alors que l'Ukraine veut, a minima, la restitution complète de ses territoires et quelques indemnités de reconstruction des infrastructures du pays.

Les 12 points du Plan de paix sont les suivants :

- Respecter la souveraineté de tous les pays ;
- Abandonner la mentalité de la guerre froide, la sécurité d'un pays ne devant pas se faire aux dépens des autres pays, notamment avec un renforcement des blocs militaires, comme l'OTAN en est l'expression la plus belligène ;
- Aider la Russie et l'Ukraine à travailler dans la même direction ;

- Cesser les hostilités (cessez-le-feu total) et reprendre les pourparlers de paix. Si cette solution était agréée, elle mettrait l'Ukraine en grande difficulté, car dans toute négociation il faut toujours céder une partie de ses propres exigences. Or, l'Ukraine veut d'abord et avant tout retrouver l'intégralité de son territoire national, Crimée comprise ;

- Résoudre la crise humanitaire et protéger à la fois les civils et les prisonniers de guerre ;

- Assurer la sécurité des centrales nucléaires ;

- Limiter les risques stratégiques d'utilisation des armes nucléaires ;

- Faciliter les exportations de céréales ;

- Supprimer les sanctions unilatérales comme mesures de rétorsion politique. Sur ce point, la Chine subit aujourd'hui des sanctions sur les produits stratégiques, principalement de la part des Etats-Unis, pour l'instant. Dans ce contexte, Pékin est juge et partie ;

- Stabiliser les chaînes industrielles et d'approvisionnement.

- Refuser les interventions économiques des Etats dans l'économie de marché. L'économie de la Russie et de la Chine souffrent des politiques de « friend-shoring » qui se mettent en place du côté de l'Occident dans les domaines technologiques, financiers, énergétiques ou des matériaux, en opposition aux règles définies par l'Organisation Mondiale du Commerce ;

- Enfin, il est dès à présent nécessaire de promouvoir la reconstruction post-conflit. La Chine est disposée à porter assistance à un projet de ce type.

Pour les alliés occidentaux, cette solution (mais laquelle ?) n'est évidemment pas acceptable en tant que tel, même si de nombreuses dispositions peuvent être normalement acceptées. Quelle négociation peut-il y avoir entre un pays agresseur et un pays agressé dont les bases de souveraineté juridique sont incontestablement reconnues par la communauté internationale ? D'autant plus que la question de Taïwan hante les chancelleries, si d'aventure Xi Jinping venait à décider de reprendre par la force un territoire dont le statut international semble particulièrement fragile. Les manœuvres d'encerclement de l'île mettent en évidence la volonté de Pékin de reformer l'intégralité de son propre territoire. C'est sans doute aussi pourquoi la Chine semble si intéressée par les effets et conséquences géopolitiques et militaires de l'opération spéciale russe, d'autant que depuis quelques mois des manœuvres d'intimidation militaire sont perçues par la population de Taiwan. Les échanges commerciaux entre les deux pays sont considérables, mais Taïwan semble aujourd'hui limiter singulièrement ses flux d'investissement vers le continent chinois au profit des Etats-Unis, de l'Inde, du Japon ou du Vietnam.

Dans ces conditions de refroidissement, un blocus de l'île pourrait être conçu. L'approche de Xi Jinping, dans ce contexte, semble devoir être moins séduisante que coercitive, mais il est nécessaire pour la Chine d'avoir une bonne analyse sur les effets internationaux d'une attaque contre Taiwan avant de s'engager dans un conflit aux réactions internationales et résultats pour le moins incertains. L'aventure de l'encerclement et de l'action militaire pourrait être mise en place, que seuls les Etats-Unis seraient en mesure de contester militairement. La Chine a de nouvelles ambitions territoriales. Elle a investi deux nouveaux districts administratifs dans l'archipel des Paracels et des Spartleys, au détriment du Vietnam qui en revendiquait l'appartenance. En outre, elle engage des mesures fortes d'intimidation à l'encontre de Hong-Kong et elle cherche à contrôler, souvent par la force, l'opposition démocratique de ce territoire.

Dans une interview à LCI, l'ambassadeur de Chine en France a considéré que les pays de l'URSS n'ont pas vraiment de statut d'Etat défini, car il n'y aurait pas eu, sur ce point, d'accord international, ce qui contredit évidemment la position officielle toujours en vigueur de Pékin au sujet des frontières définies en 1991 après l'effondrement de l'Union soviétique. Il rappelle aussi que la Crimée n'a été reliée à l'Ukraine qu'en 1964 par Khrouchtchev (lui-même Ukrainien) et qu'il fallait dorénavant « arrêter de chicaner » et réaliser le cessez-le-feu. A la suite de ces propos pour le moins polémiques. Les pays concernés, notamment les pays baltes, ont rappelé que leur annexion à l'Union soviétique n'avait pas été reconnue en son temps par la Chine populaire et qu'elle avait aussi, après l'effondrement de l'URSS, reconnu le statut d'Etats indépendants de la Lituanie, de l'Estonie et la Lettonie.

A la suite de ces propos particulièrement maladroits, Pékin a fait parvenir un communiqué réitérant la position constante de la Chine concernant les frontières des Etats de l'ex-URSS, tout en souhaitant participer à la réalisation d'un règlement politique de la « crise » (et non pas de la guerre) ukrainienne avec l'ensemble de la communauté internationale. Xi Jinping a toujours affirmé que la Chine était du côté de la paix, d'autant plus qu'avant l'opération spéciale elle était le premier importateur de l'Ukraine. De la même manière, malgré l'amitié « sans limite » entre la Chine et la Russie, Pékin n'a pas reconnu les quatre régions ukrainiennes occupées par Moscou, selon des degrés d'intégration à la République fédérale différents. La Chine s'inscrit comme médiateur privilégié en vue d'instaurer une paix juste et durable en Ukraine, eu égard à ses relations politiques privilégiées avec la Russie et à l'importance de ses échanges commerciaux avec l'Occident. Cependant, la Chine considère toujours que Washington alimente la crise en fournissant des armements à Kiev, comme si l'envahissement de l'Ukraine n'aurait pas été réalisée en l'absence d'une réponse militaire des armées ukrainiennes, en forte infériorité d'équipements modernes et de qualité.

Dans un contexte où chaque mot a une valeur juridique porteuse de violence guerrière, la Russie et la Chine emploient des expressions d'amitié aux

« perspectives illimitées » qui ont pour objectifs d'exprimer leur rejet de l'hégémonisme américain et de la civilisation occidentale et de se proposer collectivement comme une alternative cruciale pour l'avenir de l'humanité et notamment pour tous les Etats « opprimés ». D'un point de vue politique, Moscou et Pékin considèrent qu'il n'y a pas de système politique supérieur aux autres et que la démocratie qu'ils appliquent correspond à la civilisation et à la culture spécifique de chaque pays. En outre, toutes les interventions extérieures destinées à engager des « révolutions de couleur » dans les pays dont le régime politique ne s'apparente pas à celui défendu par les Etats occidentaux, principalement par les Etats-Unis, doivent être fermement combattues. Elles créent toutes les conditions d'une guerre civile susceptible ensuite de s'étendre à d'autres Etats, en fonction des seuls intérêts du leadership américain et du camp occidental.

C'est par ce procédé que Washington sape la sécurité internationale, stratégie qui accompagne la politique agressive de déploiement de missiles de moyenne et longue portée et des défenses anti-missiles des Etats-Unis dans plusieurs endroits du monde, notamment en Europe et en Asie. En outre, comme les liens de l'OTAN avec plusieurs pays de la région Asie-Pacifique (comme le partenariat de sécurité Ankus) se développent, la Chine et la Russie vont conduire des patrouilles communes en vue de se préparer mutuellement aux conflits potentiels avec l'Occident, dans le cadre d'une confiance militaire mutuelle accrue. Enfin des pourparlers de paix doivent être engagés dès aujourd'hui pour résoudre la « crise » ukrainienne, ce que rejettent l'Ukraine et les pays occidentaux, au détriment des populations concernées directement par le conflit. Vladimir Poutine salue toujours la position « impartiale » de la Chine, dont le plan de paix pour la résolution du conflit reste pour le moins suffisamment vague pour donner ainsi un avantage diplomatique important à Moscou.

En outre, les recherches militaires et biologiques des Etats-Unis, tout comme le déversement des déchets radioactifs de la centrale nucléaire Fukushima sont à condamnées par les deux Parties. Les leçons données par les pays occidentaux à la Russie et à la Chine sur les questions militaires, biologiques ou environnementales sont ainsi considérées par l'Occident comme applicables aux seuls pays hors de leur zone. L'hypothèse, toujours défendue aux Etats-Unis, selon laquelle le coronavirus est un produit des recherches de l'arme biologique développé illégalement dans le laboratoire de Wuhan, conduit Pékin à non seulement rejeter cette accusation infondée mais d'affirmer que, par cette accusation les Etats-Unis cherchent surtout à cacher leurs propres méfaits. Une guerre de l'information en vue de convaincre l'opinion publique mondiale sur les responsabilités respectives des pandémies est donc engagée. Avec la diplomatie « du masque », la Chine a proposé à de nombreux Etats africains et sud-américains une aide sanitaire importante (China aid for shared future). Cette stratégie dite du « masque », plus manifestement ouverte vers les autres pays moins développés que le slogan MAGA de Donald Trump, avait pour objet de

faire oublier les sources chinoises de la pandémie. Si le vaccin offert par Pékin aux pays en développement n'a pas été très efficace, il n'empêche que le « soft power » chinois a pu être maintenu, voire renforcé dans certains cas, face à l'égoïsme des pays occidentaux.

Depuis, la Chine et la Russie ont fait une déclaration publique concernant « l'approfondissement du partenariat de coordination stratégique globale de l'ère nouvelle », tout en engageant un plan de développement des priorités de la coopération entre les deux pays jusqu'en 2030. Une Russie affaiblie et devenue prochinoise aurait plu à Mao-Tse-Toung. Ce « retournement de l'Histoire » est spectaculaire, mais aussi dangereux. Vladimir Poutine appelle notamment le yuan à devenir une monnaie internationale (favorisant ainsi la perte progressive du dollar dans les échanges internationaux) et il reconnaît indirectement l'efficacité du Parti Communiste chinois, autrefois ostracisé par Moscou. Cependant, la Chine se prépare à être plus dépendante énergétiquement de la Russie, avec la mise en place du gazoduc « Force de Sibérie 2 » de 2600 kilomètres de long, capable de transporter 50 milliards de mètres cubes de gaz, à un prix inférieur à celui du marché international. Cependant, l'amitié éternelle n'est prouvable qu'un temps. Dans ce contexte, Pékin continue à développer des relations diplomatiques et économiques avec les pays du Proche-Orient, notamment avec l'Iran (un « rogue state » pour Washington et Bruxelles) et l'Arabie Saoudite, pour éviter une dépendance qui pourrait lui poser des problèmes comparables à ceux que connaissent aujourd'hui les pays membres de l'Union européenne et principalement l'Allemagne. Xi Jing Ping veut exercer un ascendant significatif sur le monde d'aujourd'hui et de demain, et diffuser, comme au temps de Mao Tsé Toung, les valeurs et objectifs définis par le Parti Communiste chinois à son entière dévotion.

L'objectif constamment martelée par le Parti Communiste Chinois est le développement économique du pays, ce qui a pour conséquence de laisser au gouvernement toute latitude pour la réalisation de son grand projet, sans débats parlementaires inutiles, ni parole laissée à l'opinion publique. La Chine est complètement et exclusivement tournée vers le but de devenir la première puissance économique mondiale d'ici un quart de siècle. En revanche, la politique diplomatique chinoise se doit aussi de conserver le contact avec les pays occidentaux, notamment parce que la Chine est le plus grand exportateur de la planète. Elle ne peut donc pas se permettre de rompre ses relations économiques avec l'Occident, alors même que son statut de pays en voie de développement, toujours reconnu par l'ONU et les instances économiques internationales (comme le FMI ou la Banque mondiale), lui permet d'exercer une concurrence « déloyale » à l'égard de nombre d'entreprises et de pays. Après la crise du Covid-19, les pays importateurs ont pu constater leur propre dépendance aux produits vendus par l'Empire du Milieu, alors qu'ils considèrent celui-ci comme le principal responsable de la pandémie. Une enquête internationale, hors OMS

(Organisation Mondiale de la Santé) supposée trop proche des intérêts chinois, a souvent été évoquée, mais, pour des raisons diplomatiques, elle n'a jamais été mise en place. L'Etat du Missouri a porté plainte devant le tribunal fédéral contre la Chine pour avoir empêché la diffusion des informations nécessaires à la lutte contre la pandémie et d'avoir minimiser son activité hautement létale.

En 2023, vue d'Europe et des Etats-Unis, la Chine est souvent considérée comme une société non démocratique, autocratique, fermée philosophiquement vers l'extérieur, dont toute information, même statistique, est dévoilée, modifiée, transformée, en fonction des intérêts du pouvoir en place. C'est pourquoi la confiance semble aujourd'hui fortement écornée quant à la défense d'un libre-échange prôné par la Chine, elle-même protégée par son statut particulier de pays en développement dans les instances internationales. Les projets de relocalisation des industries les plus importantes pour la sécurité nationale, dans les domaines de la sécurité nationale, de la santé ou même de l'alimentation sont clairement développés, même si leur niveau de réalisation concurrentielle prendra quelques années. Pékin conteste ces stratégies qu'il estime contraire aux règles édictées par l'Organisation Mondiale du Commerce.

La fin d'un monde post guerre froide

L'apparition d'une nouvelle guerre en Europe et l'essor des régimes autocratiques ne manquent pas d'inquiéter, notamment lorsque le recours aux armes nucléaires est évoqué. Déjà, la plupart des pays européennes augmentent leurs dépenses militaires, l'Allemagne triplant d'un seul coup (un « one shot » ou de manière permanente ?) ses dépenses militaires, tandis que la Finlande et la Suède abandonnent leur statut de neutralité pour demander leur adhésion à l'OTAN. L'Europe va devoir s'inscrire dans un nouveau paradigme eu égard à l'augmentation inévitable des dépenses militaires et de lutte contre le réchauffement climatique. La question du financement est alors posée, mais dans les périodes difficiles imprévues de ce monde, l'endettement n'est pas la pire des solutions, tout dépend de la nature et des engagements de cet endettement. Ce qui est alors vraiment modifié, c'est la structure des avoirs et des richesses, comme dans toute situation d'après-guerre. L'augmentation des dépenses militaires ne peut favoriser la croissance économique que si elles sont garantes de la paix ou d'une sécurité nationale satisfaisante. Cependant, ceteris paribus, d'un point de vue économique, ces dépenses publiques sont moins efficaces pour relancer une économie nationale dans le cadre d'une politique keynésienne. (Galbraith, 2014 ; Fontanel, Smith, 1985).

De nombreux pays de l'Union européenne ne souhaitent pas une dépendance à terme aux décisions des Etats-Unis, car Washington n'a pas toujours été, au plan économique, si amical que cela dans l'histoire, si l'on se réfère au rejet des accords de Bretton Woods décidé sans négociation avec ses alliés en 1976, au principe du « benign neglect » du dollar, à son attitude non négociée à l'encontre de l'OMC,

à l'application implacable de ses sanctions secondaires dans toutes les opérations où la concurrence européenne est susceptible de limiter la part de marché des firmes américaines, à son refus de participer activement à la lutte contre le réchauffement climatique pendant la présidence de Donald Trump, la promotion de la préférence nationale concernant la production des semiconducteurs et des investissements nécessaires à la transition climatique.

La mondialisation n'est plus heureuse lorsque les avantages retirés sont inférieurs aux inconvénients mesurés non seulement à l'aune des résultats économiques, mais aussi et surtout à l'aune de la mise en place d'un nouveau leadership mondial opposé à celui de la Chine. La politique de Joe Biden marque une nette rupture avec l'Amérique conquérante, libre-échangiste de l'après seconde guerre mondiale. Le fameux isolationnisme américain développé dès l'indépendance du pays s'est réveillé en vue de reconquérir le monde économique. Il s'applique d'ailleurs principalement sur les importations, les exportations étant rendues plus libres sauf en ce qui concerne l'économie numérique et l'intelligence artificielle, qui pourraient conférer une puissance supplémentaire aux résultats technologiques et économiques de la Chine. Ce faisant, elle applique une politique clairement mercantiliste fondée sur la « puissance du Prince » et l'importance des réserves monétaires nationales (le dollar remplaçant l'or). L'Union européenne doit rapidement changer elle-même de stratégie si elle ne veut pas devenir vassale des entreprises installées sur le territoire américain. Les aides publiques ne peuvent plus être contestées lorsque les concurrents étrangers en bénéficient. L'accord sur une taxe carbone aux frontières extérieures de l'UE va dans ce sens.

L'économie est devenue une arme de guerre privilégiée. La question plus générale qui devra être posée est de savoir si l'opération spéciale de Vladimir Poutine est à la fois une guerre et un crime quasi génocidaire, puisque tous les Ukrainiens qui ne sont pas « russifiés » sont considérés comme des Nazis et, à ce titre, à éliminer par tous les moyens, même évidemment par les crimes de guerre exercés contre les particuliers. Aujourd'hui, la Russie mène une guerre hybride, un second front, celui de la désinformation, de la déstabilisation, du chantage à l'alimentation céréalière et du soutien de l'immigration sauvage vers l'Europe susceptible de fragiliser les instances politiques et économiques des pays limitrophes. Les anciennes républiques de l'URSS sont elles-mêmes impactées par la diplomatie russe, qui s'efforce de renverser les pouvoirs des anciennes républiques soviétiques pour renforcer l'importance de ses alliés à l'ONU, mais aussi d'instiller des lois similaires à celles imposées par le Kremlin aux citoyens russes en vue d'une recomposition, à terme, d'un nouvel empire à l'image de l'URSS. La religion orthodoxe, l'idéologie anti occidentale, l'action des oligarques nationaux disposant de liens étroits avec la Russie, la corruption ou la kleptocratie sont les principaux moyens utilisés. L'oligarque Ivanichvili (fortune estimée au tiers du PIB national) est si influent en Géorgie que le gouvernement

est organisé en fonction de ses propres intérêts, lesquels sont aussi situés partiellement en Russie.

Le ressentiment de la période coloniale est toujours présent et les Européens ne peuvent pas historiquement se targuer d'avoir respecté les frontières définies par le droit international, tout comme la Russie d'ailleurs qui a exercé sa puissance autocratique sur plusieurs Etats asiatiques et les anciennes démocraties populaires. Il faut ajouter que les pays occidentaux n'ont pas non plus été très généreux avec l'Afrique dans la lutte contre le Covid-19 et les problèmes d'émigration ont conduit à de nombreux contentieux officiels ou officieux. En outre, les pays en développement sont souvent dirigés par des autocraties qui sont elles-mêmes souvent contestées par les démocraties. De plus, pendant la période de la guerre froide, de nombreux dirigeants ont été formés en Russie, laquelle était alors présentée comme un soutien à la décolonisation, la lutte contre l'apartheid et l'impérialisme occidental et américain. Enfin, une politique ciblée de désinformation est engagée notamment en Afrique, insistant notamment sur le rejet de l'ordre mondial imposé par l'Occident, que seule la Russie peut les aider à combattre. Les Etats africains ont été divisés sur la résolution onusienne appelant la Russie à cesser son invasion de l'Ukraine. Plusieurs Sommets ou Conférences Russie-Afrique concernant la mise en place d'un monde multipolaire ont été l'occasion de discussions principalement orientées sur le thème de la lutte contre l'influence des anciennes puissances coloniales. Les pays de l'ancienne URSS et les démocraties populaires n'ont donc pas été évidemment invités à cette occasion. En Afrique, les reculs de l'influence et des intérêts de la France se font systématiquement au bénéfice de la Russie ou de la Chine.

La frustration et la colère des pays du Sud commence à s'entendre, face à des puissances occidentales qui ne s'intéressent qu'à leurs seuls intérêts nationaux, lesquels ont été favorisés par la domination économique et le colonialisme. La guerre en Irak a été dévastatrice pour l'image du gendarme américain. Présentée comme un processus de démocratisation du Proche-Orient, elle a surtout mis en avant les objectifs impérialistes de Washington, lequel a détruit le système de sécurité d'un Etat confronté rapidement à la guerre civile. Le coût de l'opération a été considérable pour les Etats-Unis, mais encore plus pour l'Irak et pour toute une région dont les équilibres fragiles se sont effondrés pour laisser place à la violence, à l'insécurité chronique et à l'influence grandissante de l'Iran chiite et la Turquie sunnite. Le désengagement américain a mis en évidence le caractère aventurier de l'opération, elle-même « spéciale », et une forme d'irresponsabilité au regard des dégâts économiques, sociaux, politiques engendrés. En deux décennies, Washington aura dépensé, Afghanistan comprise, au moins 7.000 milliards de dollars (plus de 2 fois le PIB de la France) dans toutes ses opérations militaires, sans comptabiliser les 200.000 personnes tuées, au moins 600.000 blessées, victimes des armes et les destructions de patrimoines naturels, immobiliers et artistiques, avec un résultat très négatif sur la vie quotidienne,

pendant et après, des habitants des pays concernés. L'Irak vit toujours dans un chaos, l'Iran et l'Afghanistan s'engagent dans des voies « ultra-religieuses » ou fondamentalistes qui remettent profondément en cause les droits de l'homme et de la femme.

En mars 2023, lors de la session annuelle du Parlement, Xi Jinping, dont le pouvoir a été accru en renforçant les pouvoirs du Parti Communiste au détriment de ceux de l'Etat, a tenu un discours similaire, qui reste sur la base d'une déclaration de bonne intention. Il se présente ainsi comme le médiateur du conflit, reprenant les habits diplomatiques habituels de la démocratie américaine, une attitude qui s'accompagne d'un plan de paix bien trop général pour être opérationnel. Pour Xi Jinping, la Chine est devenue progressivement plus prospère, mais la voie tracée aujourd'hui permettra au pays d'être de plus en plus moderne dans tous les secteurs économiques et humains, jusqu'à atteindre l'objectif du premier rang mondial en 2049, pour le centenaire de la libération du pays par le Parti Communiste. Cet objectif poursuivi avec volonté et efficacité devrait conduire la Chine vers une nouvelle modernité qui ne sera pas synonyme de celle utilisée par les Occidentaux. Elle sera le résultat du travail collectif du pays, sans utiliser les moyens de la guerre, de la colonisation et du gaspillage généralisé.

La Chine veut devenir la plus grande puissance mondiale et elle règle ses comptes internes sans souci des débats sur les droits de l'homme, notamment en n'admettant que cinq religions sur son sol, à savoir le catholicisme (avec un accord avec le Vatican concernant la nomination des cardinaux chinois), le protestantisme, l'islam, le bouddhisme et le taoïsme. Sous le contrôle de Xi Jinping, les mouvements religieux, pourtant étroitement contrôlés par le Parti Communiste Chinois en vue d'une disparition de celles-ci en faveur d'un athéisme scientifique, sont clairement considérés comme illégaux, dès lors qu'ils ne sont pas admis par la loi ou s'ils sont considérés comme des « xie jiao », à savoir des mouvements religieux qui refusent la sinisation de leurs croyances. A ce titre, les religions sont poursuivies, brutalisées et même persécutées comme le Falun Gong, l'Eglise du Dieu Tout-Puissant, les bouddhistes tibétains, les musulmans Ouïghours et autre religions non reconnues. De même, Pékin n'a pas hésité à détruire le pluralisme électoral à Hong Kong, sans que les Etats occidentaux interviennent en faveur des droits de l'homme. Le régime chinois ne se préoccupe vraiment de la crise environnementale que pour en faire un commerce destiné à l'exportation, avec de fortes subventions publiques et des droits de douane substantiels appliqués aux éventuels concurrents, en vue de prendre le contrôle mondial des secteurs innovants, comme les véhicules électriques ou les batteries. Dans ces conditions, la globalisation économique fondée sur le libre-échange devient une stratégie qui empêche toute volonté affirmée de faire face concrètement à la crise environnementale en marche.

Forte de son ambition planétaire, la Chine conteste fermement la revendication exprimée en mars 2023 par la Chambre des Représentants des Etats-Unis de la priver de son statut, toujours renouvelé dans les instances internationales, de Pays en voie de développement, alors qu'elle est la deuxième économie mondiale (18,8% de la production mondiale). Or, Pékin ne veut pas apparaître comme un pays riche, mais plutôt comme un pays toujours exploité par les règles économiques occidentales, qu'il défend dans d'autres instances. Pékin s'offusque de cette volonté américaine de lui faire subir une pression politique, économique et diplomatique inappropriée et donc inacceptable. Il s'agit pour les Etats-Unis de convaincre les institutions internationales de cette nouvelle catégorisation d'un pays qui a une ambition de leadership mondial à l'horizon 2049. Si la Chine était retenue dans la catégorie des pays développés, ou a minima dans celle des pays à revenus intermédiaires, elle perdrait tous les avantages liés au statut des pays en voie de développement par les instances internationales des Nations Unies. Si l'on prend les critères du PIB par habitant ou de l'indice de développement humain, la Chine se situe légèrement en-dessous de ceux des pays les plus développés, mais dans la catégorie des pays à revenus intermédiaires. En utilisant la méthode des parités de pouvoir d'achat (Donsimoni, Fontanel, 2019), la question serait définitivement réglée.

L'intérêt de la reconnaissance de cette catégorie « pays en développement » n'est pas négligeable. Pour les pays en développement, la Banque mondiale accorde des prêts à des taux d'intérêt plus bas que ceux du marché et surtout les contraintes associées au réchauffement climatique s'avèrent singulièrement réduites, ce qui avantage certainement un pays dont les normes de pollution sont élevées. Dans ce même cadre, la Chine bénéficie de traitements commerciaux préférentiels, notamment la possibilité d'imposer des droits de douane aux importations des pays développés, lesquels, en Chine, varient de 3 à 80% selon la situation concurrentielle des produits chinois, mais aussi selon les catégories de pays. Ils sont moins importants si l'industrie chinoise en a besoin comme consommations intermédiaires et si des accords bilatéraux ont été signés. En 2019, en représailles des décisions de Donald Trump, les droits de douane ont été fixés à 30% sur le prix des voitures américaines. Les produits importés doivent aussi s'acquitter d'une taxe à la valeur ajoutée (plus généralement 9% pour les produits agricoles et utilitaires et 13% pour les produits manufacturés) et une taxe à la consommation (pour les produits de luxe et de haute gamme ou les produits nocifs pour la santé, comme l'alcool ou le tabac). Dans ce contexte, la Chine n'est pas ouverte à la compétition internationale des entreprises occidentales, notamment dans les domaines électroniques, informatiques, technologies de l'information ou de services, ce qui explique en partie les excédents considérables de la balance commerciale de la Chine à l'égard de la plupart des pays développés.

Pékin veut, au moins en apparence, paraître à la fois puissant et pauvre, une alternative aux Etats-Unis et un pays qui a besoin d'un soutien des institutions

économiques internationales. Pour Washington, tous ces avantages reçus par la Chine au titre de « pays en voie de développement » sont indus et mettent les économies développées en situation concurrentielle très défavorable. Le gouvernement de la Chine joue un rôle qui ne correspond pas ou plus à celui d'un pays dont l'économie est sous développée, au regard de ses résultats économiques et de son influence sur la scène politico-économique internationale. La Chine considère que cette revendication américaine n'a pour but que de ralentir sa croissance et son propre développement économique. Si elle ne peut plus pratiquer de tarifs douaniers sur les importations, alors ses entreprises ne seront plus compétitives et cela conduira à des pertes d'emplois dans toute la Chine. En outre si les grandes villes comme Pékin ou Shanghai sont bien développées, Xi Jinping considère qu'il n'en va pas de même dans l'ensemble de son territoire en termes d'accès au soin ou de qualité de la vie.

Cet argument ne peut pas convaincre les pays développés. Ce n'est pas aux institutions internationales de soutenir les régions défavorisées de la Chine. Pékin se doit, comme tous les autres Etats, de lutter contre ces disparités économiques territoriales. C'est la volonté de puissance de Pékin qui offre des niveaux de développement élevés pour les villes au détriment des territoires ruraux. Une redistribution nationale des efforts de développement ne dépend pas des institutions internationales, mais d'une volonté politique, laquelle, en l'occurrence, préfère prêter de l'argent à des pays africains plutôt que d'investir à l'intérieur du territoire national. La quête d'un « soft power » croissant et la recherche de la puissance conduit Pékin à faire des choix de politique économique intérieure peu favorables à ses propres citoyens ruraux, tout en bénéficiant indument d'une aide internationale, alors qu'elle se présente comme une puissance économique au niveau de celle des Etats-Unis. Or, Pékin se présente souvent comme l'adversaire des pays développés face aux pays riches, alors que son économie nationale est devenue riche tout en bénéficiant du statut des plus pauvres. Il n'est plus le « frère aîné » des pays pauvres, il se sert d'eux comme levier de sa propre puissance. S'il perd son statut, l'Inde serait susceptible de reprendre son rôle, ce qui serait pour Pékin, malgré leur appartenance commune au système BRICS, une solution encore plus inacceptable, au regard de leur rivalité dans l'espace asiatique.

La volonté américaine du changement de catégorie de la Chine dans le cadre des instances internationale est à la fois économique, mais aussi politique. Ce conflit risque de durer dans le temps, et la guerre en Ukraine pourrait accélérer ce mouvement. Les organisations internationales de Bretton Woods, si utiles pour la globalisation économique libérale (Fontanel, 1995), sont en crise. Il est même possible que les règles de toutes les institutions internationales soient modifiées dans les années à venir, avec la perte d'influence et de contrôle de l'Organisation Mondiale du Commerce, l'évolution nécessaire du rôle du Fonds Monétaire Internationale, la contestation des règles financières dominées encore et toujours

par la puissance du dollar ou les erreurs redondantes des stratégies de financements de la Banque mondiale, notamment avec l'application, aujourd'hui réduite, des fameux accords de Washington.

En conclusion : la reconstitution inéluctable des blocs

Le système mondial se divise progressivement en deux écosystèmes technologiques déconnectés, voire opposés, ce qui peut être une porte ouverte à de nouveaux conflits. L'émergence d'un ennemi commun est un facteur d'unité retrouvée ou renforcée. L'Union européenne a abandonné, peut-être provisoirement, ses conflits internes pour engager de nouvelles politiques sécuritaires communes, mais en même temps la guerre a favorisé la Chine dans sa volonté de leadership mondial en soutenant économiquement une Russie fortement affaiblie, avec un risque de dépendance accrue au fur et à mesure de la stabilité de la guerre d'attrition. L'Europe est encore trop dépendante des Etats-Unis, il lui faut développer son autonomie stratégique. Elle doit augmenter et mieux coordonner ses propres moyens de défense, dans une stratégie commune, en lien avec celle des pays amis, notamment avec les Etats-Unis. L'Europe est sans doute la seule entité qui peut éviter cette confrontation armée en cas de conflit sur la question de Taïwan. Or, aujourd'hui, tous les Etats du monde ont intérêt à travailler ensemble en vue de lutter contre le réchauffement climatique, l'endettement des pays pauvres et la financiarisation spéculative de toutes les activités économiques.

Aujourd'hui, la reconstitution des « blocs » paraît inéluctable, avec les Etats-Unis et la Chine comme leaders des deux principaux groupes de pays alliés ou amis. Pékin est à la fois susceptible de rassembler les forces de la Russie, de l'Iran et de nombreux pays africains, mais aussi de développer des relations commerciales fortes avec la Turquie ou les pays arabes, notamment avec une Arabie Saoudite contestée pour ses entorses systémiques aux droits de l'homme et dont les intérêts économiques et sécuritaires ne sont plus aussi dépendants de l'Oncle Sam. Dans ce contexte, Washington, qui n'a pas manqué de commettre de nombreuses erreurs stratégiques avec ses guerres politiquement perdues, semble vouloir reconstituer les bases de sa puissance en engageant un protectionnisme de son économie nationale devenue trop dépendante de pays non alliés et même amis pour ses importations de produits et consommations intermédiaires nécessaires à sa suprématie militaire.

Pékin considère probablement que le conflit entre la Russie et l'Ukraine va affaiblir les deux belligérants et que la Russie sera progressivement dépendante de l'économie et du soutien diplomatique direct ou indirect de la Chine. Dans ces conditions, les Etats-Unis est bien seul pays qui peut encore l'empêcher de devenir la plus grande puissance économique, politique et militaire mondiale. Les « blocs » ne sont pas encore entièrement constitués, mais l'Occident a perdu trop

de batailles civilisationnelles, même à l'intérieur de ses composantes, pour ne pas sentir, dans le meilleur des cas, le retour de la guerre froide. La Chine considère que la modernisation du monde n'équivaut pas à son « occidentalisation ». Dans le discours de Xi Jinping, toutes les nouvelles technologies doivent servir le peuple et non plus des intérêts particuliers dont les déviations empêchent la réalisation de l'intérêt général. Il propose à la fois d'assurer un développement économique et social de qualité, encadré par une démocratie populaire intégrale sous le contrôle du Parti Communiste, de favoriser la relation harmonieuse entre la nature et l'homme et, de manière encore plus ambitieuse, de créer ainsi une nouvelle forme de civilisation. Pékin a donc pour objectif principal à court terme de développer le bien-être matériel des habitants, sans perdre de temps à discuter et renégocier le chemin civilisationnel proposé avec justesse par le Parti Communiste, véritable pasteur de la Chine nouvelle. Cependant, le protectionnisme international redevient une réalité et la Chine pourrait en souffrir, surtout si son statut de pays en voie de développement ne lui était plus reconnu dans les instances et organisations internationales. Dans ce contexte, les conflits éventuellement armés ne seront peut-être pas inévitables, car planifiée pour être réalisée avant 2049, la réunification de la nation chinoise va devenir un objectif national urgent, réalisé par la force si nécessaire.

Avec la fin de l'argent gratuit, l'Europe est confrontée globalement mais de manière hétérogène, à un mur de dettes, alors même qu'elle se doit de préparer l'avenir de sa propre sécurité militaire (augmentation des dépenses militaires) et environnementale en luttant contre le réchauffement climatique. La nouvelle secrétaire du Trésor américain a proposé la mise en place d'un « friend-shoring » qui consisterait à mettre en place des chaînes d'approvisionnement privilégiées entre pays amis, ce qui réduiraient drastiquement les échanges internationaux avec la Russie et la Chine. Avec cette proposition, il y a un choix politique fort qui conduit clairement à une nouvelle fracture entre deux nouveaux mondes, laquelle réduirait, voire interdirait à terme, les échanges entre les deux blocs.

Dans les nouvelles stratégies internationales des Etats, la guerre est redevenue un moyen de règlement des contentieux entre grandes puissances, ce n'est plus seulement une opération expéditionnaire dans des pays sans arme nucléaire et forces militaires conséquentes (Heisbourg, 2023). Dans le discours nouveau du Kremlin, l'Ukraine est une partie de la Russie orthodoxe, elle n'a pas d'existence propre indépendante de Moscou. Or, le conflit militaire crée une forme de schisme religieux, avec l'avis d'expulsion par Kiev du centre culturel et administratif de l'Eglise orthodoxe ukrainienne affiliée au patriarcat de Moscou, mais les moines ont porté l'affaire devant la justice car ils disposent d'un contrat à long terme qui ne peut pas être résilié en temps de guerre. Cette situation affaiblit l'Ukraine au regard de sentiments religieux qui ont été enfin reconnus après des années de pression contre cette église pendant la période soviétique. Les autorités ukrainiennes estiment que la référence à Moscou est toujours implicite, malgré les

déclarations d'indépendance d'Onuphre, désigné primat de l'EOU-PM (Eglise orthodoxe ukrainienne-Patriarcat Moscou). Une partie conséquente des responsables religieux des églises orthodoxes dans le monde ont condamné la guerre et ils ont coupé les ponts avec Kirill, le patriarche de Moscou, un soutien inébranlable à la politique « civilisationnelle et religieuse » de Vladimir Poutine.

Dans cette situation, les compromis ne sont plus de mise. Les belligérants s'engagent dans un combat qui n'est pas à somme nulle eu égard aux dégâts occasionnés, mais qui offrira au vainqueur (s'il y en a un !) la réalisation de ses propres ambitions et l'échec de celles de son ennemi. Cette guerre est aussi un rapport de force entre la démocratie libérale et la dictature. Or, en situation de conflits armés, la concentration du pouvoir par rapport aux négociations démocratiques, qui supposent un dialogue à l'intérieur même de l'Etat, est toujours un avantage, au moins à court terme. Les Occidentaux ont mis un certain temps à définir les armes qu'ils pouvaient fournir à l'Ukraine pour ne pas être qualifiés par le seul Vladimir Poutine comme des nations « cobelligérantes ». Il y a d'un côté le souci du juste mot et du droit, de l'autre côté la prise de décision immédiate, avec le souci pusillanime de masquer une guerre en « opération spéciale » quasi interne. « L'opération spéciale russe » constitue, d'une certaine manière, l'ébauche bien avancée d'une troisième guerre mondiale, avec les menaces portant sur l'éventuelle utilisation de l'arme nucléaire, qui concernerait alors l'ensemble du monde. Il s'agit d'un combat entre un gouvernement autoritaire quasi dictatorial face à un gouvernement démocratique, qui s'élargit en un combat entre les autocraties religieuses, mystiques ou athées face à la démocratie libérale généralisée.

Par ce conflit, Vladimir Poutine veut changer la face du monde, revenir à des formes de gouvernement pour lesquels tous les hommes et femmes sont des citoyens mineurs destinés à mener une vie « normalisée » par le chef qui leur dénie le droit de s'interroger sur l'orientation de la politique de l'Etat. De fait, il s'agit d'en revenir aux pouvoirs impériaux, avec des oligarques à la place de la Noblesse. Cette attitude peut rencontrer l'adhésion, sous des formes diverses, de nombreux Etats autocratiques, dont la Chine évidemment, voire l'Inde ou l'Iran, représentant près de 40% de la population mondiale. Or, la Russie est déjà dépassée par cette « opération spéciale » qui lui coûtera cher, laissant définitivement le champ à une confrontation idéologique et économique entre la Chine et les Etats-Unis.

Washington a décidé d'investir pour renforcer l'économie américaine et s'opposer à la montée des dictatures qui pourraient porter préjudice à sa propre sécurité nationale. En opposition, Xi Jinping propose une solution chinoise, avec une modernisation technologique et humaine qui n'est pas la seule panacée de l'Occident. Il s'agit de définir un système d'économie de marché relativement éloigné d'un capitalisme trop soucieux des intérêts personnels et qui valorise, au moins par les mots, les valeurs sociales, la protection de l'environnement et la

réduction de l'exploitation excessive des ressources naturelles. Dans ce contexte, les inquiétudes concernant les guerres impérialistes et le réchauffement climatique seront réduites, dans le cadre d'un leadership dominé par le Parti Communiste chinois.

Dans ce contexte, la Chine œuvre dans le monde entier pour devenir un arbitre diplomatique (entre l'Arabie Saoudite et l'Iran), un soutien aux populations opprimées (comme le don des vaccins chinois aux pays en développement, même si ceux-ci ne se sont pas avérés très efficaces), un contestataire déterminé de la puissance occidentale qui s'efforce de l'encercler pour mieux étouffer les progrès humains incontestables du système politique et économique mis en place par le système chinois. Pékin s'engage sans s'engager, il propose un plan de paix qui n'est pas opérationnel mais participe à l'amélioration de son « soft power ». Cependant, pour le développement de l'économie chinoise, les marchés occidentaux constituent un élément essentiel de son propre développement économique, avec une clientèle à la fois fidèle (jusqu'à présente) et fiable économiquement. Dans ces conditions, dans les deux décennies à venir, Pékin n'abandonnera pas ses marchés occidentaux pour la survie du système conservateur et religieux de Poutine. Les amitiés perdent leur force dans les excès de l'un d'entre eux.

Nous sommes amis pour la vie

Tu te bats, je me bats avec toi.

Tu pleures, je pleure avec toi.

Tu souffres, je souffre avec toi

Tu sautes par la fenêtre, tu vas me manquer.

Dans ce monde du XXI^e siècle, obsédé par les objectifs de puissance et de richesse, chaque pays conduit des stratégies mouvantes, souvent commandées par les actions des autres Etats et les mouvements aléatoires des conflits et des alliances de circonstance. Lorsque l'URSS s'est effondrée, les bombes nucléaires situées sur le territoire de l'Ukraine ont été « rapatriées » en Russie, à charge pour celle-ci de protéger l'Ukraine en cas de menaces portées contre Kiev. L'histoire a de drôles de résonances. Aujourd'hui, l'arme nucléaire est inutile dans la plupart des conflits, sauf pour la menace et pour l'extermination. L'histoire abonde de protecteurs supposés qui menacent leurs protégés. Les promesses n'engagent que ceux qui les tiennent pour vraies. Vladimir Poutine est engagé dans la voie de la violence de la destruction, à l'image d'un Verdun en devenir, quand la Chine pratique le jeu de Go, qui consiste à construire des territoires et, par l'encercllement, à faire des prisonniers. La guerre d'usure va « user » les combattants, le plus patient, le plus soutenu ou le plus riche l'emportera, au moins en probabilité.

La Chine critique haut et fort la politique internationale de Washington (Lemaître, 2023), avec ses multiples guerres d'Afghanistan à l'Irak, de l'Ukraine à la Syrie, du Vietnam à la Libye, avec ses bases militaires installées dans 159 pays et ses sanctions économiques destinées à affaiblir injustement (dans le cadre du libre-échange) les pays concernés. Xi Jinping propose une Initiative de Sécurité Mondiale qui cherche à supprimer les racines des conflits mondiaux, de promouvoir la paix dans le cadre d'un développement durable et une stabilité politique destinée à réduire les aléas et les incertitudes. Pour lui, la volonté expansionniste de l'OTAN à l'encontre de l'Ukraine a conduit la Russie à se défendre face à cet impérialisme que Washington voudrait aussi imposer en Asie.

Dans ces conditions, Xi Jinping propose l'établissement d'une sécurité internationale commune et durable, sur la base coopérations prioritaires. Plutôt que de procéder par la force militaire ou les sanctions économiques, il s'agit de promouvoir un nouvel ordre économique et politique international qui ne soit plus inféodé au respect des valeurs américaines imposé au reste du monde. Les Etats-Unis ont tendance à ne pas respecter tous leurs engagements, obnubilés par leur propre puissance et leur intérêts géostratégiques et économiques.

Pour Moscou, les Accords d'Helsinki (1975) sur l'inviolabilité des frontières internationalement reconnues, le respect du droit international et la priorité au règlement pacifique des conflits entre les Etats ne peuvent plus être acceptés, car les pays occidentaux qui sanctionnent ainsi son économie nationale ne les appliquent que dans le respect de leurs propres intérêts. L'Ukraine est russe pour Moscou, elle est un Etat souverain pour un droit international dominé par la puissance américaine soucieuse d'affaiblir la Russie. Si tout est négociable, les arguments militaires et sécuritaires sont aussi importants que n'importe quelle démarche diplomatique, notamment lorsque les conflits portent sur des positions fermes et strictement opposées des belligérants potentiels.

Les solutions probables à cette crise ne sont pas très réjouissantes.

- D'abord, si l'Ukraine l'emporte militairement avec le concours des pays occidentaux, la guerre ne sera sans doute pas encore finie. Pour les Etats-Unis, loin des territoires de guerre, l'avenir de l'Ukraine n'est pas vital, elle est simplement l'expression d'un rapport de force indirect avec un pays disposant de l'arme nucléaire et qui pourrait ensuite s'intéresser à la conquête d'autres territoires. Pour la Russie, c'est une question posée comme était quasi vitale, notamment du fait d'une histoire qui implique soit des accords communs suffisamment forts pour négliger les questions de frontière, soit une insécurité permanente sur de longues périodes, à l'instar de ce qui se passe dans le Proche-Orient.

- La solution « finlandaise » peut l'emporter, à la fois pour arrêter les destructions et les massacres, mais aussi pour pacifier un monde déjà trop concerné par des conflits larvés. Dans ces conditions, les fameux Oblasts

pourraient constituer d'un côté comme de l'autre des monnaies d'échange validées par un référendum réalisé sous la responsabilité de l'ONU, après quelques années de pacification des territoires.

- Une solution « internationale pourrait être envisagée, avec le contrôle des territoires contestés par une force de paix et une administration des Nations unies, suivies quelques années plus tard par la mise en place d'un référendum sous le contrôle d'un organisme international comme l'OSCE (Organisation pour la coopération et la sécurité en Europe). Le renoncement de l'Ukraine à une adhésion formelle à l'Otan serait sans doute une condition essentielle, avec une garantie de sécurité militaire offerte par la seule Union européenne, à laquelle Kiev souhaiterait appartenir comme membre (ce qui n'était pas contesté a priori par Moscou au début de l'année 2022). Cependant, il faudrait un fort accord de l'Assemblée Générale des Nations Unies pour convaincre la Russie d'accepter une telle solution, alors même que de nombreux pays ne veulent pas avoir de conflit avec Moscou.

- Si l'Ukraine s'effondre militairement, les pays occidentaux auront des difficultés à intervenir, notamment si les Etats-Unis veulent préserver le monde de l'utilisation de l'arme nucléaire. Si l'OTAN intervenait, la Chine interviendrait aussi d'une manière ou d'une autre, dans le cadre des accords de Shangäi.

Cette guerre constitue une épreuve fondamentale pour la démocratie et le respect des droits de l'homme. Les technologies modernes tant vantées pour l'ouverture qu'elles offrent à l'humanité sont aujourd'hui prises en otage par ceux qui gardent encore comme objectifs la volonté d'exercer leur puissance nationale pour contraindre les autres Etats, sans aucune référence et action face à l'exploitation continue de la nature ou aux droits de de l'homme. Seule la prise de conscience de la crise climatique et environnementale peut changer la donne, ce qui serait une chance de survie pour les générations futures.

Références

Aben, J., Fontanel, J. (2019), Military expenditure as a proxy for State's power, *Defence and Peace Economics*, Volume, 30, Number 2, March, 2019.

Aganbeguyan, A., Fontanel, J. (1994). *Un monde en transition Les exemples de la Russie et de l'industrie d'armement* (No. hal-02943081).

Albert, E. (2023) ; Guerre en Ukraine : pas d'effondrement, mais un tournant économique pour l'Europe après un an de conflit, *Le Monde*, 20 Février.

Amnesty International (2018) Travail des enfants en RDC, <https://www.amnesty.fr/responsabilite-des-entreprises/actualites/travail-des-enfants-en-rdc-de-nouvelles-mesures>

Barre, R., Fontanel, J. (1991). *Principes de politique économique*. Presses universitaires de Grenoble, 1991

Baverez, N., Malizard, J. (2023), Quelles évolutions de notre appareil de défense face à la menace des conflits de haute intensité, Entretiens de l'ECODEF, 17 Janvier.

Bellais, R., Coulomb, F. (2013), Le complexe militaro-industriel cinquante ans après Eisenhower, *Liber Amicorum, Hommage en l'honneur du Professeur Jacques Fontanel*, L'Harmattan, Paris.

Blanchard, O. (2022), Je redoute le scenario d'une guerre commerciale, *Le Monde*, 27 novembre.

Brunat, E., Fontanel, J. (2013), La stratégie internationale et la réforme militaire de la Russie. in *Union européenne - Russie : une relation particulière ?*, (LLSETI), Université Savoie-Mont-Blanc, Décembre.

Brunat, E., Fontanel, J. (2015), La stratégie internationale et la réforme militaire en Russie, *Union européenne-Russie : une relation particulière*, Université Savoie Mont-Blanc, Laboratoire LLSETI, Chambéry. 2015, hal-02016340

Brunat, E. Fontanel, J. (2018), La Russie de retour comme puissance militaire ? *AFRI*, 2018, Volume 19. **hal-01976404v1**

Brunat, E., Fontanel, J. (2021), La science économique comme idéologie, la science de gestion comme viatique de l'actionnaire, *Marché & Organisations*, n° 41, Paris.

Brunat, E., Fontanel, J. (2023), When Mercantilism Upsets Neo-Classical Liberal Thinking, the Pandemic Covid-19 as a Revelation, *International Conference on Disaster Management. Global pandemic and its impact 2023*, Jan 2023, Binghamton, New York, United States

Cessac, M., Mouterde, P. (2023) Les liens persistants du secteur nucléaire français avec la Russie, *Le Monde*, 12-13 Mars.

Chatterji, M., Fontanel, J., Hattori, A. (1996) "Arms spending, development and security." *APH. Ed.* (1996).

Clinton, B. (2000), 2000 State of the Union Address. Washington.
<http://www.whitehouse.gov/WH/SOTU00/sotu-text.html>.,

Colard, D., Fontanel, J., & Guilhaudis, J. F. (1981). *Le désarmement pour le développement* (Vol.19). Fondation pour les études de défense nationale.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2003), Disarmament: A century of Economic Thought, Defence and Peace Economics, 2003

Coulomb, F., Fontanel, J. (2006), Mondialisation économique, guerre économique, souveraineté nationale, « *La question politique en économie internationale* » La Découverte, Paris.

Coulomb, F., & Fontanel, J. (2013). War and capitalism. In *The marketing of war in the age of neo-militarism*, Routledge, New York.

Cour des Comptes (2018), La coopération européenne en matière d'armement. Un renforcement nécessaire, soumis à des conditions exigeantes.
<https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2018-04/20180417-rapport-cooperation-europeenne-armement.pdf>

Donsimoni, M, Fontanel, J. (2019), Les ambiguïtés de la mesure de la puissance publique des Etats par les parités de pouvoir d'achat., *Annuaire Français des Relations Internationales*, 20.

Echinard, Y., Fontanel, M., Fontanel, J. (2013), BRICS entre Statistique et Lobbyisme, *Annuaire français de relations internationales*, Paris : La Documentation française, 2013, 2013, XIV

Fakhri, M. (2023), L'alimentation ne peut être utilisée comme arme dans une guerre, *Le Monde*, 23 Février.

Fiott, D. (2022), The Fog of War: Russia's War on Ukraine, European Defence Spending and Military Capability. *Intereconomics*, 57(3)

Feng, I. (2023), La Chine face au « commerce entre amis », *Le Monde*, 15-16 Janvier.

Fontanel, J., Smith, R. (1985), Analyse économique des dépenses militaires, *Stratégique*, 4^e trimestre.

Fontanel, J. (1994), The economics of disarmament, *Handbook of Defense Economics*, Vol.1. (Hartley & Sandler eds), North Holland, Elsevier Sciences,

Fontanel, J., Borissova, I, Ward, M. (1995), The principles of arms conversion in the case of Russia, *Defence and Peace Economics*, 1995, 6.3. **hal-02338694**

- Fontanel, J. (1995), *Organisations économiques Internationales*, Masson.
- Fontanel, J. (2005), La globalisation en analyse, *Hal*. L'Harmattan, Paris.
- Fontanel, J., Hébert, J-P., Samson, I. (2008), The birth of the political economy or the economy at the heart of politics. Mercantilism, Defence and Peace Economics, 19.5.
- Fontanel, J. (2017), Etats-Unis, sanctuaire du capitalisme. Un siècle de leadership américain en question. *Paix et Sécurité Européenne et Internationale*, PSEI, n°8.
- Fontanel, J. (2018), Puissance et nationalisme économique. Le cas des Etats-Unis. *Paix et Sécurité Européenne et Internationale*, PSEI, Nice.
- Fontanel, J. (2019), Différends, conflits et guerres économiques. *Paix et Sécurité Européenne et Internationale*, N°11.
- Fontanel, J. (2022), Les conséquences économiques des sanctions internationales contre la guerre de la Russie en Ukraine, *Paix et Sécurité Européenne et Internationale*. Hal-03703457
- Fontanel, J. (2023a), *The Covid-19 and the war in Ukraine*, International Conference Disaster Management: Global Pandemic and Its Impact, Binghamton University 25-27 January, New York, (USA).
- Fontanel, J. (2023b), The war in Ukraine, an unexpected effect of the Covid-19, *Economists on Peace Blog*
- Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2023) The pandemic reveals the violence of economic globalization, *Globalization and Covid-19*, Emerald Publishing, 31.
- Fontanel, J. (2023c), Les dépenses militaires dans le monde en 2021 selon le SIPRI. *Paix et Sécurité Internationales*, n°19.
- Gérard, M. (2022), Nous sommes face à la pire crise humanitaire alimentaire et humanitaire depuis la seconde guerre mondiale, *Le Monde*, 12 novembre.
- Gérard, M. (2023), La guerre en Ukraine, un révélateur de la crise alimentaire mondiale. *Le Monde*, 2 Février.
- Guilhaudis, J-F., Fontanel, J. (2019), Les effets pervers de l'usage du PIB pour la décision politique et les relations internationales. Comment en sortir ? *Annuaire Français des Relations Internationales*, Paris.
- Guilhaudis, J-F., Fontanel, J. (2021), « Les terres rares » et autres matériaux critiques et stratégiques, au cœur des conflits de demain ?, *Paix et Sécurité Européenne et Internationale*, Université de Nice.
- Heisbourg, F. (2023) *Les leçons d'une guerre*, Odile Jacob. Paris.
- IISS (2022), *Military Balance 2022*, Routledge, London.

Institute for Economics & Peace (2023), Covid-19 and Peace, *Economists on Peace Blog*

Kohonen, M. (2023) Les oligarques aux abris, *Le Monde*, 13 Mars.

Laïdi, A. (2022), *Histoire mondiale du protectionnisme ; Passés/Composés*.

Laïdi, A. (2023), Nous assistons à un double phénomène : le retour d'un protectionnisme classique, couplé à un réarmement commercial inédit, *Le Monde*, 13 janvier.

Leloup, D., Reynaud, F. (2023), Dans les coulisses de Vulkan, usine d'armes numériques des services russes, *Le Monde*, 30 Mars.

Lemaître, F. (2023), La Chine affine sans ambiguïté sa stratégie antiaméricaine, *Le Monde*, 22 février.

Malingre, V., Jacqué, P. (2023), Guerre en Ukraine : pour accélérer la production de munitions à destination de Kiev ; Bruxelles envisage d'effectuer des achats en commun, *Le Monde*, 12 Février.

Mulder, N. (2022), *The Economic Weapon. The Rise of Sanctions as a Tool of Modern War*, Yale University Press.

Norwegian People's Aid (2023), *Nuclear Weapons ban, Monitor 2022. Tracking progress towards a world without nuclear weapons*.

Sapir, J., Todd, E. (2023), Les enjeux de la guerre russo-ukrainienne, *La Nouvelle action royaliste*, <https://youtu.be/AVtZovjZB5g>

Seibt, S. (2023), *Russie : les Emirats arabes unis et la Suisse, voies royales pour contourner les sanctions ?* <https://www.france24.com/fr/%C3%A9co-tech/20230419-russie-les-%C3%A9mirats-arabes-unis-et-la-suisse-voies-royales-pour-contourner-les-sanctions>

SIPRI Yearbook (2018, 2019, 2020, 2021, 2022) *SIPRI Military Expenditure database*, Oxford University Press

Smith, R., Fontanel, J. (2008), International security, defence economics and the powers of nations, in « *War, Peace and Security* », Emerald, Bingley

Summers, L. (2022), La Banque mondiale doit élargir sa mission, *Le Monde*, 2 novembre.

Sushcheva, N., Fontanel, J. (2020), *L'arme économique du droit extraterritorial américain.*, hal-02144089

Sushcheva, N., Fontanel, J. (2020), Economic and economic war between USA and China, The case of TikTok, *Pax Economica*.

Tinbergen, J. (1993), Paix et économie, *Economistes de la Paix*, Presses Universitaires de Grenoble.

UNIDIR (1992), *Economic Aspects of Disarmament: Disarmament as an Investment Process*, 27 August, A/47/346.

United Nations Organisation (1982), *Report by the Groupe of Experts on the Reduction of Military Budgets* ; 11 March 1982, Working Paper n° 3.

United Nations (1985), *Report of the Secretary-General: Reduction of Military Budgets. Construction of Military Prices Indexes and Purchasing-Power Parities for Comparison of Military Expenditures*, New York, A/40/421.

UNODA (1986), *Reduction of Military Budget : Construction of Military Price Indexes and Purchasing-power Parities for Comparison of Military Expenditures, Disarmament Study Series*, n° 15, United Nations Office for Disarmament Affairs, New York, 1986

United Nation Organization (1993) *Economic Aspects of Disarmament*, United Nations, New York

Waszkiewicz, G., Taksas, B., 2023), *Military spending among European NATO members. The importance of strategic factors after 2014. Journal of Security and Sustainability Issues*, Vol.13.